

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16854 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 3 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Dopage : mises en examen en série dans le cyclisme français

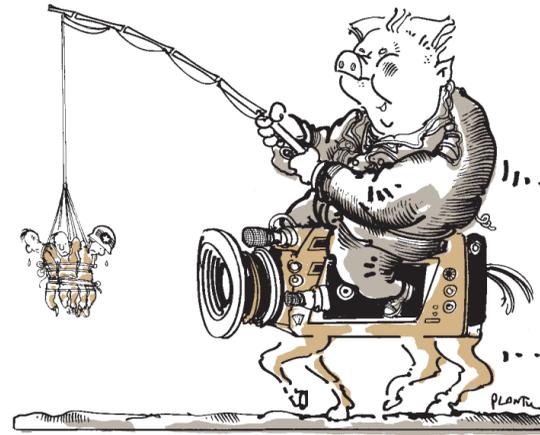
DANS l'affaire Festina, le juge Patrick Keil a choisi d'impliquer les responsables du cyclisme français. Daniel Baal, président de la Fédération française (FFC), a été mis en examen jeudi 1^{er} avril par le magistrat lillois. Soupçonné de complicité, il rejoint sur le banc des accusés Roger Legeay, vice-président de la FFC et président de la Ligue professionnelle de cyclisme, ainsi que les onze autres personnes impliquées dans cette affaire depuis le 8 juillet 1998, date de l'arrestation par les douaniers du soigneur Willy Voet, alors qu'il transportait plus de quatre cents doses de substances interdites. Le directeur du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, a été entendu jeudi par les policiers de Lille. Il n'a pas été mis en examen.

Lire page 25

La Serbie avait planifié l'exil des Kosovars

● Le transfert forcé des civils a été organisé avant les frappes de l'OTAN ● Les témoignages des réfugiés, arrivés aux frontières par trains et autocars, concordent ● Interrogations sur la rencontre Rugova-Milosevic ● Belgrade traduit en cour martiale les trois militaires américains

DES TRAINS, des files d'autocars, des kilomètres d'attente aux frontières de l'Albanie, du Monténégro, de la Macédoine : les images, les récits de nos envoyés spéciaux sur l'exode des Kosovars, chassés de leur province par les forces serbes, renforcent la thèse d'un déplacement forcé, organisé de longue date, destiné à vider le Kosovo de sa population albanaise. Selon le *New York Times*, les militaires américains avaient prévu Bill Clinton qu'une telle opération d'épuration ethnique avait été programmée par Belgrade et que les frappes aériennes seraient impuissantes à l'enrayer. Dans un point de vue au *Monde*, Alain Joxe évoque une « phase de terreur nazie » préparée pendant la négociation de Rambouillet. L'Union européenne a donné, jeudi 1^{er} avril, des assurances à l'Albanie, au Monténégro et à la Macédoine. Elle prendra en charge une partie de l'assistance aux réfugiés dont l'afflux, par dizaines de milliers, menace la stabilité des trois pays d'accueil. Le commandant en chef de



- Ibrahim Rugova : mise en scène à Belgrade ? p. 2
- L'exode forcé, par nos envoyés spéciaux p. 3
- L'affaire des trois prisonniers américains p. 4
- La guerre des Balkans vue du Proche-Orient p. 5
- M. Jospin fait taire les divergences « plurielles » p. 6
- Débats : Daniel Cohn-Bendit et Alain Joxe p. 16 et 17
- Notre éditorial et nos analyses p. 18
- La revue de presse et nos chroniques p. 32 et 34

l'OTAN pour l'Europe, le général américain Wesley Clark, a réaffirmé jeudi son intention d'intensifier ses frappes, en dépit des critiques et des réserves entendues au sein même de l'Alliance. Les Etats-Unis souhaitent parachuter des armes à la branche militaire du mouvement kosovar, l'UCK, qui serait en passe d'être écrasée. La télévision serbe a diffusé, jeudi, des images d'une rencontre, à Belgrade, entre le président Milosevic et Ibrahim Rugova, le chef modéré du mouvement kosovar. La crédibilité qu'il faut accorder à cette rencontre est mise en doute dans toutes les capitales occidentales. Elle suscite d'autant plus d'étonnement que, dans un entretien accordé lundi dernier à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, Ibrahim Rugova appelait à une intervention terrestre de l'OTAN au Kosovo.



Les chemins de l'exode

NOS ENVOYÉS spéciaux à la frontière albanaise décrivent le drame des réfugiés chassés en masse du Kosovo. Hien Lam Duc, reporter-photographe de l'agence VU, a saisi les images de l'exode au poste-frontière de Morina. Notre reporter, José-Alain Fralon, a recueilli le témoignage d'Ibadete, vingt ans : « Les Serbes nous ont avertis : "Si vous restez, nous vous tuerons dessus avec nos chars. (...) Et puis, ils nous ont mis dans les autocars." »

Lire page 15

Budget 2000 : réduire les déficits

M. Strauss-Kahn a présenté, jeudi, les équilibres du projet de loi de finances pour 2000 : avec une croissance de 2,5 %, les déficits seraient abaissés à 2 % du PIB. p. 11

La rénovation de Phénix

Phénix doit être rénové d'ici avril 2000. Il est le seul surgénérateur français permettant d'étudier la transmutation des déchets radioactifs. p. 26

Corruption en Russie

Le procureur général de Russie relance son affrontement avec le Kremlin dans l'affaire de la firme suisse Mabetex. Pour la deuxième fois, Boris Eltsine a relevé de ses fonctions Iouri Skouratov. p. 8

Mont-Blanc : vive polémique

M. Chirac devait se rendre, vendredi, sur les lieux de l'incendie pour rendre hommage aux victimes, alors que la polémique s'amplifie sur les conditions de sécurité dans le tunnel. p. 12

Publicité ethnique

Les publicitaires américains ont une nouvelle cible : les « communautés » minoritaires, Hispaniques, Afro-Américains et Asiatiques. En nombre croissant et à fort pouvoir d'achat. p. 22

Sélection disques

Le producteur américain Hall Willner sort *Whoops, I'm an Indian*, un album enregistré avec Howie B, DJ écossais. Notre sélection disques hebdomadaire. p. 30

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 26 ATŠ ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRĐ ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRĐ ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRŠ ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.



A l'OTAN, des tensions sourdes entre politiques et militaires

BRUXELLES de notre correspondant

« Nous allons devoir passer quelques jours délicats. Il faut garder ses nerfs, et l'on verra bientôt que l'action engagée aura les effets escomptés : faire prendre conscience à Milosevic qu'il est dans une impasse. » Tenu par un haut diplomate en poste à l'OTAN la veille de la capture par l'armée yougoslave de trois soldats américains et de la rencontre controversée entre le président serbe et Ibrahim Rugova, ces propos ne manquaient pas de pertinence. Car, au neuvième jour de l'opération « Force alliée », des tensions apparaissent entre dirigeants politiques et chefs militaires de l'OTAN, sous l'apparente unité et solidarité sans faille de l'Alliance, soulignée par le secrétaire général Javier Solana dans chacune de ses interventions.

Elles se sont notamment traduites par un violent incident qui a opposé, au début de cette semaine, l'état-major basé à Mons au secrétariat général de l'Alliance à Bruxelles. Les services du général Wesley Clark croyaient savoir de « source sûre » que cinq dirigeants de la

communauté albanaise, dont Fehmi Agani, l'un des négociateurs de Rambouillet, avaient été exécutés. Le général Clark avait tenu à faire annoncer publiquement ces crimes par son porte-parole, David Wilby, à la grande colère de Javier Solana qui estimait, sur la foi d'autres informations, fournies notamment par les diplomates américains de l'Alliance, que les personnes concernées étaient en vie. Ce qui fut confirmé le lendemain par le même David Wilby...

Jeudi 1^{er} avril, Wesley Clark et Javier Solana sont apparus en personne au point de presse quotidien de l'Alliance pour faire le bilan de huit jours de frappes aériennes. Derrière la détermination affichée par les deux hommes, estimant que ces frappes ont porté des coups très sérieux à l'appareil militaire du pouvoir yougoslave, on pouvait percevoir des divergences sur le point crucial actuellement débattu au sein de l'Alliance : la nécessité ou non de passer à une intervention terrestre au Kosovo. Après avoir noté que « les frappes aériennes ne suffisent pas à elles seules à empêcher les crimes et l'épuration ethnique », le général Clark a élu-

dé une question plus précise : « Je réserve mes réflexions sur ce point aux dirigeants politiques. » Javier Solana a immédiatement repris la parole pour répéter qu'une intervention au sol n'était pas, actuellement, dans les plans de l'Alliance.

En coulisses, les interrogations se font plus pressantes sur la stratégie jugée très autonome du chef militaire de l'OTAN, qui ne rend des comptes qu'à son compatriote de l'Arkansas, Bill Clinton. « Le général Clark rêve d'entrer dans Belgrade à la tête de ses chars. Il a fait de la chute de Milosevic une affaire personnelle », commente un diplomate. Des doutes s'expriment également sur les prémices du raisonnement stratégique qui a déterminé la planification de l'opération « Force alliée ». La conviction du général Clark, encore réaffirmée jeudi, que les généraux yougoslaves allaient rompre avec Slobodan Milosevic en voyant leurs capacités militaires détruites est jugée de manière lapidaire par des diplomates, qui abandonnent pour l'occasion leur langage policé : « C'est une connerie... »

Luc Rosenzweig

POINT DE VUE

Une prévisible apocalypse par Dusan Reljic

L'EUROPE, telle qu'on la connaissait depuis un demi-siècle, est définitivement morte avec l'agression américaine contre la Serbie et le Monténégro. Une rupture s'est produite, qui aura des conséquences au moins aussi importantes que l'effondrement de

l'empire soviétique. La disparition de l'équilibre des forces internationales a, comme le dit un ancien haut dirigeant allemand, rendu les Etats-Unis ivres de puissance. L'élite de Washington ne se soucie plus des conséquences de ses actes. Pour elle ne compte plus que la préservation de sa prétention au

leadership mondial, comme l'affirme Zbigniew Brzezinski dans le *Wall Street Journal*. Une conséquence de cette arrogance de la puissance est la punition collective infligée à tous les habitants de la République fédérale de Yougoslavie pour l'insubordination de Slobodan Milosevic envers

les Etats-Unis. Les 10,5 millions d'habitants de ce pays, parmi lesquels on compte au moins 700 000 réfugiés de Bosnie et de Croatie, doivent aujourd'hui payer, parce que Milosevic n'a pas voulu accepter le diktat américain de Rambouillet, qui prévoyait une sécession froide du Kosovo. « Belgrade doit accepter une autonomie pour le Kosovo qui ne comporte qu'une souveraineté yougoslave nominale, ou se trouver face à la perspective d'un Kosovo indépendant », écrit Brzezinski. C'est parce que Belgrade n'a pas voulu obtempérer devant la menace du pistolet et donner un morceau du territoire serbe que tout un pays est soumis à une forme de culpabilité collective. De plus, les Albanais du Kosovo, en faveur desquels Washington a ordonné une prétendue intervention humanitaire, ne sont devenus rien d'autre que de la chair à canon pour l'OTAN. Le général Wesley Clark a déclaré qu'il était « totalement prévisible » que, du côté serbe, la violence allait s'intensifier dès que les attaques aériennes allaient être déclenchées.

Lire la suite page 16



UN TÉMOIGNAGE INDISPENSABLE

A toutes celles, à tous ceux qui souffrent les mille morts de l'alcool, et qui ne savent pas encore qu'on peut s'en sortir.



Dusan Reljic vit en Allemagne ; il est membre du comité éditorial de l'hebdomadaire serbe d'opposition, « Vreme ».

Un architecte en résistance



FRANÇOIS SEIGNEUR CE SOLITAIRE, peu connu du grand public, peintre, scénographe, dessinateur, n'a obtenu son diplôme d'architecte qu'à l'âge de cinquante ans. François Seigneur est l'un des concepteurs du pavillon français de l'Exposition universelle de Séville. L'Institut français d'architecture, à Paris, consacre une exposition à cet homme en résistance contre une profession portée, selon lui, « vers le pouvoir, l'argent, l'économie, la complaisance ».

Lire page 25

International.....	2	Aujourd'hui.....	25
France-société.....	10	Météorologie.....	28
Régions.....	13	Jeux.....	28
Carnet.....	14	Culture.....	29
Horizons.....	15	Guide culturel.....	31
Entreprises.....	20	Kiosque.....	32
Communication.....	22	Abonnements.....	32
Tableau de bord.....	23	Radio-Télévision.....	33

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

BALKANS Le nombre de réfugiés fuyant le Kosovo a dépassé 150 000 personnes, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Tous les té-

moignages confirment que les forces serbes se livrent à une expulsion systématique des populations albanaises. ● **LES ÉTATS-UNIS** et l'OTAN ont l'intention de « mainte-

nir le cap ». « *Nous progressons dans notre objectif d'endommager et réduire les forces yougoslaves* », a déclaré le secrétaire à la défense, William Cohen. Le nombre de mis-

sions quotidiennes de l'OTAN est passé de 70 à 100. ● **LES TROIS SOLDATS** américains capturés à la frontière de la Macédoine devaient être traduits devant une cour martiale

vendredi. Bill Clinton a averti M. Milosevic qu'il le tenait pour « *personnellement responsable de la sécurité et du bien-être* » des trois soldats (lire aussi notre éditorial page 18).

Belgrade intensifie sa guerre de propagande, l'OTAN « maintient le cap »

Le président Slobodan Milosevic utilise le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova à la télévision, et fait traduire en cour martiale les trois soldats américains capturés mercredi. Les alliés intensifient encore leurs bombardements sur le territoire yougoslave

LA MARÉE humaine d'Albanais du Kosovo fuyant vers les pays voisins enfle de jour en jour et a atteint un sommet jeudi 1^{er} avril. La capture de trois soldats américains par les Serbes n'a pas entamé la détermination de l'OTAN à poursuivre l'opération « Force alliée ». Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, et le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, ont néanmoins tenu le président Slobodan Milosevic pour « *directement responsable* » du sort des trois soldats.

● **Les réfugiés albanais du Kosovo** continuent d'affluer vers le Monténégro, la Macédoine et surtout l'Albanie. Leur nombre a augmenté massivement jeudi pour atteindre « *au moins 150 000 personnes* » en neuf jours, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). D'après le HCR, ce sont plus de 22 000 personnes qui ont franchi la frontière albanaise au cours de la seule journée de jeudi. En Macédoine également, le flux a été impressionnant avec l'arrivée de plus de 10 000 Kosovars. Selon plusieurs organisations humanitaires, près de 4 000 personnes

attendraient de pouvoir entrer en territoire macédonien. L'Union européenne a condamné la « *tentative planifiée de déstabilisation* » des Balkans constituée par ces déplacements de population.

● **Le Pentagone** a annoncé que 13 chasseurs bombardiers furtifs supplémentaires allaient rejoindre les forces de l'Alliance engagées contre la Yougoslavie. Ce renfort portera à 24 le nombre de chasseurs bombardiers F-117 impliqués dans l'opération « Force alliée ». Les Etats-Unis et l'OTAN ont l'intention de « *maintenir le cap* ». « *Nous progressons dans notre objectif d'endommager et réduire les forces yougoslaves* », a déclaré le secrétaire à la défense William Cohen. A Bruxelles, le général américain Wesley Clark a même implicitement évoqué la possibilité d'un déploiement de troupes au sol, en affirmant que les opérations aériennes ne pouvaient, seules, arrêter les exactions serbes contre la majorité albanaise du Kosovo. Mais M. Solana a aussitôt souligné qu'un déploiement de forces terrestres de l'OTAN ne pourrait intervenir qu'après un accord de paix.

● **Washington a confirmé** jeudi que les trois soldats américains montrés par la télévision serbe étaient bien les trois militaires portés disparus la veille en territoire macédonien, non loin de la frontière avec la Yougoslavie. Le président Bill Clinton a averti jeudi le chef d'Etat yougoslave qu'il le tenait pour « *personnellement responsable de la sécurité et du bien-être* » des trois soldats. « *Il n'y a pas de raison pour qu'ils soient*

détenus et il n'y a certainement pas de raison pour qu'ils soient jugés », a ajouté M. Clinton, affirmant que les trois hommes « *effectuaient une mission pacifique en Macédoine* ». Washington les considère comme des « *prisonniers de guerre* ». Belgrade, qui accuse les trois militaires de s'être infiltrés en territoire yougoslave, a annoncé qu'ils seraient traduits vendredi devant un tribunal militaire au Kosovo.

● **Le président Slobodan Milosevic** a reçu jeudi à Tirana le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Selon la version officielle yougoslave, les deux hommes se sont engagés par écrit à œuvrer pour la paix. Ils ont, toujours selon la même source, signé un communiqué estimant que « *les problèmes ne peuvent être réglés que par les moyens politiques* ». Cet entretien a suscité une grande circonspection à l'OTAN. L'envoyé spécial des Etats-Unis aux Balkans, Richard Holbrooke, a invité les autorités yougoslaves à autoriser M. Rugova à rencontrer « *des personnalités internationales* », tel l'ambassadeur des Etats-Unis en Macédoine, Christopher Hill. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a recueilli, lundi, des propos forts différents de M. Rugova qui se déclare en faveur de l'envoi de troupes au sol.

● **Le président albanais**, Rexhep Mejdani, s'est déclaré disposé à ouvrir l'Albanie aux troupes de l'OTAN, dans un entretien publié vendredi par le quotidien français *Libération*. Elles « *pourront passer et stationner sur le sol albanais* ».

Nous sommes prêts à mettre à la disposition de l'OTAN toutes nos infrastructures comme les aéroports et les autres lieux importants pour les unités de l'OTAN. Nous sommes ouverts aux organisations non gouvernementales ou militaires », a-t-il précisé.

● **Le gouvernement américain** envisage de larguer de l'aide humanitaire pour les rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), a indiqué le département d'Etat. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a indiqué que « *l'UCK passe un très mauvais moment, compte tenu de la puissance de feu écrasante de l'artillerie et des chars serbes* ». Un porte-parole de l'UCK avait auparavant déclaré que la situation était « *très difficile* » pour les rebelles séparatistes. « *Si l'OTAN n'envoie pas de troupes [au sol au Kosovo], elle doit alors armer l'UCK* », a indiqué Jakup Krasniqi, lors d'une conférence de presse à Tirana. Il a affirmé que l'UCK avait lancé un appel à la mobilisation générale de ses troupes. Belgrade affirme que les rebelles ont été chassés de leurs principaux bastions au Kosovo.

La « rencontre » du 1^{er} avril entre Ibrahim Rugova et Slobodan Milosevic est-elle une manipulation ?

QU'IBRAHIM RUGOVA, principal dirigeant modéré des Albanais du Kosovo, soit reçu, à Belgrade jeudi 1^{er} avril, par le président Slobodan Milosevic, en plein milieu des bombardements de l'OTAN, semble surréaliste. Et cela d'autant plus que les images abondamment diffusées par la télévision officielle serbe, avec longue poignée de mains et sourires, semblent tout droit ressortir, au mieux, d'une manipulation, au pire, de l'exercice imposé à un homme tenu en otage, dont la résidence est surveillée par des policiers serbes et dont on est sans nouvelles de la famille.

S'ajoute à cette mise en scène la présentation d'un soi-disant accord – dont le document a été lui aussi longuement filmé – paraphé par les deux hommes. Un apparent camouflet à l'Alliance atlantique, et à l'opinion publique occidentale, qui semble prendre à contre-pied tous les efforts – militaires et diplomatiques – engagés par la communauté internationale à l'encontre du dirigeant de Belgrade et de la politique de la terre brûlée et d'épuration ethnique qu'il mène dans la province serbe à majorité albanaise.

Mais quelles que soient les conditions de cette apparition télévisée et de l'entretien accordé mercredi à plusieurs organes de presse

– l'AFP a précisé, à ce sujet, que « *tout s'était fait sous contrôle serbe* » –, il faut replacer les déclarations d'Ibrahim Rugova dans le contexte du combat mené depuis plus de dix ans par celui que l'on a parfois surnommé le « Gandhi » du Kosovo.

NON-VIOLENCE ET DIALOGUE

Depuis son arrivée sur la scène politique, Ibrahim Rugova n'a en effet jamais cessé de prôner la non-violence et le dialogue avec les autorités de Belgrade. Au point d'avoir, une première fois, rencontré Slobodan Milosevic, à l'automne 1996, pour parapher un accord sur l'éducation et tenter de sortir le système scolaire de l'apartheid imposé par le régime de Belgrade. Les images de cette entrevue pourraient même, selon une hypothèse évoquée par la BBC, avoir été reprises et utilisées par la télévision serbe pour « *mettre en scène* » la rencontre de jeudi.

L'accord sur l'éducation n'a jamais pu être concrétisé. Mais les multiples provocations du pouvoir de M. Milosevic n'ont cependant jamais eu raison de la démarche pacifique, autant que déterminée, d'Ibrahim Rugova. Au point qu'il a perdu beaucoup de son influence – jusque-là pratiquement incontestée – lorsqu'il a commencé à expri-

mer ses réserves sur les premiers agissements de la naissante UCK, l'Armée de libération du Kosovo.

La réaction de cette dernière ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Un porte-parole de l'UCK, Jakup Krasniqi, a déclaré jeudi, selon l'AFP : « *Soit ces déclarations ont été obtenues sous la contrainte, soit il a eu peur. Mais s'il a fait ces déclarations de son plein gré, il a commis un acte de haute trahison contre la nation* ». Le premier ministre albanais, Pandeli Majko, a été plus bref et plus cassant. Dans un communiqué d'une seule phrase, il déclare : « *Si Rugova a eu cette entrevue de son plein gré, il a agi de manière irresponsable* ».

RÉSERVES OCCIDENTALES

Du côté des Occidentaux, les réserves sur la tonalité de l'appel à cesser les bombardements lancé par M. Rugova sont nombreuses. Mais les diplomates insistent surtout sur leur volonté de parler avec le dirigeant kosovar : « *Il faut que M. Rugova (...) soit autorisé, en compagnie des personnes de son choix (...), à avoir maintenant un*

contact direct avec d'autres personnalités internationales », a déclaré, l'ex-envoyé spécial des Etats-Unis dans les Balkans, Richard Holbrooke, à la chaîne américaine CNN.

Les chefs de la diplomatie allemande, française, américaine et italienne ont, eux, invité le chef des Albanais du Kosovo à se rendre à Bonn ou à Bruxelles, a indiqué jeudi soir le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, Martin Erdmann.

Une partie de l'étrangeté de cette affaire tient à cette apparente perte de contact des Occidentaux – pendant plus d'une semaine – avec un homme qui n'a jamais cessé de voyager et de recevoir, à Pristina depuis dix ans, les émissaires de toutes les capitales occidentales, et qui a toujours été considéré comme un interlocuteur incontournable de la crise au Kosovo. Que Slobodan Milosevic tente de récupérer le capital politique que représente cet homme-là ne serait guère surprenant.

Denis Hautin-Guiraut

Le 29 mars, le dirigeant kosovar demandait l'intervention de troupes au sol...

Dans un entretien avec Ibrahim Rugova, publié jeudi 1^{er} avril par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* et réalisé, lundi 29 mars à Pristina, par sa correspondante, Renate



VERBATIM

« *est prêt à une déstabilisation de la région* ».

● **Réfugiés** : « *Belgrade mise sur le temps. Si l'OTAN n'engage pas immédiatement des troupes au sol, on va avoir un chaos incontrôlable au Kosovo tant qu'il y aura une population albanaise. Des massacres odieux et la purification ethnique ont déjà commencé. L'OTAN doit maintenant tout jouer sur une carte et menacer, si besoin est, la Serbie d'une destruction totale* ».

● **Troupes** : « *Milosevic compte sur la division de l'Occident. Mais nous sommes en présence d'une situation totalement différente de celle*

que nous avions après les négociations de Rambouillet et de Paris. Les Serbes n'ont pas, comme prévu, cédé après les premières attaques aériennes. J'espère que l'OTAN ne va pas permettre à des fous de diriger le monde. L'Alliance doit le plus vite possible amener 20 000 soldats supplémentaires par voie aérienne renforcer les 12 000 déjà stationnés en Macédoine et entamer aussitôt le combat au Kosovo ».

● **Résistance** : « *Je sais qu'au sein de l'UCK il y a des gens qui voient un avantage plus grand dans la poursuite des combats que dans un arrangement de paix (...). Au Kosovo, une guerre de guérilla n'a aucune chance. Lorsque j'ai cherché une solution pacifique, l'Occident s'est, contre toute évidence, lavé les mains du problème du Kosovo. On nous avait prié au début des années 90 d'être patients, et promis de résoudre plus tard notre situation. Ensuite on nous a oubliés* ».

● **Indépendance** : « *Si Milosevic ne bouge pas, je ne l'exclus pas. Le droit international permet une telle solution. Nous, les Albanais du Kosovo, en sommes au point zéro. Il ne nous reste plus que l'espoir* ».

La nouvelle tactique psychologique et militaire du président yougoslave

AUX PRISES avec des conditions difficiles sur le terrain qui ne leur permettent pas, pour l'instant, d'afficher des résultats militaires probants, aux prises avec le flot des réfugiés qui se déverse dans les pays voisins du Kosovo, les Occidentaux doivent faire face aussi désormais à une intensification de la guerre psychologique que mène contre eux M. Milosevic.

Dans cette guerre, qui a pour but d'ébranler un peu plus des opinions Occidentales fragiles, il s'est doté, jeudi 1^{er} avril, de deux armes nouvelles : la première, ce sont les trois soldats américains capturés, grâce auxquels il va pouvoir, à son gré, jouer sur les nerfs des Américains, quitte d'ailleurs éventuellement à se donner en fin de compte le beau rôle de la clémence. La seconde de ces armes, c'est l'affichage de sa « *volonté de paix* », consacrée jeudi par sa poignée de main télévisée avec le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova, otage lui aussi selon toute vraisemblance, et victime d'une mise en scène qui rappelle sinistrement les méthodes stalinienne d'antan.

La ficelle est certes un peu grosse, mais Slobodan Milosevic joue sur des opinions qu'il a déjà

considérablement fragilisées grâce à l'arme de choc dont il use depuis le début de l'intervention occidentale : celle des réfugiés. Lui aussi, d'une certaine manière, a tiré les leçons de la Bosnie et ajusté en conséquence ses méthodes d'« *épuration ethnique* ». Sans doute ne sait-on pas tout, mais les témoignages de réfugiés ne font, pour la plupart, pas état de massacres. Dans certaines villes, les civils expulsés peuvent même bénéficier des véhicules « *mis à leur disposition* » par les autorités serbes pour les conduire aux frontières : tout est fait pour que l'on comprenne que la population fuit les bombardements de l'OTAN et rien d'autre.

L'UCK DISPERSÉE

Ces témoignages concordent avec les informations que donnent des sources militaires américaines et françaises sur la tactique de M. Milosevic. A l'inverse de l'été dernier, les forces serbes se concentrent davantage sur les villes, moins dans les campagnes. Leur tactique consiste cette fois à expulser la population, afin de couper l'UCK de sa base, tout en procédant au passage à quelques exé-

cutions sommaires d'hommes ; puis elles détruisent les habitations vidées et lancent l'offensive, en fragmentant les bastions de l'UCK.

Le mouvement kosovar armé, toujours selon ces sources, est maintenant largement désorganisé et dispersé. Dans la Drenica, il ne tiendrait plus que quelques poches et le seul bastion compact résistant encore serait la région de Dekani. L'UCK paraît dans l'incapacité de mener des affrontements directs contre les forces serbes, c'est-à-dire de servir d'appui au sol, au moins ponctuellement, à l'intervention aérienne occidentale. Rien ne permet de confirmer les rumeurs selon lesquelles les Américains largueraient des armes aux combattants kosovars. Mais ce qui est clair déjà, c'est qu'une telle opération ne choquerait plus grand-monde dans les milieux dirigeants occidentaux. C'est un signe – parmi d'autres – que la démarche politique de fond des Occidentaux a été en quelques jours totalement bouleversée.

On a beau faire encore référence, ici et là, au plan de Rambouillet sur l'autonomie du Kosovo, le réalisme oblige à admettre qu'il n'est plus d'actualité. Le ministre français des

affaires étrangères, Hubert Védrine, et le porte-parole de la présidence américaine, Joe Lockhart, en ont convenu jeudi. L'objectif officiel de l'intervention est désormais de « *réduire* » selon les uns, d'« *éliminer* » selon les autres, les capacités répressives de M. Milosevic. Les moyens pour y parvenir font l'objet d'un débat (intervention terrestre ou pas ?), que le commandant en chef de l'OTAN, le général Wesley Clark a – volontairement ou non – encore attisé jeudi en déclarant, en substance, que les frappes aériennes ne pouvaient pas tout faire.

Ce débat ne pourra que s'intensifier dès lors que les Occidentaux seront contraints de définir, au-delà de leur objectif militaire actuel, leurs nouveaux objectifs politiques : que faire du Kosovo ? L'abandonner ou l'investir, en tout ou en partie ? Que faire des réfugiés ? Les y raccompagner *manu militari* ? On n'en est pas encore là ; pour l'heure il s'agit pour les Occidentaux d'afficher une détermination sans faille, comme ils l'ont fait jeudi, face aux armes de la propagande dont joue M. Milosevic.

Claire Tréan

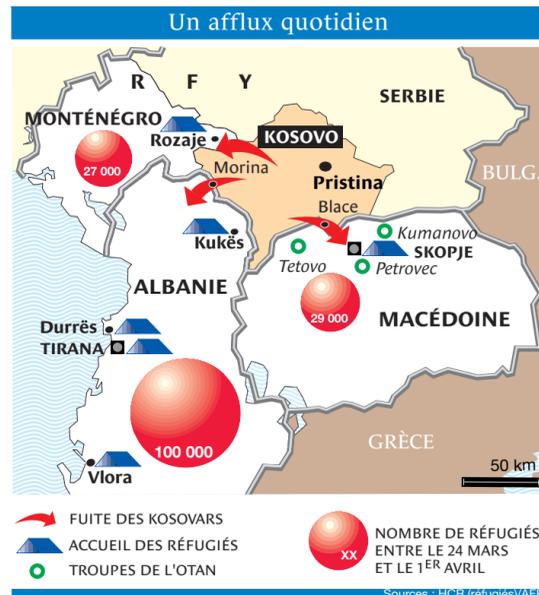


Espace Suffren



New Beetle*
*New Beetle 2.0 | Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00



Les organisations humanitaires sont « débordées » par l'afflux des réfugiés

L'EXODE MASSIF des réfugiés albanais du Kosovo prenait vendredi 2 avril, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à Genève, « des proportions catastrophiques ». « Toutes les organisations humanitaires sont débordées », a-t-il dit. Devant cette situation, les gouvernements européens tentent d'accélérer l'envoi de leurs aides. Mais elle les oblige aussi à envisager des mesures au cas où la prolongation des combats les forcerait à prendre en charge une partie du flot.

Pour le moment, le mot d'ordre est d'essayer d'installer le plus rapidement possible dans les pays limitrophes du Kosovo le maximum de capacités d'accueil. Si la situation devait durer, il est clair cependant qu'il faudra envisager d'autres solutions. D'une part parce que la présence massive de Kosovars albanais entretiendra des foyers de tensions dans ces pays, que ce soit en Macédoine ou en Albanie. D'autre part parce que l'exemple de la Bosnie montre qu'il est très difficile d'empêcher les personnes déplacées d'essayer de trouver refuge dans les pays plus riches du nord de l'Europe, surtout lorsqu'ils peuvent y trouver des parents déjà installés sur place.

Rares sont les pays qui sont enchantés de cette perspective. Si l'Autriche a annoncé qu'elle ne fermerait pas ses frontières, un débat s'ébauche dans l'Union européenne sur la répartition de ce flot. L'Allemagne, qui redoute de voir arriver chez elle la majorité des réfugiés, comme cela avait été le cas des Bosniaques, entend que ses partenaires soient solidaires, notamment la France, jusqu'à présent très réticente à s'engager.

En Grande-Bretagne, la presse s'est emparée du sujet. Aider les réfugiés albanophones du Kosovo à survivre, c'est bien, « mais notre devoir vis-à-vis d'eux », écrivait jeudi *The Independent*, n'est pas seulement de bombarder à distance ceux qui les tourmentent ». « Le gouvernement britannique, estime le journal de centre-gauche, doit mainte-

nant ouvrir les portes de la Grande-Bretagne à une partie d'entre eux. » En réponse à une question, le 30 mars, le secrétaire d'Etat à l'immigration, Mike O'Brien, a fait savoir que son ministère avait mis en place « un plan spécial pour le cas où le nombre d'Albanais du Kosovo réclamant le statut de réfugiés en Grande-Bretagne augmenterait significativement ». Environ huit mille d'entre eux étaient déjà là avant la campagne militaire de l'OTAN.

A l'issue de la conférence qui réunissait jeudi 1^{er} avril à Bonn les pays voisins de la Yougoslavie et l'Union européenne sur les conséquences humanitaires de la guerre, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, a expliqué que l'Albanie et la Macédoine ne devaient pas porter seules le fardeau des réfugiés. Mais la question de leur répartition n'était pas officiellement à l'ordre du jour. Personne ne souhaite pour le moment en parler ouvertement. « Notre objectif est d'éviter que Milosevic atteigne son objectif réel. Nous ne voulons pas répartir les réfugiés dans toute l'Europe », a déclaré le ministre des affaires étrangères bulgare, reflétant l'opinion majoritaire.

« PONT AÉRIEN »

Les participants à la réunion se sont entendus sur une liste de treize engagements, censés aider les réfugiés et les pays limitrophes de la Yougoslavie. « Un pont aérien vers le nord de l'Albanie et la Macédoine a déjà commencé », acheminant nourriture et médicaments vers ces pays, a souligné M. Fischer. L'Union européenne va renforcer sa cellule de crise sur le Kosovo pour coordonner l'aide des Etats et des organisations non gouvernementales, et une représentation sera ouverte à Skopje, a-t-il ajouté. Il est « important aussi de penser à la stabilisation, ce qui signifie une aide économique », au-delà de l'aide d'urgence, a dit M. Fischer.

Sur place, le nombre de Kosovars quittant la province a augmenté

massivement mercredi et jeudi matin, atteignant au moins 150 000 personnes, selon le décompte diffusé jeudi en début d'après-midi par le HCR. 100 000 réfugiés environ sont ainsi entrés en Albanie, où les douaniers ont ralenti le flux des arrivants en les enregistrant un par un. Plus de 22 000 personnes ont franchi la frontière albanaise jeudi à Kukës (Nord-Ouest), selon la même source. Cette marée humaine s'étend progressivement du nord vers le sud de l'Albanie, les Kosovars affluant de plus en plus massivement dans la capitale Tirana et dans le port de Durrës, où des camps de réfugiés ont été improvisés. Le pays maintiendra sa frontière ouverte malgré cet afflux massif, a déclaré jeudi le chef de l'Etat albanais, Rexhep Meidani, sur France-Info.

La Macédoine a reçu environ 29 000 Kosovars, selon le même décompte du HCR. La situation est cependant très mouvante puisque le porte-parole de l'ONU à New York a indiqué, jeudi soir, qu'environ 25 000 réfugiés albanais expulsés du Kosovo par les Serbes sont arrivés à bord de trains mercredi et jeudi en Macédoine, d'autres convois semblant en route. Au Montenegro, le nombre des réfugiés s'est élevé à 27 000, selon le HCR.

A un degré moindre, d'autres pays de la région sont touchés par le flux de réfugiés. En Bosnie, 5 500 musulmans sont arrivés à Sarajevo, avait annoncé mardi le HCR. En Turquie, 4 000 Kosovars sont arrivés depuis une semaine selon Ankara. En Bulgarie, quelque 2 300 ressortissants yougoslaves (Kosovars et Serbes) ont franchi la frontière, selon Sofia. Enfin, la police italienne a indiqué, jeudi, avoir repêché 87 Kosovars dans l'Adriatique au large du port d'Otrante, en précisant qu'il n'y avait pas à ce jour d'immigration massive en provenance du Kosovo.

Récit du service international

rivent à la gare routière, près du marché.

Ironie, c'est là qu'arrivent aussi les autobus des lignes régulières qui relient les deux capitales de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), Belgrade et Podgorica. Pendant que les Kosovars fuient, les Serbes voyagent. Dans ces autres bus, on a mis ses habits du dimanche, les enfants sont souriants. Ils grignotent des biscuits. A leur arrivée, un Kosovar crache par terre. Une passagère blonde grimace.

Pour des raisons différentes, dans des conditions différentes, réfugiés albanais et voyageurs serbes prennent la route qui serpente vers Podgorica, jusqu'au sud du pays et ses villages albanophones pour les premiers, jusqu'à la capitale du Montenegro pour les seconds. Les véhicules des Kosovars sont arrêtés à chaque *check-point*, les autobus des Serbes filent à vive allure.

Lorsque chacun rejoint Podgorica, le soir, c'est l'heure de la manifestation serbe devant le centre culturel américain. Deux mille partisans du président yougoslave Milosevic sont chaque jour au rendez-vous, trois doigts levés, signe de ralliement des « tchetniks » (nationalistes serbes). « Nous aimons la Yougoslavie, nous aimons la slibovic (eau-de-vie). Yougoslavie ! Yougoslavie ! », chantent les manifestants. « Nous allons défendre notre terre gorgée du sang serbe, notre terre historique, notre terre du Kosovo ! Vive le commandant Slobodan Milosevic ! », hurle une femme au micro.

Rémy Ourdan

Pristina serait vidée de ses habitants, quartier par quartier

Dix mille Kosovars sont arrivés en Macédoine pour la seule journée de jeudi

BLACE

de notre envoyé spécial
L'exode des Albanais du Kosovo en Macédoine a pris un tour dramatique avec l'arrivée de plus de

REPORTAGE

« Rien n'a été préparé par les autorités pour porter secours aux réfugiés »

dix mille personnes au cours de la seule journée de jeudi 1^{er} avril. De plus, selon plusieurs organisations humanitaires, près de 4 000 personnes attendraient, certaines depuis plusieurs jours, dans le no man's land séparant les postes-frontières macédonien de Blace et

serbe de Djeneral Jankovic. Tout porte à croire que ce flot de réfugiés se poursuivra les jours suivants.

Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, huit trains bondés de réfugiés ont été envoyés, jeudi, par la police serbe de Pristina. Quarante-huit heures auparavant, les Serbes avaient fait une première tentative. Le train, arrivé en Macédoine, avait dû rebrousser chemin vers le Kosovo. Depuis, les convois s'arrêtent à quelques centaines de mètres avant le poste de frontière serbe, où les passagers descendent. Beaucoup de femmes, d'enfants et de vieillards éreintés et hébétés partent alors en une longue procession, étrangement silencieuse, entre les rails de la voie de chemin de fer en direction de la Macédoine. Les bords de la voie, leur ont dit les Serbes, sont minés.

« Les Serbes sont déterminés à vider Pristina de ses habitants », affirme Azem, un médecin de l'organisation humanitaire musulmane El Hilal. « Hier, des policiers sont passés dans notre immeuble pour nous dire de partir, qu'ils avaient besoin de nos appartements. Ils nous ont dit d'aller prendre le train à Kosovo Polje [la gare de Pristina]. Comme les jours précédents nous avions été stoppés et rançonnés par un barrage de policiers et de paramilitaires en voulant sortir de Pristina en voiture, cette fois on n'a pas

hésité. On a tout laissé en plan et on est partis », raconte un architecte de trente-cinq ans. A la gare, d'autres policiers leur ont confisqué leur passeport.

Le chef-lieu du Kosovo est vidé systématiquement, quartier par quartier. Policiers et militaires s'installent à la place des habitants et transforment certains immeubles en place forte. « Ils installent des mitrailleuses sur les toits, dissimulent des blindés dans les galeries marchandes », poursuit l'architecte. Sa jeune enfant dort sur son épaule.

LE VISAGE BLÈME

Il ne tient qu'à la solidarité albanaise et à l'action de quelques ONG et de la Croix-Rouge que cet exode ne tourne au drame une fois en Macédoine. « C'était prévisible. Pourtant, rien n'a été préparé par les autorités pour porter secours aux réfugiés », s'insurge le docteur Henia Dakkak, coordinatrice palestinienne de l'ONG américaine International Medical Corp (IMC). Par exemple, les autorités n'autorisent que la Croix-Rouge macédonienne à accéder au no man's land, alors qu'ils ne disposent pas de suffisamment de moyens pour faire face à la situation. Pourquoi n'a-t-on pas installé de tentes ?

Dans la nuit de jeudi à vendredi, ils étaient des milliers de réfugiés regroupés autour de feux de bois, serrés les uns contre les autres sous des couvertures, pour les plus

chanceux, tentant vainement de se protéger d'une pluie battante.

La présence la plus marquante de l'Etat macédonien, ce sont quelques centaines de policiers casqués, matraque à la ceinture, qui empêchent virilement les plus téméraires des réfugiés – ou les plus désespérés – de gagner la route qui mène à Skopje. Ils les contiennent en contre-bas sur un champ détrempé et pentu et les condamnent à passer une nuit de plus à la belle étoile. Une seule tente est dressée, à l'initiative d'IMC. « Toutes les deux minutes, on nous apporte quelqu'un inconscient. La plupart sont des jeunes en état de choc, à cause du stress accumulé et de la fatigue. Ils récupèrent au bout de quelques minutes et ils laissent leur place à d'autres. On ne sait plus par quoi commencer. S'occuper des enfants ou des femmes ? », s'interroge M^{me} Dakkak, le visage blême.

Sur la route, des dizaines d'autobus, des centaines de taxis et de voitures particulières rameutés par l'association musulmane El Hilal font la navette pour conduire les réfugiés dans des familles d'accueil, principalement dans la partie albanaise de la Macédoine. Mais ils ne peuvent à eux seuls absorber ce flot ininterrompu de nouveaux arrivants. Dès le début de la matinée suivante, le cortège de trains de réfugiés devraient reprendre.

Christophe Châtelot

« Ne revenez plus jamais au Kosovo. C'est une terre serbe ! »

ROZAJE et PODGORICA

de notre envoyé spécial

Ils avancent, courbés, exténués, le poids de la guerre et leurs enfants sur les épaules. Ils sortent des forêts, leurs empreintes de pas gravées dans la neige. Parfois, les soldats serbes tirent en l'air pour les faire courir, les forçant à abandonner charrettes et bicyclettes. Parfois, au bout du chemin, ils s'effondrent en larmes. Sur le bord de la route, un soldat de l'armée yougoslave lance un adieu en riant à ces « chiens d'Albanais » : « Ne revenez plus jamais au Kosovo. C'est une terre serbe. Retournez en Albanie. »

Les « chiens de guerre » serbes des unités paramilitaires et des civils armés à la hâte se mêlent aux opérations d'expulsion menées par l'armée yougoslave. Le huis clos interdit toutefois de savoir si le Kosovo est entraîné dans un tourbillon sauvage. L'épuration ethnique semble parfaitement organisée, quartier par quartier, rue par rue, maison par maison, sans avoir peut-être le caractère fou et sanglant des campagnes de Bosnie-Herzégovine. Des camions et des autobus attendent les expulsés dans des centres de tri. Puis ils roulent « sous les applaudissements de Serbes qui regardent partir les convois », selon une femme. Sur la route principale Pec-Rozaje, l'atmosphère est moins dramatique que dans les bois. Les bus défilent, sont fouillés, l'argent et les bijoux sont souvent volés. Les réfugiés remplissent peu à peu Rozaje, ses centres d'accueil, ses usines désaffectées, sa mosquée. Ils ar-



Les pays arabes doutent de l'efficacité des raids et déplorent l'absence des Nations unies

Le président yougoslave est voué aux gémonies

L'Iran, en sa qualité de président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), a invité les pays membres à examiner les

moyens d'aider la majorité albanaise du Kosovo. A l'exception de l'Irak et de la Libye, les pays arabes et Téhéran accusent Belgrade de prati-

quer le nettoyage ethnique, mais ils s'intérogent aussi sur l'efficacité de l'opération « Force alliée ».

« POUR UNE FOIS, ce ne sont pas les Arabes qu'on bombarde ! », ces propos d'un diplomate arabe, que l'opération « Force alliée », menée par l'OTAN en Yougoslavie, ne convainc pas pour autant. Non que ce diplomate, et les Arabes en général - à l'exception de l'Irak et de la Libye -, aient quelque sympathie pour le régime de Slobodan Milosevic. Ils sont au contraire quasi « naturellement » solidaires de la majorité albanaise du Kosovo, musulmane sunnite comme l'écrasante majorité d'entre eux et opprimée par un pouvoir dont le président est un « ami » de Saddam Hussein.

Ce qui laisse les Arabes - du moins certains d'entre eux -, sceptiques, c'est l'efficacité de raids aériens pour empêcher un dictateur de réprimer sa population. A tort ou à raison, ils ne peuvent s'empêcher de penser à l'Irak, et c'est encore l'Irak qui leur vient à l'esprit lorsqu'ils constatent que les Nations unies n'ont aucun rôle à jouer dans cette affaire.

A l'image de ce qu'ils avaient déjà fait pour la Bosnie, l'Arabie

saoudite, les Emirats arabes unis et la Jordanie ont décidé d'apporter une aide humanitaire aux populations kosovares.

Dans les Emirats, une collecte de fonds a été organisée par le Croissant-Rouge, et le monarque saoudien a donné des instructions pour l'envoi de produits alimentaires, de tentes, de couvertures, qui seront transportés en Albanie, pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés. Amman, de son côté, a rappelé son chargé d'affaires à Belgrade pour protester contre le « nettoyage ethnique » dont sont victimes les Albanais du Kosovo.

PRESSE DÉCHAÎNÉE

La presse des pays du Golfe s'est déchaînée contre la République fédérale de Yougoslavie, confondant M. Milosevic et son homologue irakien dans une même haine. Au passage, la Russie en a pris aussi pour son grade, à cause de son soutien au régime de Belgrade. Jeudi 1^{er} avril, le journal saoudien *El Medina* estimait néanmoins que l'intervention de

l'OTAN demeurerait incomplète aussi longtemps que l'Alliance n'aurait pas envoyé de troupes au sol pour mettre fin aux exactions serbes au Kosovo.

EMBARRAS IRANIEN

Certains commentateurs ne s'en inquiètent pas moins de l'absence de l'ONU dans cette affaire. Tout comme en Irak, écrivait récemment l'un des éditorialistes du quotidien saoudien *el Hayat*, le Conseil de sécurité de l'ONU a été marginalisé dans l'affaire serbo-kosovare et les Américains se sont arrogés le droit de décider du recours à la force militaire, en se dissimulant derrière une feuille de vigne : l'OTAN. L'ONU « a cessé - depuis longtemps aux yeux des Américains mais désormais aux yeux de l'OTAN aussi -, d'être l'organisme » chargé de la paix dans le monde. Cela signifie-t-il que « le monde a besoin d'un organisme militaire international pour imposer la sécurité et sauvegarder la paix ? », s'interrogeait l'éditorialiste, pour qui un nouvel accord international sur le rôle des Na-

tions unies s'impose, car il est inadmissible que l'ONU devienne la farce du siècle.

Président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'Iran, qui n'a toujours pas soldé ses comptes avec les Etats-Unis, et pour qui l'OTAN est l'un des instruments de la domination américaine, a gardé une distance embarrassée vis-à-vis des bombardements de l'Alliance atlantique en Yougoslavie.

Les autorités iraniennes ont ainsi insisté sur le « caractère illégal » des raids de l'OTAN, pour mieux pointer la « responsabilité » de M. Milosevic, accusé de massacrer des musulmans. Téhéran a réclamé l'intervention de la Russie auprès du gouvernement yougoslave « pour faire respecter les droits des musulmans du Kosovo ». Et le président Mohamad Khatami, président en exercice de l'OCI, a appelé la cinquantaine d'Etats-membres à contribuer à la prévention d'une nouvelle tragédie dans les Balkans.

Mouna Naïm

Américains et Britanniques ont cessé les bombardements contre l'Irak

Pour la presse, Bagdad a servi de modèle à Belgrade

BIEN qu'il n'y ait peut-être pas de relation de cause à effet, un constat s'impose : depuis le déclenchement de l'opération « Force alliée » de l'OTAN en Yougoslavie, les avions américains et britanniques ont cessé de bombarder des cibles situées dans les zones d'exclusion aérienne imposées par les Nations unies à Bagdad, au nord du 36^e parallèle et au sud du 33^e. Ces bombardements étaient quasi quotidiens depuis la fin décembre 1998. Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Martin Indick, a néanmoins averti dès le début des raids de l'OTAN contre la Serbie que « Saddam commettrait une grave erreur s'il croyait que nous ne pourrions faire face à un défi qu'il lancerait alors que nous sommes occupés par la crise du Kosovo ».

Bagdad s'est abstenu jusqu'à maintenant de lancer un quelconque « défi », mais sa presse vitupère quotidiennement l'OTAN et ce qu'elle appelle ses prétendues velléités de vouloir défendre les musulmans du Kosovo. Les journaux, qui reflètent tous le

point de vue du régime, ont établi un parallèle avec la situation en Irak, affirmant que « les Yougoslaves ont appris du président irakien Saddam Hussein comment tenir tête aux Etats-Unis ».

Jeudi 1^{er} avril, le quotidien *Babel*, dont le propriétaire est Oudai, le fils aîné du président irakien, a même trouvé le moyen de faire un canular à propos de l'affaire du Kosovo, rapporte l'agence Reuters. La Russie menace les Etats-Unis de frappes nucléaires si les attaques contre la Yougoslavie ne cessent pas, et si l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak n'est pas levé... « Poisson d'avril ! », a écrit dans sa « une » le quotidien qui, depuis une semaine, se déchaîne contre l'Alliance. Pour lui, « ce qui se passe actuellement [au Kosovo] aura d'une façon ou d'une autre un impact sur l'Irak, et précisément au Kurdistan ». En clair, cela signifie que les Etats-Unis prépareraient, selon *Babel*, la sécession du Kosovo, en prélude à celle du Kurdistan irakien.

M. Na

Les Israéliens, divisés, s'identifient tantôt aux Serbes, tantôt aux Kosovars

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Commencée en pleine campagne électorale et juste avant les importantes fêtes de la Pâque juive, la guerre du Kosovo ne constitue certainement pas la préoccupation première des Israéliens. Mais, après une semaine d'hostilités, la presse a sensiblement modifié sa couverture de l'événement, tandis que les autorités, d'abord indifférentes, annonçaient l'envoi d'un avion d'aide humanitaire en Albanie et en Macédoine.

Qui sont les « bons », qui sont les « méchants » ? Pour les Israéliens, le drame des Balkans est d'abord une affaire européenne, où leur pays n'est pas impliqué. Mais les reportages montrant des colonnes de réfugiés fuyant les exactions serbes, les informations faisant état de massacres, voire de début de génocide, le rapprochement entre Slobodan Milosevic et Saddam Hussein, et le souvenir de la seconde guerre mondiale, durant laquelle les Serbes se sont vaillamment opposés aux nazis, jouent dans la conscience collective des Israéliens comme autant d'analogies et de références contradictoires.

Les principaux responsables politiques sont demeurés pour la plupart d'une relative prudence, s'abstenant de prendre des positions trop tranchées. Le chef du Parti travailliste, Ehoud Barak, a sans doute été le plus clair, déclarant au représentant de Belgrade en Israël « qu'en tant qu'homme, juif, Israélien, dirigeant de la liste Israël uni [aux élections de mai] et ancien ministre des affaires étrangères », il estimait « extrêmement grave ce qui apparaît constituer un massacre systématique de gens innocents ». Selon M. Barak, « le gouvernement d'un Etat juif né après l'Holocauste ne peut rester silencieux et aurait dû totalement soutenir les tentatives de négociations du monde libre ».

Cette pierre jetée dans le jardin de M. Nétanyahou a suscité une réponse immédiate et maladroite du premier ministre, condamnant « tous les meurtres de masse, perpétrés par les Serbes ou par n'importe qui d'autre ». Quelques heures plus tard, les services du premier ministre précisaient qu'Israël soutenait les initiatives de l'OTAN, condamnant la « purification ethnique » et exprimait sa sympathie avec les victimes. Le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, a, quant à lui, fait une déclaration remarquée par son ambiguïté, regrettant les massacres, mais refusant d'en désigner les auteurs.

Comment alors s'étonner des in-

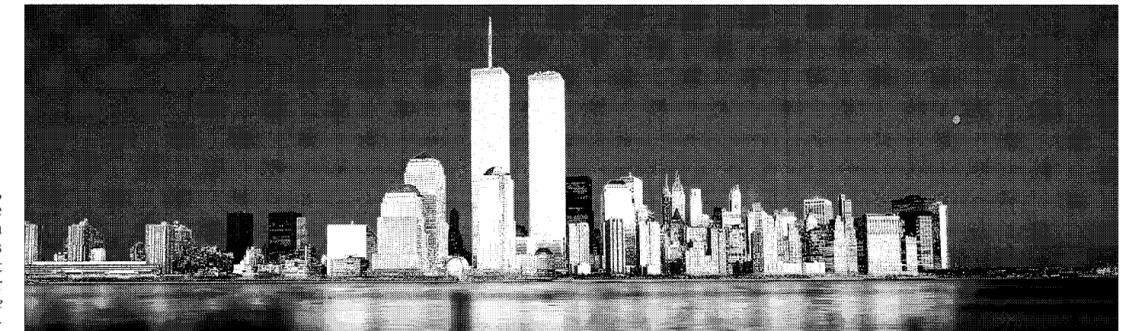
terrogations du simple citoyen qui, souvent, n'entrevoit dans le drame des Kosovars qu'une illustration supplémentaire de ses plus solides convictions : un peuple est condamné s'il ne peut compter que sur les autres. « Je ne comprends rien », admet franchement cet informaticien religieux qui vote à l'extrême droite, mais que le malaise devant les informations faisant état de camps et de massacres met au diapason des quelques dizaines de militants de gauche du parti Meretz qui, mardi 30 mars, ont manifesté devant l'ambassade de Yougoslavie, à Tel-Aviv. Une manifestation guère plus importante, rassemblant travailleurs immigrés et Israéliens originaires de Yougoslavie, s'est tenue devant le même bâtiment, cette fois en soutien au régime de Belgrade.

DOULOUREUSES RÉMINISCENCES

L'horreur devant des massacres motivés par la seule appartenance ethnique des victimes réveille chez nombre d'Israéliens de douloureuses réminiscences, propres à leur faire prendre parti en faveur des Albanais. Mais ces mêmes souvenirs en poussent d'autres à se ranger derrière les Serbes, qui, durant la seconde guerre mondiale, ont sauvé de nombreux juifs de l'extermination. Symptomatique de ce dernier courant est la lettre ouverte adressée au président Clinton et qu'a publiée le *Jerusalem Post*. Son auteur, ancien déporté israélien né en Yougoslavie, a combattu durant la guerre dans les rangs des partisans serbes, sauvant, entre autres, des pilotes alliés dont les avions ont été abattus lors de missions au-dessus des Balkans. « Cinquante-quatre ans plus tard, écrit-il, je suis révolté devant ces avions allemands qui, à côté d'appareils américains et britanniques, bombardent au nom de l'OTAN la Yougoslavie et sa capitale Belgrade. »

Délibérément pro-serbe, un commentateur de la radio d'extrême droite Aroutz 7 estime que les Israéliens sont « dans le même bateau que les Serbes » pour, comme eux, ne pas être aimés de la presse internationale et subir les pressions des Américains et des Européens qui agissent « au bénéfice des musulmans ». Derrière ces propos sans nuances se dessine une crainte peu réaliste, mais souvent perceptible dans certains secteurs nationalistes de l'opinion : que l'intransigence d'Israël face aux Palestiniens ne suscite, un jour, une intervention internationale.

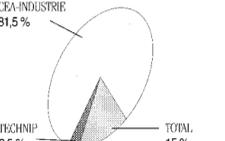
Georges Marion



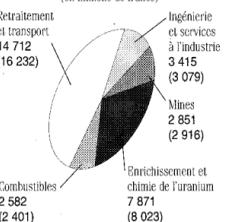
Plus de 40 compagnies d'électricité en Europe, aux États-Unis et en Extrême-Orient font confiance aux produits et services de COGEMA.

Le Groupe COGEMA, spécialiste du cycle du combustible nucléaire, est largement présent dans le monde, depuis la prospection minière jusqu'au retraitement-recyclage des combustibles usés, en passant par l'ensemble des opérations conduisant à la production de ce combustible, et par l'ingénierie de conception et de réalisation des installations correspondantes. Avec ses filiales et participations, il détient une large part du marché des produits et services liés à l'énergie nucléaire et, en dehors du nucléaire, développe des activités d'ingénierie et de services à l'industrie.

RÉPARTITION DU CAPITAL



CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ (en millions de francs)



Entre parenthèses, les chiffres de l'exercice 1997.

COGEMA en 1998 : progression du résultat net part du Groupe de 13 %

Le Conseil d'Administration de COGEMA, réuni le 25 mars 1999 sous la présidence de Jean SYROTA, a arrêté les comptes de l'exercice 1998.

1 euro = 6,55957 francs	MF	M€	MF	M€
Chiffre d'affaires hors taxes	31 437	4 793	32 657	4 988
Résultat d'exploitation	1 090	167	772	118
Résultat courant	1 556	238	1 447	221
Résultat net consolidé	1 432	219	1 179	180
Résultat net (part du Groupe)	1 178	180	1 042	159
Ventes à l'étranger	12 720	1 939	12 403	1 891
Marge brute d'autofinancement	9 047	1 379	9 949	1 517

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 31 437 MF (4 793 M€), les ventes à l'étranger représentant 40,5 % du chiffre d'affaires, contre 38 % en 1997. Son recul de 3,7 % par rapport à 1997 provient essentiellement de l'évolution des activités de retraitement et de transport. D'une part, la production de La Hague a porté sur 1 610 t en 1998, contre 1 663 t en 1997. D'autre part, 1998 est la première année complète de démarrage des programmes d'assainissement et de reprise des déchets de démantèlement de l'usine UPI de Marcoule. Enfin, les transports ferroviaires de combustibles usés ont été interrompus au printemps à la suite d'incidents de contamination ; à la fin de l'exercice, seuls les transports de combustibles usés, déchargés des réacteurs d'EDF, avaient repris.

En revanche, le chiffre d'affaires des activités combustibles a poursuivi sa croissance en 1998 (en relation avec le développement des ventes de combustibles MOX) de même que le chiffre d'affaires réalisé par les activités ingénierie et services à l'industrie à l'extérieur du Groupe. Avant élimination des prestations intragroupe, le chiffre d'affaires total de ces activités se serait établi à 6,1 GF (ingénierie : 2,9 GF services à l'industrie : 3,2 GF) en 1998, contre 5,6 GF en 1997. Dans les domaines de l'amont (mines, enrichissement de l'uranium), les chiffres d'affaires sont restés voisins des réalisations de 1997. Le programme de démantèlement des usines d'enrichissement de Pierrelatte a été engagé.

Le résultat d'exploitation s'est établi à 1 090 MF (3,5 % du chiffre d'affaires), contre 772 MF en 1997, exercice qui avait été grevé par 303 MF de provisions complémentaires sur les activités de certaines filiales : restructurations à prévoir dans la fabrication d'assemblages combustibles et l'ingénierie, et charges concernant des mines en voie d'épuisement.

Le résultat courant (avant impôts) des sociétés intégrées s'élève à 1 556 MF (4,9 % du chiffre d'affaires), contre un résultat de 1 447 MF en 1997, qui avait bénéficié d'un dividende exceptionnel de 119 MF, reçu à l'occasion de la fusion de Suez* et de la Lyonnaise des Eaux. Le résultat exceptionnel s'élève à 526 MF en 1998. Il comprend 903 MF de plus-values constatées à la cession de titres AGF*, du fait de l'OPA dont ces titres furent l'objet en 1998, ainsi qu'une provision de 258 MF consécutive à la décision de suspendre en 2000 la production de la mine d'uranium de Cliff au Canada.

Compte tenu d'une charge fiscale de 626 MF, contre 386 MF en 1997, le résultat net consolidé (avant amortissement des écarts d'acquisition) de l'exercice 1998 s'est établi à 1 432 MF, soit 4,6 % du chiffre d'affaires, à comparer, respectivement, à 1 179 MF et 3,6 % du chiffre d'affaires pour l'exercice précédent. Le résultat net (part du Groupe) se monte à 1 178 MF, contre 1 042 MF en 1997, soit une progression de 13 %. La rentabilité sur les capitaux propres s'est établie ainsi à 8,5 % en 1998, contre 7,6 % en 1997.

* Titres figurant dans le portefeuille de placements à long terme, dédit à la couverture des charges futures de démantèlement.

Les investissements industriels (nets) de l'exercice 1998 se sont élevés à près de 3,2 GF (3,5 GF en 1997). Les investissements financiers, nets des cessions réalisées, se montent à près de 1,1 GF. Ils concernent, essentiellement, la poursuite de la constitution par COGEMA d'un portefeuille de placements financiers à long terme destiné à contribuer à la couverture de ses obligations futures de démantèlement. Au 31 décembre 1998, pour des obligations totales estimées à 25,5 GF, la valeur au bilan de ce portefeuille s'élevait à 15,4 GF, et sa valeur au cours de la fin de l'exercice à 22,5 GF, avant prise en compte de l'impôt sur les plus-values.

Pour l'exercice 1999, le Groupe COGEMA se fixe pour objectif, hors éléments non récurrents ou imprévus de nature technique, contractuelle ou politique, de consolider les résultats obtenus en 1998, en maintenant de hauts niveaux de performance technique et de sûreté.

COGEMA

COGEMA - Direction de la Communication - 2, rue Paul Dautier - 78141 Vélizy-Villacoublay
Tél. 01 39 26 36 53 - Fax 01 39 26 27 26 - 3614 COGEMA (0,12F puis 0,37 F/mn) - Internet <http://www.cogema.fr>

Photo: M. Segal - Fotogram Store

Le manifeste « philosophique » de M. Chevènement contre la guerre

Le ministre de l'intérieur a communiqué à ses collègues du gouvernement un texte récusant les fondements intellectuels et moraux de l'action décidée par M. Chirac et M. Jospin

Le gouvernement a débattu une nouvelle fois de la situation au Kosovo, lors de la réunion bimensuelle des ministres qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, jeudi 1^{er} avril. Les ministres communistes ont été rejoints dans

l'expression de leurs doutes sur les opérations en cours par certains ministres socialistes. L'initiative la plus spectaculaire est cependant venue de Jean-Pierre Chevènement, qui a distribué, à l'issue de cette réu-

nion, un court texte philosophique où s'exprime une critique violente de l'action politique inspirée par « l'idée des droits de l'homme ». Dans ce contexte, la polémique sur la nécessaire solidarité entre ministres

prend de l'ampleur, tandis qu'à l'appel du PCF et des organisations d'extrême gauche, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris en réclamant l'« arrêt immédiat des bombardements ».

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT est arrivé en retard. Retenu au Sénat durant toute la matinée de jeudi 1^{er} avril, il ne parvient à l'hôtel Matignon, où se tient la réunion bimensuelle des ministres, qu'à 12 h 30. Celle-ci a débuté à 11 heures, par un premier débat sur la situation au Kosovo. Les deux ministres communistes, Jean-Claude Gaysot (transports) et Marie-George Buffet (jeunesse et sport), précisent à cette occasion leur position personnelle: « militant » d'une organisation politique opposée aux opérations de l'OTAN, mais décidés à « rester » membres d'un gouvernement qui les a décidés. Plusieurs ministres socialistes interviennent ensuite pour exprimer, comme Ségolène Royal, « le doute que l'on a en nous ». Lionel Jospin, enfin, apporte un point final à la discussion, en distinguant « le débat » au sein du gouvernement – qu'il juge « légitime » (*Le Monde* du 1^{er} avril) – de la « décision », qui engage l'ensemble du gouvernement.

Ainsi, quand le ministre de l'intérieur pénètre dans la salle, ses collègues, attablés pour un déjeuner rapide, débattent du budget 2000 (*lire page 11*). Lui-même ne prend pas part à cette discussion. Elle se termine à 13 h 30, en raison d'un départ d'une partie du gouvernement vers La Rochelle, pour l'enterrement de Michel Crépeau. Juste avant que la séance ne soit levée, M. Chevènement prononce ces quelques mots: « Je ne dirai rien du Kosovo. Je vous distribue seulement ce texte qui résume mon état d'esprit. C'est de la philosophie », conclut-il dans un sourire. Le texte en question, que chaque ministre emporte avec lui, constitue une charge violente contre « l'idée des droits de l'homme » qui « impose à tout un chacun une obligation illimitée » (*lire ci-dessous*). Ces quelques lignes, signées par Hans Magnus Enzensberger, un intellectuel allemand, ne sont évidemment pas choisis au hasard. Elles s'opposent presque mot pour mot à ce que disait M. Jospin, le vendredi



26 mars, à la tribune de l'Assemblée nationale, pour justifier l'intervention de l'OTAN: « Depuis des décennies, l'Europe, en tout cas

notre Europe, s'est refondée sur la paix et le respect des droits de la personne humaine. Accepter que ces valeurs soient bafouées aux portes de l'Union européenne, c'eût été nous trahir. » Or, dit le texte, appuyer son action sur les droits de l'homme, c'est élargir « la fourchette entre exigence et réalité. (...) *Bientôt, on en arrive objectivement au pharisaïsme [l'hypocrisie] et l'universalisme, moralement, se révèle être un piège.* » Telles quelles, ces lignes constituent une violente critique des fondements intellectuels et moraux de l'action décidée par MM. Chirac et Jospin. En la véhiculant par ce canal, M. Chevènement témoigne d'une tension intérieure croissante: totalement opposé à l'action en cours, il ne peut cacher son sentiment; mais il préfère, pour l'instant, dans un geste certainement douloureux pour un homme politique, s'amputer de sa parole plutôt que de provoquer une crise gouverne-

mentale. Aussi contenues soient-elles, ces divergences entre ministres n'en alimentent pas moins une part croissante du débat public français. Michel Rocard se demande ainsi, dans un entretien au *Parisien*, vendredi, si M. Jospin ne sera pas bientôt « conduit à dire à nos partenaires communistes: il faut choisir ».

Philippe Séguin, lui, est plus radical. Intervenant jeudi sur BFM, il a « demandé l'application de la jurisprudence Chevènement » aux ministres. « Je souhaite que toute la nation soit derrière nos soldats, quelle que soit la décision prise; je souhaiterais que ce soit aussi le cas pour le gouvernement parce qu'un gouvernement n'est pas un forum », a-t-il conclu. Cette exigence de solidarité risque d'autant plus d'être réclamée dans les prochains jours que chacun s'attend désormais à ce que le conflit s'installe dans la durée. « Ce sera une opération de longue haleine. Il faut y préparer l'opinion publique », affirme ainsi M. Juppé, vendredi, dans *Libération*.

« QUELQUES SUGGESTIONS » Avant de réunir ses ministres, jeudi, M. Jospin avait reçu Laurent Fabius (PS) et Christian Poncelet (RPR) à Matignon, respectivement président de l'Assemblée nationale et du Sénat. « Il faut être totalement solidaire de ce qui se fait », a estimé M. Fabius à la sortie de cet entretien avec le premier ministre, qui s'est abstenu, en la circonstance, de rappeler ses « inquiétudes » sur les opérations en cours (*Le Monde* du 30 mars). Quant à M. Poncelet, il a indiqué à la presse qu'il avait « fait part » à Lionel Jospin de son « sentiment ». « Je lui ai présenté quelques suggestions, il appartient à lui et à lui seul de vous les rapporter », a-t-il conclu.

Jean-Michel Apathie

« Renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente »

INTITULÉ par ses soins « Quelques réflexions pour éclairer l'action », le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a profité de la réunion des ministres qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, jeudi 1^{er} avril, pour distribuer ce texte, tiré d'un livre de Hans Magnus Enzensberger (Vues sur la guerre civile, Gallimard, 1992).



VERBATIM

« La rhétorique universaliste ne fait pas de différence entre le proche et le lointain. L'idée des droits de l'homme impose à tout un chacun une obligation illimitée par principe. Elle révèle par là son noyau théologique, qui a survécu à toutes les laïcisations. Chacun est censé être responsable de tous. Ce désir implique le devoir de devenir semblable à Dieu, car c'est un désir qui suppose l'omniprésence, voire la toute-puissance. »

« Mais, comme toutes nos possibilités d'action ont

leurs limites, la fourchette entre exigence et réalité ne fait qu'augmenter. Bientôt, on en arrive objectivement au pharisaïsme et l'universalisme, moralement, se révèle être un piège. »

« La morale est le dernier refuge de l'eurocentrisme. Il est temps de renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente. Personne ne peut durablement se dispenser – aucune communauté et aucun individu – d'examiner les différents degrés de sa responsabilité et de fixer des priorités. »

« Le gradualisme, la fixation des priorités... ne sont qu'un moindre mal. »

Né en Bavière en 1929, Hans Magnus Enzensberger a étudié dans diverses universités allemandes, ainsi qu'à Paris. Poète, romancier, essayiste, cet auteur « inclassable (...) s'est impliqué dans tous les débats intellectuels de cette Allemagne qu'il ne cesse d'ausculter, de titiller et de rudoyer », ainsi que le définissait Le Monde, dans son édition du 16 mai 1995.

La conversion des Verts au réalisme diplomatique

LES VERTS auraient-ils tiré un trait sur leur légendaire pacifisme ? En refusant de s'opposer à des frappes militaires, en demandant, en cas d'échec d'une force d'interposition au Kosovo sous contrôle de l'ONU, un engagement des forces de l'OTAN au sol, le parti de Dominique Voynet confirme un *aggiornamento* réel, quoique encore fragile. Une rupture dans l'histoire des Verts, mais aussi de ses alliances: en se tenant, comme le PS, loin des manifestations pacifistes des communistes et l'extrême gauche, les écologistes retrouvent, malgré eux, ceux qui semblaient devenus, lors de la guerre du Golfe, en 1991, des ennemis héréditaires.

Leurs racines puisent pourtant dans le Vietnam, le mouvement hippie et mai 1968. Avant d'être Verts, en 1984, ils sont les fils du Larzac, où ils s'opposent, entre 1971 et 1981, à

l'extension du camp militaire. Leur histoire se confond avec le mouvement antimilitariste et non-violent, qui a longtemps fait de leur formation un vivier d'objecteurs de conscience et d'amis de l'humanité. Profondément européens, ils se méfient de ceux qui aiment trop la patrie: aujourd'hui encore, la ministre de l'environnement affirme qu'elle ne « pourra jamais chanter la Marseillaise ». Dans leur programme, enfin, les Verts réclament l'interdiction de l'arme atomique: en 1999, les députés Verts n'ont pas voté le budget de la défense, à cause des crédits accordés aux essais nucléaires en laboratoire.

Des manifestations contre les euromissiles, aux cris de « *ni pershing ni SS-20* », jusqu'à la guerre du Golfe, les VERTS se construisent une mémoire. Lorsqu'en 1991, les premiers missiles américains tombent

sur l'Irak, M^{me} Voynet proclame: « Si c'était à refaire, je ne voterais plus pour François Mitterrand. » Et quand, à partir de juin 1997, on l'interroge sur ce qui pourrait la pousser à quitter le gouvernement de Lionel Jospin, la ministre confie invariablement: « Une nouvelle guerre du Golfe. »

Mais le conflit en Bosnie marque un tournant. Plus question d'une guerre impérialiste pour sauver des intérêts pétroliers: cette fois, des populations disparaissent, les droits de l'homme sont bafoués. Alors que la Bosnie s'enflamme dès 1992, les massacres de Srebrenica, en juillet 1995, persuadent les Verts « que la non-violence peut être un schéma plaqué qui confine à l'inaction », résume Yves Cochet. Le suicide, en 1995, de l'eurodéputé Vert italien Alexander Langer, qui avait réuni en 1993 toutes les parties – serbe, croate... – en un forum de Vérone pour la paix, symbolise la prise de conscience de cette impuissance. De motion en motion, les dirigeants de la majorité – M^{me} Voynet, Yves Cochet, Alain Lipietz – rallient leur « base ».

Le drame du Kosovo force les Verts à renouer avec les mêmes conclusions. Fortement poussés, il est vrai, par leur tête de liste aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit: n'est-ce pas l'eurodéputé allemand qui, presque seul, en 1994, lors de la guerre en Bosnie, a converti les Grünen et son ami Joschka Fischer, à l'idée d'une intervention militaire ? Depuis, le ministre des affaires étrangères allemand est convaincu. Comme les Verts français, même si la députée Marie-Hélène Aubert a tenu à rappeler à ses collègues de la gauche « plurielle », le 26 mars, dans l'hémicycle, que la « méthode pacifiste et non-violente a toujours été et reste la [leur] ». Et que les Verts avaient reçu Ibrahim Rugova fin 1997, « quand personne ne daignait le recevoir à l'Élysée, à Matignon et au Quai d'Orsay ».

Ariane Chemin

Malaise et contradictions chez les manifestants anti-Otan

UNE « MANIF » ? Des manifestations plutôt. Jeudi 1^{er} avril, il aura suffi de quelques minutes pour que le défilé organisé à Paris, contre les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie, se transforme en machine à gros malaises et états d'âme. A 18 heures, à l'initiative du Parti communiste, de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière, du MRAP, du Mouvement de la Paix, quelques milliers de manifestants sont regroupés place de la République. Les Verts d'Ile-de-France et le Mouvement des citoyens sont également présents, dont son vice-président, Didier Motchane, comme la FSU et SUD-PTT qui ont appelé séparément à défilé. Robert Hue, secrétaire national du PCF, figure dans le carré de tête, tout comme les dirigeants de la LCR, Alain Krivine et Daniel Bensaid. Plus loin, on croise Madeleine Rebérioux de la Ligue des droits de l'homme.

Plusieurs centaines de Serbes sont également là, certains enveloppés dans des drapeaux aux couleurs de la République de Serbie, quelques-uns arborant des icônes, d'autres brandissant des pancartes « OTAN = Organisation terroriste américaine nazie » ou crient « *Yugoslavia!* ». Des militants communistes du Val-de-Marne, en rupture de parti, distribuent des tracts où l'on peut lire que « la politique de Milosevic est certes condamnable dans ses excès, mais elle se fonde sur le refus légitime du démembrement de la Fédération yougoslave ». Quelques signataires de l'appel « *Non à l'Europe* » lancé par la « Nouvelle Droite », dont Dominique Jamet, sont dispersés dans le cortège. Pour les anarcho-syndicalistes de la CNT, c'est trop. Ils se dispersent rapidement.

Une large banderole de tête s'efforce de cadrer un peu les choses: « Arrêt des bombardements, arrêt de la purification ethnique, négociations immédiates » pro-

clame-t-elle. Un peu plus loin, les militants de la LCR s'époumonent: « *Ni OTAN ni Milosevic!* » en insistant sur l'« *autodétermination pour le Kosovo* ». Mais ils sont seuls. Plus nombreux, les manifestants de Lutte ouvrière recouvrent de leurs voix les slogans de leurs nouveaux partenaires aux élections européennes. Plus question, désormais, de Kosovars. « *Troupes de l'OTAN, hors des Balkans* », scandent-ils.

Tandis que de ci de là, des syndicalistes CGT arborent la fameuse cible, emblème des concerts de protestation anti-OTAN organisés chaque jour à Belgrade, d'autres prennent leurs distances. « *Note présence n'est pas un soutien ringard aux orphelins du socialisme* », corrige Jean-Christophe Chaumeron, secrétaire de la fédération CGT des finances. Mais tandis que l'écrivain Didier Daeninckx peste contre « *les squatteurs* » nationalistes, Maryse Dumas, numéro deux de la CGT, ne souhaite pas faire de distingo: « *Nous manifestons avec toutes les forces qui peuvent vouloir la paix, sans exclusive, pour que la démocratie l'emporte dans toutes les composantes de l'ex-Yougoslavie* », explique t-elle.

Au bout d'une heure, une partie des manifestants a déjà décroché. Mal à l'aise, elle assiste désormais au défilé, depuis les trottoirs, en spectatrice. « *Cette manif est glauque, très glauque* », constate, un peu désabusé, un militant d'Alternative libertaire. Au loin, derrière le défilé principal, une impressionnante cohorte du Parti des travailleurs (trotskistes lambertistes) tape des mains: « *Maastricht c'est la guerre, Maastricht c'est la misère!* » Place de la Bastille, la dispersion est rapide. Seuls restent quelques centaines de Serbes. « *Le Kosovo, c'est la Serbie. On se battra jusqu'au dernier s'il le faut* », hurle une vieille dame.

Alexandre Garcia et Caroline Momot

DÉPÊCHES

JOURNALISTE

■ La police serbe a interpellé, vendredi 2 avril, un journaliste français au poste-frontière de Morina, entre l'Albanie et le Kosovo, a annoncé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Son identité et celle de son organe de presse n'ont pas été divulguées. – (AFP)

MONTÉNÉGR0

■ Le remplacement du général Radosav Martinovic, commandant de la 2^e armée yougoslave couvrant le Monténégro, annoncé vendredi 2 avril à Belgrade, « est un signe clair que Milosevic doute de la loyauté de ses forces dans cette région », a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Rubin, en se déclarant « très inquiet ». « Toute tentative par Belgrade de renverser le gouvernement démocratiquement élu du Monténégro ne ferait qu'étendre l'instabilité (...) et aggraver le conflit avec l'OTAN », a-t-il dit. – (AFP)

LÈVRES

■ Les trois soldats américains capturés montrés, jeudi 1^{er} avril, à la télévision serbe, ont tenté de transmettre des messages, selon un spécialiste du déchiffrement des paroles sur les lèvres, cité par le *Daily Record*, quotidien écossais. « Je ne me sens pas en sécurité... cette histoire me donne la nausée », aurait dit l'un. « A tout le monde chez moi: je suis en forme et je veux sortir de cette prison », selon le second. « Nos ordres étaient d'éviter de nous faire capturer », aurait murmuré le dernier. – (AFP)

PAPE

■ Le pape Jean Paul II a appelé, jeudi 1^{er} avril, à « une trêve pascale » dans la semaine séparant Pâques catholique et orthodoxe (les 4 et 11 avril), dans un message à Milosevic, Clinton et Solana. Elle pourrait permettre une intervention des organisations humanitaires au Kosovo, à condition qu'aucun des belligérants n'en tire profit, a précisé Mgr Jean-Louis Tauran, ministre des affaires étrangères du Vatican. – (AFP)

BELGRADE

■ Les médias serbes annoncent, depuis le début de la semaine, l'arrivée quotidienne à Belgrade de groupes de 200 à 300 Albanais en provenance du Kosovo, « fuyant les bombardements de l'OTAN ». « Le transport de tous ceux qui ont exprimé le souhait de partir, Serbes ou membres de minorités nationales, a été organisé », selon la télévision nationale serbe. – (AFP)

CENSURE

■ Les autorités yougoslaves ont interdit la radio privée *Radio Jasenica*, implantée à 40 kilomètres au sud de Belgrade, qui « nuisait à la sécurité nationale », a fait savoir Radio B92, une autre station privée, interdite le mois dernier mais qui diffuse via Internet. – (AFP)

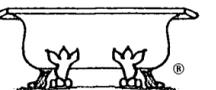
BRITANNIQUES

■ 58 % des Britanniques interrogés dans un sondage publié vendredi 2 avril par *The Guardian* se disent d'accord pour l'envoi de forces terrestres en Yougoslavie, alors que 34 % y sont opposés et 8 % restent incédés. Le soutien aux frappes de l'OTAN grandit dans l'opinion britannique: 65 % estiment que la Grande-Bretagne a raison d'y participer, contre 56 % le 26 mars.

CHINOIS

■ Six cent Chinois venant de Yougoslavie, étudiants ou hommes d'affaires, sont arrivés en Roumanie où ils ont demandé de rester en attendant la fin du conflit, selon la police des frontières roumaine, où le nombre total des réfugiés est inconnu, les ressortissants de la RFY n'ayant pas besoin de visas pour séjourner trente jours en Roumanie. – (AFP)

VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF



Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.
Mr Baignoire®
 01.41.95.06.82 PARIS
 03.88.66.02.86 PROVINCE

PEUGEOT NEUBAUER
 A partir de 77 500 Frs*
 306
 9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
 Tél : 01 46 22 88 88

Nouveau constat d'échec entre loyalistes et républicains d'Ulster

Tony Blair et Bertie Ahern n'ont pas réussi à relancer le processus de paix

Un an après le lancement du processus de paix en Irlande du Nord, les discussions butent toujours sur le désarmement des groupes paramilitaires devant ac-

compagner la mise en place d'une instance de gouvernement biconfessionnelle à Belfast. Les protagonistes doivent se retrouver le 13 avril.

LONDRES

de notre correspondant

Deuxième essai, deuxième échec. Un an après la conclusion des accords dits du « vendredi saint », le 10 avril 1998, la seconde date-butoir fixée par Londres pour la formation d'un « gouvernement autonome » biconfessionnel à Belfast ne sera pas respectée. L'exécutif nord-irlandais, qui devait être initialement formé le 10 mars, puis le 2 avril, ne verra le jour, si tout se déroule comme espéré, qu'à une date indéterminée, éloignée de plusieurs semaines. Au moins.

Au terme d'une vingtaine d'heures d'un intense face à face, sur quatre jours, en la présence active de Tony Blair et de son homologue irlandais Bertie Ahern, les protagonistes loyalistes protestants et républicains catholiques se sont séparés, dans l'après-midi du jeudi 1^{er} avril, sur un nouveau constat d'échec. La déclaration conjointe résolument optimiste des deux premiers ministres qui parrainent le processus de paix, ne l'atténue qu'à la marge. Un « plan », présenté par Tony Blair comme « une bonne base pour résoudre les difficultés », a été laissé par les deux chefs de gouvernement sur la table des négociateurs. Ceux-ci doivent se retrouver au même endroit – le château de Hillsborough non loin de Belfast – le mardi 13 avril. Mais, à en juger par les réactions initiales du Sinn Féin, la branche armée de l'IRA sur laquelle la pression se fait désormais plus forte, il n'est pas sûr qu'un accord soit trouvé d'ici là.

Présenté sous forme d'une « déclaration », ce plan, qui ne porte aucune signature, fait assez largement droit à l'exigence loyaliste d'un désarmement – même partiel – de l'IRA et, accessoirement des autres groupes paramilitaires, avant que soient mises en place des structures exécutives prévues par les accords du vendredi saint. Le chef des unionistes protestants, David Trimble, refuse en effet depuis des mois de nommer les ministres – dont, proportionnalité électorale oblige, au moins deux républicains du Sinn

Fein –, tant que l'IRA n'aura pas commencé à détruire son arsenal. A quoi Gerry Adams, le chef des républicains, réplique que les accords signés donnent théoriquement jusqu'à avril 2 000 pour ce faire, et que le désarmement des paramilitaires ne peut pas être un préalable.

Le désarmement des milices comme préalable à la formation de l'exécutif

Le « plan » Blair-Ahern réaffirme effectivement que la chose « n'est pas une précondition ». Mais, rappelant au passage qu'il s'agit « d'une obligation » pour tous les signataires de l'accord – ce que le Sinn Féin admet –, il propose un calendrier qui place de facto le désarmement des milices en préalable à la formation de l'exécutif. Premier volet envisagé : Londres, qui détient encore tous les pouvoirs dans « sa » province, désignerait, à une date indéterminée, les participants à une sorte de gouvernement autonome « fantôme », c'est-à-dire sans pouvoirs. Un mois plus tard, les groupes armés – IRA en tête – entameraient la destruction de leurs armes sous le contrôle de la commission internationale de désarmement mise en place il y a un an et dirigée par le général canadien, John de Chastelain.

Ce geste des paramilitaires s'accompagnerait d'une journée de « réconciliation collective » entre loyalistes et républicains, ainsi que d'une grande « cérémonie de commémoration pour toutes les victimes de la violence » en présence de représentants de tous les partis et de toutes les églises. Cette journée historique serait suivie de nouveaux gestes de Londres en matière de normalisation et de démilitarisation de la province et, « peu après », les ministres préalablement nommés

seraient dotés des pouvoirs autonomes limités prévus dans les accords du vendredi saint.

« Ayant constaté l'excellent climat dans lequel se sont déroulées les dernières discussions, a dit Tony Blair nous n'avons pas le moindre doute que nous parviendrons au bout de ce long chemin. » De fait, chacun reconnaît que les parties en cause peuvent désormais dialoguer face à face, ce qui n'était pas le cas il y a seulement huit ou dix mois. David Trimble s'est contenté pour sa part d'affirmer que la déclaration anglo-irlandaise avait « le potentiel pour résoudre les problèmes à condition que les paramilitaires le veulent ». Quant à Gerry Adams, qui s'est refusé tout au long à s'engager sur une date autre que le 10 avril 2 000, il s'est déclaré « déçu, frustré » par le retard pris, et assez circonspect sur les possibilités d'obtenir de l'IRA, ce qui est attendu d'elle. « Le prix de la paix définitive que nous espérons tous exige que nous essayions encore. »

Patrice Claude

La justice allemande confie à la Française Cosette Lancelin la garde de ses enfants

Ce genre d'affaire concerne quelque 70 couples franco-allemands

La plus haute instance judiciaire allemande, la cour de Karlsruhe, a donné gain de cause à la Française Cosette Lancelin contre son époux Armin Tieman, qui réclamait

la garde de leurs deux enfants. Précédemment, Karlsruhe avait refusé de renvoyer les enfants enlevés par leur père au nom de leur « droit au bien-être ».

BONN

de notre correspondant

Fin de partie judiciaire dans le douloureux divorce de l'Allemand Armin Tiemann, 57 ans, et la Française Cosette Lancelin, 34 ans, qui se déchirent depuis deux ans la garde de leurs enfants, Matthias, 8 ans, et Caroline, 4 ans. La cour constitutionnelle de Karlsruhe, la plus haute instance judiciaire allemande, a rejeté, jeudi 1^{er} avril, le recours de M. Tiemann, qui contestait une décision de la cour d'appel de Celle (Basse-Saxe), confiant la garde des enfants à la mère.

Sitôt connue la décision de Karlsruhe, M^{me} Lancelin est passée prendre ses enfants, qui vivaient chez leur père dans le nord de l'Allemagne, indique l'AFP.

Cette affaire défraye la chronique judiciaire franco-allemande depuis des mois. En mars 1998, le père avait fait enlever ses enfants, par des détectives privés, près de Montoire, dans le centre de la France. Huit mois plus tôt, la mère avait emmené ses enfants en France contre la volonté du père,

le couple était alors en instance de divorce. Les deux parents s'étaient fait attribuer la garde de leurs enfants par les tribunaux de leur pays respectif.

PROBLÈMES CULTURELS

En novembre 1998, Karlsruhe avait, au nom du « droit au bien-être » des enfants, refusé de faire appliquer la convention internationale de La Haye, signée par l'Allemagne et la France, qui prévoit le retour immédiat des enfants dans le pays d'origine en cas d'enlèvement, tant que l'affaire n'était pas jugée sur le fond. Cette décision fut, pour les Français, la goutte d'eau faisant déborder le vase : au sommet franco-allemand de Potsdam, en décembre 1998, le président français Jacques Chirac a laissé éclater sa colère, parlant de « hold-up », de « loi de la jungle ». Après des jugements contradictoires, les tribunaux allemands et français ont accordé la garde à la mère.

Ce genre d'affaire concerne quelque 70 couples franco-allemands. Les deux pays ont annoncé

en 1998 leur intention d'appliquer par anticipation la convention de Bruxelles II, signée en mai 1998 par l'Union européenne, prévoyant que le seul tribunal compétent pour juger de telles affaires est celui du lieu de résidence habituel des enfants avant la séparation des parents. Cette convention devrait éviter que les tribunaux des deux pays rendent des jugements contradictoires dans une même affaire. Elle ne résoudra pas, en revanche, les problèmes culturels, notamment celui des juges allemands, auxquels les Français reprochent de donner systématiquement raison à leurs ressortissants. Surtout, quelle valeur ont les conventions internationales si la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, institution que les Allemands peuvent saisir à tout instant, décide que celles-ci ne sont pas applicables, au nom du « droit au bien-être de l'enfant » ? Interrogée durant sa visite à Bonn fin mars, la garde des sceaux Elisabeth Guigou n'a pas donné de réponse.

Arnaud Leparmentier

La situation en Serbie accroît la tension entre les Etats-Unis et la Chine

L'AMBASSADE de Chine à Washington a confirmé, jeudi 1^{er} avril, la prochaine visite du premier ministre Zhu Rongji aux Etats-Unis, du 6 au 14 avril, après un flottement diplomatique inhabituel qui a fait penser que le déplacement pouvait être remis en question par Pékin en raison des tensions multiples entre les deux pays. Alors que, dans la capitale chinoise, les autorités se refusaient à confirmer les dates du voyage de M. Zhu, c'est finalement l'ambassade chinoise à Washington qui a confirmé que cette visite aurait bien lieu comme annoncé.

L'incertitude avait été provoquée par l'accumulation des critiques chinoises envers l'intervention des forces de l'OTAN au Kosovo, venant s'ajouter aux nombreuses pommes de discorde existant à l'heure actuelle entre les Etats-Unis et la Chine, à propos notamment de la situation des droits de l'homme, des contentieux commerciaux, des différends stratégiques et autres accusations américaines d'activités d'espionnage soupçonnées de la part de Pékin.

C'est quotidiennement que la presse officielle chinoise dénonce l'opération « Force alliée » en Serbie, dans des termes parfois évocateurs des grandes périodes de tension sino-américaine d'avant l'établissement, intervenu en 1979, des relations diplomatiques entre les deux pays. Les médias contrôlés par le Parti communiste ont décrit l'opération comme un acte de « barbarie » contre lequel ils ont invoqué le « devoir de la communauté internationale de se soule-

ver ». Dernièrement, le quotidien *China Daily*, qui s'adresse à la communauté d'affaires étrangère en Chine, a publié un sondage affirmant que plus de 70 % de Chinois interrogés, sur un total de 2 000 personnes, étaient préoccupés par cette « invasion injustifiée et détestable » d'un pays souverain. Selon les médias également officiels de Belgrade, le président Jiang Zemin a adressé à son homologue Slobodan Milosevic un message de soutien face à « l'attaque brutale de l'OTAN dirigée par les Etats-Unis ».

VITUPÉRATIONS

Ces vitupérations entrent dans le cadre d'une campagne de rhétorique chinoise qui traduit à quel point les relations entre Washington et Pékin se sont détériorées. Les Etats-Unis, pour leur part, semblent éprouver des difficultés croissantes à freiner cette dégradation, en dépit des efforts de la Maison Blanche pour conserver un minimum de lustre aux rapports avec Pékin.

Ainsi, deux ans après avoir lancé une politique dite d'« engagement constructif » envers la Chine, notamment par un dialogue – jusqu'ici totalement infructueux – sur les droits de l'homme, Washington en est à nouveau à mettre en avant les violations des libertés élémentaires par les autorités de Pékin auprès de la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme, à Genève, qui tient actuellement sa session annuelle. Le cas de la Chine devait être étudié la semaine prochaine.

Francis Deron

TOD'S - Milano Tel. 02.772251 Paris Tel. 01.42664693 Bruxelles Tel. 02.3433130



Ph. Giovanni Gastel

Boris Eltsine relève une deuxième fois de ses fonctions le procureur général de Russie Iouri Skouratov

Les soupçons sur les liens mafieux de hauts responsables se multiplient

La partie de bras de fer engagée par le procureur général de Russie contre le Kremlin est relancée. Iouri Skouratov avait retiré sa démission forcée

fin février, en expliquant qu'il subissait des pressions de hauts responsables en raison de l'affaire *Mabetex*, une firme suisse liée au Kremlin.

Il fut alors soutenu par les sénateurs russes. Jeudi 1^{er} avril, M. Skouratov est reparti à la charge, liant ces affaires au « milieu ».

MOSCOU

de notre correspondant

Boris Eltsine est revenu à la charge, vendredi 2 avril, contre le procureur général de Russie, Iouri Skouratov. Par un *oukaz*, le président russe annonce que des « poursuites judiciaires » ont été engagées contre M. Skouratov et que ce dernier est donc « relevé de ses fonctions pendant la durée de l'enquête ». M. Eltsine demande à nouveau au Conseil de la fédération de destituer le procureur pour des faits « qui ne correspondent pas à l'honneur d'un fonctionnaire du parquet ». La chambre haute du parlement est seule habilitée à prononcer le renvoi du procureur général.

M. Skouratov a qualifié « d'absolument illégale » cette mise à l'écart. La veille, il était reparti à l'offensive, dans le cadre d'une enquête qui vise directement le Kremlin. M. Skouratov adressait, jeudi, une lettre au président Eltsine lui faisant des propositions pour « retrouver de l'argent russe illégalement transféré à l'étranger ». Le soir même, M. Skouratov accordait une interview à la chaîne de télévision NTV.

Il expliquait avoir identifié « trente ou quarante familles », « des personnalités russes connues possédant des comptes en Suisse alimentés par l'argent du milieu ». Ces informations, ajoutait-il, lui avaient été transmises par les autorités judiciaires suisses. « Cet argent sale va attirer les gangsters et alors la Suisse cessera d'être un pays tranquille », notait M. Skouratov.



Carla del Ponte, procureur général de Suisse, s'est rendue à Moscou trois jours, fin mars, pour examiner avec ses collègues russes des dossiers sensibles. M^{me} del Ponte avait estimé à 40 milliards de dollars les fonds russes douteux en Suisse.

POTS DE VIN

De plus, M. Skouratov a fait procéder jeudi à des perquisitions dans des bureaux moscovites de la firme suisse *Mabetex*, relançant le scandale dans lequel est impliquée l'administration présidentielle. Cette société est soupçonnée par les Suisses d'avoir versé d'« importants pots de vin à de hauts fonction-

naires » en échange de contrats immobiliers.

La Direction des Affaires du Président, empire financier et immobilier du Kremlin, a confié à la firme suisse la rénovation de bâtiments officiels. Son responsable, Pavel Borodine, déclarait au *Monde*, le 24 mars, qu'en six ans, « *Mabetex* a réalisé avec nous un chiffre d'affaires de 300 millions de dollars ». Le 23 mars, le parquet général avait perquisitionné plusieurs locaux de la Direction de M. Borodine.

L'*oukaz* présidentiel montre à quel point les activités du procureur menacent le Kremlin. Boris Eltsine avait provoqué une crise

politique majeure, à la mi-mars, en demandant au Conseil de la fédération d'accepter « la démission » de M. Skouratov « pour raisons de santé ». Le procureur, lui, avait dénoncé les « pressions » et « le chantage de personnalités influentes ». Les parlementaires avaient refusé par 142 voix contre 6 d'entériner cette démission. Le Kremlin fut ensuite accusé d'avoir fait diffuser par la télévision publique RTR une cassette vidéo montrant le procureur se livrant à divers jeux sexuels avec deux prostituées. La crise entraîna le limogeage du chef de l'administration présidentielle, Nikolai Bordiouja (*Le Monde* des 21 et 22 mars).

M. Eltsine s'appuie désormais sur « les poursuites judiciaires » engagées contre M. Skouratov. Au lendemain de la diffusion de la vidéo compromettante, le président avait créé une commission chargée de vérifier l'authenticité d'informations « portant atteinte à l'honneur et à la dignité d'un procureur », confiée au FSB (ex-KGB), aux ministères de la justice et de l'intérieur, au chef de l'administration présidentielle et à un responsable du parquet. Ce qui a permis au Kremlin d'annoncer « l'ouverture d'une enquête » contre le procureur... Mais, vendredi, M. Skouratov déclarait que la procurature, seule habilitée à le poursuivre, ne l'a pas fait. Il demeure donc « à son poste ». En fin de matinée, son téléphone et sa sécurité rapprochée étaient supprimés.

François Bonnet

La « guerre » des idéogrammes chinois divise les Coréens

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les Coréens sont divisés. Non pas seulement en deux pays mais entre Coréens du Sud eux-mêmes. La raison de cette division est... linguistique. Le projet du ministère de la culture et du tourisme de réintroduire les idéogrammes chinois dans les documents officiels et sur les panneaux de signalisation a provoqué, il y a peu, une manifestation dans les rues de Séoul.

Le gouvernement invoque deux raisons pour justifier sa décision : faciliter la communication avec les voisins (chinois et japonais) de la Corée et favoriser une meilleure connaissance de son héritage culturel (en particulier de ses classiques écrits en chinois).

Les Coréens sont doublement fiers de leur écriture : d'une part parce qu'ils inventèrent dès 1372 – soit un siècle avant Gutenberg – les caractères mobiles métalliques ; ensuite parce qu'ils se dotèrent soixante-dix ans plus tard de leur propre alphabet (*hangul*). Ce système d'écriture « pour instruire le peuple », plus aisé que le laborieux apprentissage des idéogrammes, se répandit très vite.

La publication à partir du XVI^e siècle de romans en alphabet coréen n'entama cependant guère la tradition de publier les ouvrages importants en écriture chinoise. L'utilisation des idéogrammes persista jusqu'à la loi de 1948 qui imposa l'usage du *hangul*. La Corée du Nord a également banni, leur utilisation. Au Sud, ils sont toujours enseignés à l'école mais rarement employés.

UN FERMENT DE SYNERGIE RÉGIONALE

La Corée et le Japon ont des cultures qui leur sont propres mais font partie de l'aire culturelle chinoise. Les idéogrammes constituent un instrument privilégié de communication entre ces civilisations. Mais les adversaires de leur réintroduction en Corée font valoir qu'un recul du *hangul*, qui joua un grand rôle dans la défense de l'identité nationale au cours de l'occupation japonaise (1910-1945) et contribua à une alphabétisation quasi totale de la population, entamerait le sentiment d'appartenance culturelle des Coréens.

A l'heure de la globalisation, les idéogrammes peuvent constituer un ferment de sy-

nergie régionale. C'est la raison principale pour laquelle Séoul veut les réintroduire. Mais l'informatique a un effet ambivalent sur leur utilisation. L'ordinateur facilite leur écriture et donc leur pratique – mais jusqu'à un certain point. Car, en même temps, se perd le « travail de la main » dans leur apprentissage. Or, celui-ci est essentiel : on ne mémorise réellement un idéogramme qu'en traçant inlassablement les traits qui le composent dans leur bon ordre, et c'est la main, plus encore que l'œil, qui le retiendra.

Aujourd'hui, beaucoup de Japonais hésitent lorsqu'ils doivent écrire à la main tel ou tel idéogramme (souvent ceux-ci présentent des différences minimes). Les Japonais ont caressé l'idée d'abandonner « l'écriture des han » (*kanji*) au nom de la modernisation. Mais, écrit en syllabaires, voire en caractères romains, le japonais devient très difficile à comprendre. Contrairement aux Coréens, qui redoutent la réintroduction des idéogrammes, les Japonais craignent plutôt que l'ordinateur... leur fasse oublier.

Philippe Pons

Dans Kinshasa soumise au couvre-feu, les habitants jeûnent un jour sur deux

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Kinshasa, La « perle de l'Afrique centrale » a perdu son éclat. Les pillages de 1991, puis ceux de 1993, ont porté un rude coup aux habitudes. L'arrivée de Laurent-Désiré Kabila, de ses rebelles et de ses alliés rwandais, en mai 1997, a contribué à tempérer un peu plus la joie de vivre des Kinois.

L'armée du « tombeur » du maréchal Mobutu Sese Seko a voulu jeter un voile pudique sur la ville, interdisant aux femmes le port de la jupe ou des pantalons. Plusieurs Kinois ont payé de leur vie ce goût immodéré de la mode occidentale. Les belles, aujourd'hui, masquent, le temps

d'un trajet en ville, l'impudeur de leurs « minis » sous l'imprimé de pagnes – au demeurant très élégants.

La terreur que faisaient régner les militaires de Mobutu, puis celle des *kadogos*, les enfants-soldats (« petits », en swahili) de Laurent-Désiré Kabila, n'ont pas éteint complètement le sens de la fête des Kinois. Mais depuis août 1998 c'est, à Kinshasa, le règne du couvre-feu.

Les Kinois tentent crânement de faire face, une fois encore. Mais le cœur n'y est plus. Le cinéma tient sa dernière séance à 19 heures et les boîtes de nuit ouvrent leurs portes à 21 h. Mais les clients et les « ambianciers »

qui firent la réputation des nuits de Kinshasa sont de plus en plus rares.

D'HYPOTHÉTIQUES TAXIS

Les rues se vident dès 23 h 30. Les trainards courent derrière d'hypothétiques taxis, tandis les artères sont sillonnées de voitures roulant à tombeau ouvert. Le rideau tombe à minuit, heure légale du couvre-feu. Gare à ceux qui n'ont pas pu rentrer à temps. La ville appartient alors aux militaires qui patrouillent dans les rues désertes d'une cité de quelque 6 millions d'âmes. Une situation exceptionnelle dans une ville où les marchés restaient ouverts toute la nuit, où les plus pauvres pouvaient se payer une bière et une brochette de chèvre en écoutant des rumbas jusqu'aux lueurs de l'aube.

Le couvre-feu est levé à 6 h. Les taxis collectifs se mettent alors en route. Mais ils ne sont pas assez nombreux et leurs tarifs sont prohibitifs. Le prix exorbitant des pièces détachées a conduit les propriétaires de minibus et de taxis collectifs à remiser leurs véhicules ou à réduire de moitié leur trajet habituel, imposant aux usagers un « demi-terrain » pour un tarif plein !

Le gouvernement a autoritaire-

ment fixé de nouveaux prix – en hausse – pour inciter les transporteurs à jouer au service public. « Il en coûte désormais de 50 centimes à 1,5 francs pour venir travailler et autant au retour, s'indigne une secrétaire de direction ; c'est énorme quand un enseignant gagne moins de 50 francs par mois ! Maintenant, il nous faut choisir, prendre un transport ou nourrir nos enfants. »

Les Kinois ont choisi : ils marchent, parfois plusieurs heures le matin et autant le soir, pour aller au centre-ville où l'emploi est de plus en plus rare. D'interminables cohortes jalonnent les artères menant aux quartiers populaires d'une capitale qui s'étend sur quelque 50 kilomètres. Le chômage touche près de 60 % de la population en âge de travailler et le fameux « article 15 », le « système-D » local, qui permettait à chacun de monnayer son savoir ou son pouvoir, ne suffit plus.

Au fil des années, une grande partie des Kinois s'étaient habitués à ne manger qu'une fois par jour. Il leur arrive maintenant de jeûner un jour sur deux. Et les parents qui arrivaient à scolariser leurs enfants sont obligés, cruel dilemme, de choisir ceux qui iront à l'école...

Frédéric Fritscher

Paraguay : arrestation

du directeur

du quotidien « La Nacion »

ASUNCION. La police paraguayenne a arrêté, jeudi 1^{er} avril, le directeur du quotidien *La Nacion*, Osvaldo Dominguez Dibb, accusé d'avoir fait « l'apologie de la dissolution du Congrès ». Au total, quatre journalistes ont été arrêtés depuis que le président du Sénat, Luis Gonzalez Macchi, a succédé au président de la République, Raul Cubas, qui a démissionné dimanche dernier et s'est réfugié au Brésil. Dans un éditorial, M. Dominguez avait estimé que seule une dissolution du Parlement pouvait mettre fin à la crise politique qui avait éclaté à la suite de l'assassinat du vice-président Luis Maria Argana. Outre M. Dominguez, Alberto Vargas Pena, également journaliste de *La Nacion*, et deux directeurs de stations de radio, Juan Bernabe et Miguel Fernandez, ont été arrêtés. – (AFP)

Le procureur Starr

a dépensé plus de 6 millions

de dollars en six mois

WASHINGTON. Le procureur indépendant Kenneth Starr a dépensé en six mois plus de 6 millions de dollars (5,45 millions d'euros) pour enquêter sur l'affaire Lewinsky, selon un audit du General Accounting Office (GAO), un service gouvernemental de contrôle des dépenses publiques, obtenu jeudi 1^{er} avril. Il a dépensé 6,3 millions de dollars entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 1998. Cette somme ne couvre pas la totalité de son enquête, qui avait débuté en janvier et n'est officiellement pas terminée.

Au total, depuis qu'il a commencé ses enquêtes sur les scandales associés aux époux Clinton (Whitewater, Travel Office, Fillegate, Lewinsky), M. Starr a dépensé près de 40 millions de dollars. Si l'on ajoute les 6 millions de dollars dépensés par son prédécesseur dans l'affaire Whitewater, la facture pour le contribuable américain atteint 46 millions de dollars. – (AFP)

Condamnation à mort

d'un tueur en série en Ukraine

JITOMIR. La justice ukrainienne a condamné à mort, jeudi 1^{er} avril, Anatoli Onoprienko, un Ukrainien reconnu coupable du meurtre de 52 personnes, qui affirme n'en avoir aucun remords et être prêt à mourir « sur la place publique ». Le tribunal régional de Jitomir (centre-ouest du pays) a retenu contre lui les meurtres de 42 adultes et 10 enfants, commis entre 1989 et 1996 dans plusieurs régions ukrainiennes. Des crimes que le condamné lui-même a avoués lors de son arrestation en avril 1996.

Anatoli Onoprienko a de grandes chances d'échapper à la balle dans la nuque, le sort habituellement réservé aux condamnés à mort. Kiev s'est en effet engagé en 1995 à abolir la peine capitale dès son adhésion au Conseil de l'Europe et a introduit en mars 1997 un moratoire sur les exécutions. Ainsi, l'an passé, les tribunaux ont prononcé 146 condamnations à mort, mais aucune n'a été appliquée. – (AFP)

ASIE

■ **INDE : New Delhi va tester la semaine prochaine** son missile balistique Agni-II, a annoncé, jeudi 1^{er} avril, l'agence United News of India (UNI). Le missile, d'une portée de 1 800 kilomètres, sera lancé le 7 ou le 8 avril de la base de Balasore, dans l'est de l'Inde, précise UNI. Le lancement, initialement prévu pour la première semaine de mars, avait été reporté pour des raisons non précisées. New Delhi a rejeté des informations selon lesquelles il avait été suspendu en raison de pressions exercées par les Etats-Unis. – (AFP)

■ **CORÉE DU NORD : Pyongyang tire des revenus** atteignant quelque 100 millions de dollars par an de l'export de missiles à des pays comme l'Iran et le Pakistan, rapporte vendredi 2 avril la presse sud-coréenne citant un haut responsable américain. Selon le *Korea Times*, la Corée du Nord exporte depuis plusieurs années des missiles, de la technologie et des pièces détachées produits par son programme balistique. La Corée du Nord et les Etats-Unis ont tenu des discussions à Pyongyang en début de semaine concernant la prolifération des missiles, mais la rencontre n'a pas donné de résultats tangibles. – (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ÉGYPTE : un groupe islamiste armé égyptien, le Jihad**, s'est déclaré déterminé à poursuivre ses opérations armées contre le gouvernement, alors que la justice doit rendre son verdict dans un procès de militants présumés de cette formation. « Nous annonçons au monde entier notre rejet de toute trêve avec le régime » égyptien, qui « défend les intérêts américains » et israéliens, indique un communiqué de la formation islamiste, reçu jeudi 1^{er} avril à l'AFP. – (AFP)

■ **IRAK : un journal a accusé jeudi l'ONU de voler** une partie des revenus pétroliers de l'Irak en prélevant des sommes pour indemniser les victimes de la guerre du Golfe. « L'ONU a prélevé 2,5 milliards de dollars des 8,3 milliards générés lors des quatre phases d'application de l'accord « pétrole contre nourriture », affirme le journal *As-Saoura*, organe du parti Baas au pouvoir. Le programme « pétrole contre nourriture » autorise l'Irak à vendre du brut à hauteur de 5,2 milliards de dollars par semestre afin de financer des achats de vivres et de médicaments, sous contrôle de l'ONU. – (AFP)

EUROPE

■ **FRANCE/ALLEMAGNE : le 73^e sommet franco-allemand** se tiendra les vendredi 28 et samedi 29 mai à Toulouse, a annoncé jeudi l'Élysée. Les sommets franco-allemands se déroulent deux fois par an, alternativement en France et en Allemagne. Le dernier avait eu lieu à Potsdam, le 30 novembre et 1^{er} décembre 1998. – (Reuter.)

AMÉRIQUES

■ **ARGENTINE : le domicile de Hebe de Bonafini**, la présidente des Mères de la place de Mai, a été saccagé, mardi 30 mars à La Plata (à 80 km au sud de Buenos Aires), par des inconnus qui ont volé des objets personnels mais aussi des documents de l'Association de défense des droits de l'homme. « Je suis angoissée qu'on cherche encore à nous intimider avec des méthodes qui sont exactement les mêmes qu'il y a vingt ans pendant la dictature militaire. Cela m'a rappelé l'époque où mes deux fils ont été enlevés et ont disparu », a déclaré Hebe de Bonafini, qui est convaincue d'avoir été victime des services de la police. – (Corresp.)

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

- Voie classique : vous préparez aux concours de : HEC, ESSEC, ESCP, ESCI, EDHEC, ISG.
- Voie intégrée : Vous préparez spécifiquement à entrer à l'Institut Supérieur de Gestion [ISG].

Contactez Marion Maury : 8, rue de Lota - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

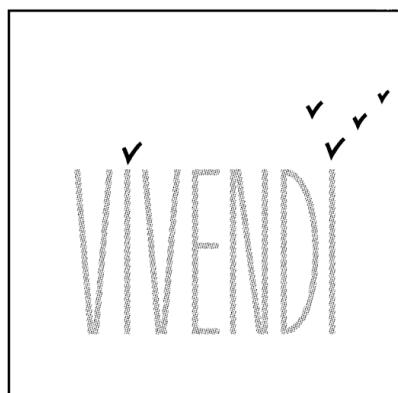
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ISG
INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
HEC - ESCP - ESCI - EDHEC - ISG

L'eau, c'est la vie.



Vivendi,
n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

ÉLECTIONS La campagne pour le scrutin européen du 13 juin, qui peinait déjà à démarrer, a été momentanément reléguée au second plan par les bombardements de l'OTAN en-

Yugoslavie. Les chefs de file de la liste du RPR et de celle de l'UDF, qui avaient décidé de multiplier les déplacements sur le terrain, en mesurent les conséquences. ● M. SÉGUIN ET

M. SARKOZY, président et secrétaire général du RPR, qui tenaient, jeudi 1^{er} avril à Rodez (Aveyron), leur premier meeting commun, ont eu d'autant plus de difficultés à mobiliser

leurs partisans que la droite locale reste profondément divisée. ● M. BAYROU, président de l'UDF, a plaidé, jeudi à Lourdes, en faveur d'« une communauté européenne de

défense ». ● M. HOLLANDE, premier secrétaire du Parti socialiste, qui avait prévu de ne lancer sa campagne qu'à partir de la mi-avril, subit moins fortement cet « effet Kosovo ».

La bataille des européennes est éclipsée par la guerre au Kosovo

Les chefs de file du RPR, comme ceux de l'UDF, peinent à mobiliser leurs partisans, le scrutin du 13 juin paraissant encore lointain. Au-delà des divisions de la droite, l'intervention de l'OTAN rend peu audibles les enjeux de ces élections

RODEZ (Aveyron)

de notre envoyée spéciale

Prenez une campagne européenne, dont le scrutin apparaît encore lointain ; ajoutez-y une guerre dont les enjeux sont complexes et mal perçus ; une cohabitation qui, sur ce sujet, ne simplifie pas les choses ; un électoral mal remis d'une dissolution qui l'a saigné à blanc et des déchirures des élections régionales de 1998 ; et, pour compléter le décor, versez-y une pincée de haines locales tenaces au sein de la fédération départementale : vous obtenez le fond de tableau déprimant de la réunion électorale que Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy ont animée, jeudi 1^{er} avril, à Rodez.

Dès l'arrivée, le président et le secrétaire général du RPR s'étaient partagé les rôles : à M. Sarkozy, la rencontre houleuse, à huis clos, avec les militants pour préparer un meeting qui s'annonçait périlleux tant la fédération est divisée depuis l'exclusion d'une des fortes têtes locales, Michel Astoul, candidat dissident aux élections régionales ; à M. Séguin, la visite, en maigre compagnie militante, d'une librairie de Rodez, qui est aussi le siège des éditions du Rouergue. L'idée est plutôt séduisante, sauf que... dans les rayons d'histoire figure, en vedette, l'ouvrage de

François Bayrou sur Henri IV. Passons. Jacques Godfrain, l'unique député RPR rescapé dans le département, entraîne ensuite son hôte dans la cathédrale. L'évêque les accueille avec chaleur, sauf que... la visite doit se faire au pas de course, car l'heure de la messe du jeudi saint approche et les paroissiens s'impatientent. Reste la traditionnelle promenade dans les rues de la ville, sauf que... la journée se termine et que les commerçants, tout occupés à compter leur recette de la journée, ne lèvent pas les yeux de leur caisse.

BOUDERIE OSTENSIBLE

Devant le Palais des congrès de Rodez, huit ou neuf cars stationnent, Des militants RPR, venus de Nîmes - « trois heures de route ! », dit fièrement l'une d'entre eux - achèvent leur casse-croûte. Lumière, musique, entrée sous les applaudissements, sauf que... une bonne partie de la salle, dans les premiers rangs à droite, reste ostensiblement assise, bras croisés, regards hostiles. Quant au chef de file local du parti allié, Démocratie libérale, le président du conseil général, Jean Puech, il s'est fait excuser. Bravement, la secrétaire départementale, Régine Toussat, lit son mot d'accueil sous les sifflets d'une poignée de mili-



tants qui, quelques instants plus tard, applaudissent à tout rompre l'entrée tardive et triomphale de son adversaire exclu du RPR. A la tribune, Nicolas Sarkozy crispe les mâchoires, Philippe Séguin affiche un air stoïque et absent. Même le nom de Jacques Chirac, lancé comme une ultime bouée, vient échouer tristement sur les bancs.

Un silence mauvais accompagne le secrétaire général du mouvement lorsqu'il prend à son tour la parole. Direct, il évoque la rencontre qui a précédé : « Ça s'est passé comme dans une famille où on se dit franchement les choses. » Offensif, il lance : « Si on ne devait aller que dans les départements où on n'a pas eu de difficultés, on ne sorti-

rait pas de Paris, euh, et encore... Paris, se reprend-il aussitôt, ce n'est pas simple non plus... » Pénitent, il rappelle la dissolution : « Quand on ne fait pas la politique pour laquelle on a été élu, on perd ses amis et on ne gagne pas ses adversaires. » Hochements de tête sévères mais approbateurs sur les rangs de droite.

M. Sarkozy aborde alors le sujet périlleux du Front national et justifie le refus des alliances. Silence de plomb, que viennent déchirer quelques applaudissements lorsqu'il parle de « tous ces électeurs qui nous ont quittés et qu'il va falloir faire revenir ». Puis vient l'heure du câlin aux militants, c'est-à-dire de l'attaque du camp adverse, et la salle, enfin, se réveille. Salve finale : « Est-ce que, pour deux mois et demi de campagne, ça ne vaut pas le coup de mettre de côté nos divergences ? Chaque voix qui ne sera pas donnée à la liste Séguin-Madelin, c'est une voix pour Hollande. » Le public est gagné.

COMMISSION, VEAUX, GUERRE

A Philippe Séguin de jouer. Reconnue, la salle veut de la castagne, de la hargne. L'appel, une fois de plus, au départ des ministres communistes, lui convient ; la volonté assumée de « convaincre tous les électeurs, quels qu'aient été leurs votes précédents, parce que ce-

la s'appelle la démocratie » lui agréé ; mais le long chapitre sur les pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg l'ennuie ; et les propositions de réforme de la Commission de Bruxelles l'endort ; seul le report de la réforme du secteur laitier et la prime aux veaux de lait - « obtenus grâce à Jacques Chirac et personne d'autre » - l'intéressent encore.

Et la guerre ? Il ne manquait plus qu'elle pour compliquer la tâche. « Notre appui au président de la République est total », lance le président du RPR, ajoutant aussitôt : « Mais il n'est pas aveugle ou inconscient. Il est lucide. Il est à la mesure des risques encourus par nos soldats (...). Il est à la mesure des incertitudes, aussi bien militaires que diplomatiques, qui pèsent encore sur la réussite de cette opération. »

A cette heure, la croix européenne est lourde à porter. Le public le sent. Il applaudit, parce que c'est fini et il entonne *La Marseillaise*, parce que ça fait toujours du bien. Vite, très vite, MM. Séguin et Sarkozy s'engouffrent dans leur voiture. Dans l'avion du retour, le secrétaire général force son enthousiasme : « Dis, président, tu as vu le dernier sondage. Félicitations, tu es à 23 %... »

Pascale Robert-Diard

La profession de foi européenne de M. Bayrou

LOURDES (Hautes-Pyrénées)

de notre envoyée spéciale

Quoi de mieux pour roder une campagne électorale qu'une étape sur un circuit dont on connaît chaque courbe et dont on appelle par son prénom un grand nombre d'habitants ? Après ses premiers déplacements dans les terres moins familières de la Bretagne, de Nice et de la banlieue parisienne, qui ont essuyé les plâtres du début de sa précampagne européenne, François Bayrou a retrouvé, jeudi 1^{er} avril, celles, plus familières, du Sud-Ouest, depuis le Gers agricole jusqu'aux contreforts des Pyrénées. Délaissant les Pyrénées-Atlantiques, dont il préside le conseil général, il s'est élané dans les Hautes-Pyrénées voisines de sa propre circonscription, terres de mission puisque dominées par la gauche, mais aussi terre de miracles...

Sa venue à Lourdes, ponctuée par une réunion publique, répondait, pour le président de l'UDF, à plusieurs objectifs. Avérer le miracle de l'amitié, tout d'abord. Il doit être dorénavant bien clair pour tout le monde que le maire de la ville, Philippe Douste-Blazy, n'a jamais été, n'est pas et ne saurait être, à échéance humainement envisageable, le rival ou, pis, l'ennemi intérieur, de M. Bayrou. Ces « inventions » de la « presse » sont inconcevables entre amis de « cent ans » : « Le grand-oncle de Philippe était le médecin de ma grand-mère, qui est morte jeune, d'ailleurs », a confié le chef de file de la liste UDF. Sans craindre de se faire violence, tant il est « toujours difficile d'exprimer ses sentiments en public », le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale l'a, à son tour, assuré de son « amitié ». « Durant ces cent jours, tu peux compter sur mon soutien. Ce n'est pas le premier ni le dernier combat que nous mènerons ensemble. Cette liste sera notre liste », a ajouté l'ancien ministre de la culture avant de hisser, dans le panthéon centriste, M. Bayrou au rang de Jean Lecanuet après sa décision d'être candidat à l'élection présidentielle contre le général de Gaulle.

A Lourdes, M. Bayrou venait aussi chercher le souvenir d'un meeting, auquel prit part une assistance chaleureuse et nombreuse, à la fin de la campagne de la liste conduite par Simone Veil aux élections européennes de 1989. M. Bayrou en était alors le directeur de campagne, et

Lourdes, qui s'était donné comme maire M. Douste-Blazy, trois mois auparavant, allait offrir, quelques jours plus tard, son meilleur score à la liste centriste. Ce souvenir n'était pas inutile à M. Bayrou, jeudi, pour tenter d'amorcer ce à quoi il voudrait parvenir dans cette campagne : « Faire naître de l'émotion sur l'Europe. »

« Les mêmes qui ont empêché la CED regrettent aujourd'hui la suprématie américaine »

Devant un auditoire de trois cents personnes, avec, en toile de fond, le slogan de sa campagne - « Franchement européens » -, il a rappelé que sa campagne serait tout entière consacrée à l'Europe. Sans citer le nom de sa cible, Philippe Séguin, il a accusé ceux qui, comme le président du RPR, estiment que parler de l'Europe pendant la campagne est « hors su-

jet », de propager des « sornettes » : « On veut prendre les citoyens pour des imbéciles, et on a tort », a ajouté M. Bayrou. Et, pour bien faire entendre que, comme l'avait perspicacement sous-entendu son « ami » Philippe Douste-Blazy, les élections européennes ne sont pas son seul horizon, le président de l'UDF a ajouté : « Nous, nous sommes une génération nouvelle de la politique et nous avons un projet européen nouveau à porter. »

De ce projet, la crise du Kosovo vient dramatiquement mettre au premier plan le chapitre défense. Aux sympathisants lourdaux, M. Bayrou a exposé longuement pourquoi, selon lui, « la guerre et la paix ne sont plus de l'échelle d'un pays, à l'exception des Etats-Unis ». Il propose que l'Europe y remédie en constituant une « Communauté européenne de défense », représentant ainsi le nom du projet avorté il y a quarante-cinq ans, qui traduisait selon lui « une vision prophétique ». « Certains souvenirs font sourire », a remarqué M. Bayrou. Ce sont les mêmes qui ont empêché la CED qui regrettent aujourd'hui la suprématie américaine. » A bon entendre...

Cécile Chambraud

M. Hollande prend le temps de lancer sa campagne

Une convention nationale du PS ratifiera, le 10 avril, liste et programme

LES SOCIALISTES ne sont pas mécontents d'avoir pris leur temps pour démarrer vraiment leur campagne européenne. Ils subissent ainsi moins que les autres l'« effet Kosovo », même s'ils savent, selon l'évolution du conflit dans les Balkans, qu'ils risquent de parler plus d'Europe de la défense que de la croissance et de l'emploi. Le 25 mars, en Isère, François Hollande a déjà été obligé de consacrer, au lendemain du début des frappes aériennes, l'essentiel de son propos au Kosovo.

La liste qui conduira le premier secrétaire du PS est soumise, depuis le 31 mars, au vote des militants. La campagne sera lancée officiellement le 10 avril, lors d'une convention nationale, à Paris, qui ratifiera la liste et le « programme commun » du PS, du Parti radical de gauche (PRG) et du Mouvement des citoyens (MDC). Le texte, qui a fait l'objet d'un débat au bureau national, le 23 mars, et, dans la foulée, d'une discussion avec le PRG et le MDC (Le Monde du 25 mars), reprend les vingt et un engagements du manifeste du Parti des socialistes européens (PSE), adopté le 1^{er} mars à Milan,

et l'agrément de propositions à partir du document de la convention « nation-Europe » du PS et de ses accords avec le PRG et le MDC. Finalisé au bureau national du 6 avril, ce programme sera présenté, le 10 avril, sous la forme d'un petit livre rouge carmin - couleur choisie pour la campagne de tous les sociaux-démocrates européens -, lors d'une convention à laquelle sont invités les états-majors du PRG et du MDC, avec Jean-Michel Baylet et Jean-Pierre Chevènement.

UN « ADDENDUM » DU MDC

Le projet de programme réaffirme une priorité pour l'emploi, avec un « pacte européen pour l'emploi » prévoyant « des critères de convergence contraignants ». Il réclame aussi « une stratégie coordonnée de croissance durable », avec lancement d'un emprunt européen pour financer des grands travaux et une harmonisation fiscale passant par « une baisse de la TVA sur les activités à forte main-d'œuvre ». La négociation d'un traité social, avec instauration d'un salaire minimum européen, l'inscription de l'« objectif de la

croissance et du plein emploi » dans les statuts de la Banque centrale européenne, l'abolition des privilèges des parades fiscales, l'examen de tout projet de directive « selon le principe d'intérêt général érigé au même rang que la libre concurrence », la mise en œuvre d'une politique européenne de « codéveloppement avec les pays d'origine de l'immigration », le soutien à une politique de « développement durable », l'accélération d'Europol, « pour une bonne coopération policière européenne », font partie des principaux axes de ce programme commun.

Partant du principe, défini dans le préambule, d'une « union librement consentie de nations et de peuples », ce qui évite d'employer la formule de « fédération d'Etats-nations », chère au PS mais rejetée par le MDC, le programme évoque la préparation d'une future « Constitution européenne » par « une large consultation avec les forces politiques, civiles et sociales ». Pour réguler le système financier international, il prône l'instauration d'une taxe, type Tobin, sur les transactions financières internationales. Sur la sécurité, les engagements doivent être relus à la lumière du conflit du Kosovo puisqu'ils insistent sur la nécessité d'affirmer « au sein de l'Alliance atlantique une identité européenne plus clairement définie » et de « contribuer, avec les Etats européens qui le veulent, à toutes les initiatives allant dans le sens d'une défense commune ».

Pour contourner le différend avec le MDC, qui a fait inscrire dans son accord avec le PS le maintien - « pour le moment » - de la règle de l'unanimité au conseil des ministres « chaque fois qu'est en jeu un intérêt vital », le programme retient l'objectif de l'« extension du vote à la majorité dans tous les domaines dans lesquels l'Europe doit progresser ». Un addendum du MDC doit préciser qu'il prend acte de ces orientations qui rejoignent sa propre volonté de « réorienter la construction européenne ». Sur ces bases, M. Hollande pourra vraiment démarrer sa campagne, avec, le 14 avril, un déplacement dans le Pas-de-Calais, et, le 15, un grand meeting européen à Madrid.

Michel Noblecourt

M. Chevènement pressé

de quitter le gouvernement

Le Mouvement des citoyens du Valenciennois et de la Sambre demande à Jean-Pierre Chevènement, président du MDC et ministre de l'Intérieur, de « quitter le gouvernement afin de marquer clairement sa réprobation » des bombardements de l'OTAN. Dans des lettres adressées le 29 mars à « plusieurs personnalités influentes » du MDC, et à l'entête du parti, ces responsables locaux estiment que « ce gouvernement n'est pas [le leur] ». Deux des quatre représentants du Nord au conseil national du MDC s'étaient déjà vivement opposés à la présence de candidats de leur parti sur la liste conduite par François Hollande pour les élections européennes. Pour Jean-Claude Borgogno, responsable du mouvement à Valenciennes, « le MDC, désormais, n'a plus d'avenir : avec 4 500 adhérents, il va soit s'organiser en fan club, soit exploser ».

à 5 min de PARIS

LE 1^{er} SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

500 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

227, bd Anatole France 93200 St DENIS - 01 49 33 60 90

De PARIS : Pte de St Ouen, aller à la Mairie de St Ouen, puis 300 m

NOUS ACHETONS COMPTANT VEHICULES RECENTS années 94 à 98 2500km/an pour diesel - 15000 km/an pour essence

CONTACTER M. MERCIER 01 49 33 60 86 - 01 49 33 60 90

SI DENIS SI OUEN PARIS Géant OCCASIONS TOUTES MARQUES

Le budget 2000 donnera la priorité à une diminution des déficits

Des baisses d'impôt n'interviendront que si la croissance est forte

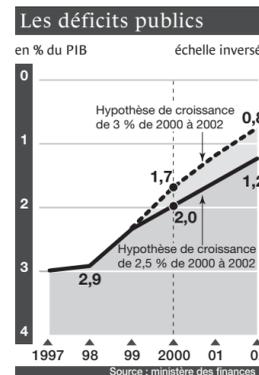
Lors de la réunion du gouvernement, jeudi 1^{er} avril, Dominique Strauss-Kahn a présenté les équilibres du projet de loi de finances pour

2000. Si la croissance avoisine 2,5 %, les déficits publics devraient être abaissés à 2 % du PIB. La norme d'évolution des dépenses n'est pas arrê-

tée, mais elle sera, en tout état de cause, rigoureuse. Des baisses d'impôt ne seront annoncées que si l'activité est plus forte que prévu.

INITIALEMENT, Lionel Jospin avait décidé que la réunion, jeudi 1^{er} avril, des membres de son gouvernement constituerait le coup d'envoi du prochain débat budgétaire. En prévision des traditionnelles « lettres de cadrage » que le premier ministre doit envoyer, d'ici au 15 avril, à tous les ministres pour leur indiquer les grands équilibres du projet de loi de finances pour 2000, il était prévu que cette rencontre permette un échange sur le sujet. L'actualité en a décidé autrement. A cause du Kosovo et des obsèques de Michel Crépeau, il n'a été que peu question du budget. Tout juste Dominique Strauss-Kahn a-t-il eu le temps de brosser les grands scénarios sur lesquels il travaille, avant que quelques ministres ne fassent part de leurs premières observations.

Le tableau dressé par le ministre de l'économie et des finances permet, toutefois, de se faire une idée assez précise des contours du futur projet de budget. Sans surprise, il honorera les engagements pris par la France dans le cadre du pacte de stabilité (*Le Monde* du 25 décembre 1998). A la fin de 1998, le gouvernement a, en effet, transmis à Bruxelles « un programme pluriannuel de finances publiques à l'horizon 2002 » qui encadre toutes les décisions budgétaires à venir. Dans ce plan, le gouvernement estimait que la croissance pourrait être comprise entre 2,5 % et 3 % l'an. De 2,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 1998 puis 2,3 % en 1999, les déficits



publics devaient, par ailleurs, être ramenés entre 1,7 % et 2 % en 2000, puis entre 0,8 % et 1,2 % en 2002. Il était, en outre, prévu que les dépenses de l'Etat progresseraient de 1 % en volume, au total, sur les trois années 2000, 2001 et 2002. Enfin, il était indiqué que les prélèvements obligatoires, après avoir atteint un sommet historique à 46,1 % du PIB, amorceraient une baisse régulière pour se situer entre 44,9 % et 45,2 % en 2002.

Après avoir rappelé à ses collègues les contours de ce plan, M. Strauss-Kahn leur a indiqué qu'il lui semblait sage, dans l'immédiat, de dessiner un projet de loi de finances pour 2000 prenant pour hypothèse économique la prévision de croissance la plus prudente, c'est-à-dire 2,5 %, quitte

à ce que, au cours de l'été, Bercy, en fonction des indications les plus récentes données par la conjoncture, ne révisé à la hausse cette estimation initiale. Du même coup, c'est aussi le scénario « prudent » que le ministère des finances a retenu pour les déficits publics. Dans l'immédiat, il est donc prévu qu'ils soient abaissés de 2,3 % en 1999 à seulement 2 % du PIB en 2000.

MAÎTRISE DES DÉPENSES

Pour les dépenses, M. Strauss-Kahn ne s'est visiblement pas encore fait une religion. La norme prévue reposant sur une hausse en volume de 1 % en trois ans constitue, en effet, un changement de credo budgétaire. Jusqu'à présent, la gauche avait toujours laissé entendre que, à la différence de la droite, adepte d'une stagnation des dépenses publiques, elle aurait à cœur de ne pas trop rogner sur les crédits. C'est la raison pour laquelle le budget de 1999 prévoit des dépenses en hausse de 1 % en volume, soit autant en une seule année que ce qui est prévu pour les trois années suivantes.

Alors, faut-il que les crédits stagnent en l'an 2000 et que le gouvernement se garde la petite marge de manœuvre annoncée pour les deux années suivantes ? Ou bien le gouvernement doit-il faire un petit geste tout de suite ? M. Strauss-Kahn a laissé la question ouverte.

Ces premières indications donnent, en tout état de cause, la philosophie générale du futur pro-

jet de loi de finances pour l'an 2000. Retenant pour priorité la baisse des déficits publics et une progression nulle ou très modérée des dépenses de l'Etat, la première esquisse présentée ne prévoit pas de baisses d'impôt. Sont-elles pour autant exclues ? Pas totalement. Le ministre des finances a, en effet, précisé que – dans l'hypothèse où la croissance serait sur une pente supérieure à 2,5 % – il préconiserait que le surplus de recettes fiscales ainsi généré soit affecté à une diminution complémentaire du déficit et à une baisse d'impôt.

Lors de la séance, au Sénat, des questions d'actualité au gouvernement, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, a, quelques instants plus tard, pris un engagement plus ferme. « La hausse 1993-1997 des prélèvements obligatoires est interrompue, et, à partir de l'an 2000, vous verrez ces prélèvements obligatoires diminuer, comme le gouvernement s'y est engagé », a-t-il déclaré. Il reste que, pour l'heure, ce n'est pas la priorité. Alors que ces prélèvements obligatoires devaient baisser de 0,2 point en 1998 puis de 0,2 point en 1999, le gouvernement a récemment admis qu'en fin d'année ils devraient toujours se situer à leur niveau record de 1997 (*Le Monde* du 20 mars). Et, si baisse il y a en l'an 2000, ce qui n'est pas assuré, elle sera, en tout état de cause, modeste.

Laurent Mauduit

Les députés reconnaissent le concubinage homosexuel

IL Y AVAIT de la gêne sur les bancs de la droite, à l'Assemblée nationale, jeudi 1^{er} avril. S'opposer, des heures durant, au pacte civil de solidarité (PACS), alors que le conflit en ex-Yougoslavie se durcit et génère des « milliers de réfugiés », a quelque chose de « sur-réaliste », a reconnu Thierry Mariani (RPR, Vaucluse), en début de matinée. Et puis, c'est « la semaine de Pâques », a complété Christine Boutin (app. UDF, Yvelines). L'opposition, réduite à quatre ou cinq députés dans l'hémicycle, a donc jeté l'éponge. Le débat tant attendu sur le concubinage, qui divise la droite, a été ainsi vite expédié.

Les députés ont, en effet, examiné l'amendement de la commission des lois qui reconnaît le concubinage dans le code civil, en complément du PACS. La majorité a repris la définition du Sénat, en la précisant : « le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexes différents ou de même sexe, qui vivent en couple ». Selon la version du Sénat, le concubinage est « le fait, pour deux personnes, de vivre en couple, sans être unies par le mariage ». « Nous sommes ouverts aux propositions de l'opposition en vue de la troisième lecture », a précisé Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône), rapporteur de la commission des lois.

Pour l'heure, la droite a étalé ses divisions. Germain Gengenwin (UDF, Bas-Rhin) s'est

« résolu » opposé à l'amendement tout en reconnaissant que le concubinage est « une réalité sociale ». « Je sais que ça existe », a-t-il concédé, refusant toutefois d'introduire un texte « aussi lourd de conséquences » dans le code civil, « sans avoir réfléchi aux conséquences ». « Certains d'entre nous accepteront la disposition que vous proposez mais, pour ma part, je la trouve inadmissible », a déclaré M^{me} Boutin.

RISQUES DE « CONCUPACSAGE »

L'opposition est « plurielle », a constaté M. Mariani. Le groupe RPR est favorable à la reconnaissance du concubinage dans le code civil, mais selon la version du Sénat : le concubinage ne peut être qu'une alternative au PACS, pas un complément. Le député a donc annoncé son « abstention », avant de préciser qu'il était « tout à fait prêt à accepter le concubinage hétérosexuel et homosexuel ». Dans les couloirs, mercredi, M. Mariani soulignait qu'il avait accordé trois certificats de concubinage homosexuel dans sa commune de Valréas.

Il n'y a pas de « hostilité de principe » à « ouvrir un certain nombre de droits au concubinage hétérosexuel et homosexuel », a déclaré Dominique Dord, au nom du groupe DL... mais pas dans le code civil, a-t-il nuancé. « Nous sommes partagés et un peu inquiets à l'idée de l'inscrire dans le code civil, pour son côté emblématique », a poursuivi le député de

Savoie. Mercredi, après avoir participé à la manifestation des anti-PACS (*Le Monde* du 1^{er} avril), également hostiles à la reconnaissance légale du concubinage, il avait défendu l'idée d'« une attestation de vie commune » devant notaire. L'amendement a finalement été adopté par les seuls députés de gauche.

L'opposition s'est ressoudée pour critiquer le « tandem » PACS-concubinage. M. Mariani a alerté l'Assemblée sur les risques du « concupacsage », une personne pouvant être à la fois engagée dans un PACS et vivre en concubinage avec une tierce personne. Claude Goasguen (DL, Paris) et M. Dord ont fait remarquer que le concubinage, tel qu'il est défini par l'Assemblée, est « beaucoup plus exigeant » que le PACS alors qu'il ouvre « moins de droits ». « La pratique du concubinage sera inopérante. Peut-être le supprimerez-vous en troisième lecture ! », a parié M. Dord.

La séance s'est achevée avant 13 heures pour libérer ceux qui comptaient se rendre aux obsèques de Michel Crépeau, à La Rochelle. Dans le silence, la gauche a achevé à toute vitesse l'examen en deuxième lecture du PACS, avant le vote solennel qui interviendra mercredi 7 avril. « Notre opposition reste déterminée et totale », a rappelé une dernière fois M. Mariani. « Rendez-vous à la troisième lecture ! », a-t-il conclu, tandis que, dans les couloirs, fusait un « Joyeux Pâques ! »...

Clarisse Fabre

Affrontement entre l'ordre des avocats et les juges de l'affaire Elf

Une perquisition est au centre du conflit

SANS ATTENDRE que prenne forme l'action judiciaire envisagée contre elle par l'ordre des avocats de Paris – et annoncée par plusieurs journaux –, la juge d'instruction Eva Joly a choisi de s'en prendre à l'ensemble des avocats, jeudi 1^{er} avril. Invitée d'un débat organisé par l'Association de la presse anglo-américaine à Paris, la magistrate a notamment affirmé que « 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité [allait] aux avocats », sans indiquer l'origine d'une telle statistique, ajoutant qu'« il n'y aurait pas de blanchiment d'argent sans avocats ». M^{me} Joly entendait ainsi justifier les perquisitions effectuées par elle et certains de ses collègues dans des cabinets d'avocats et qui ont suscité la réaction du conseil de l'ordre.

Mardi 30 mars, l'instance supérieure des avocats parisiens avait décidé d'engager une procédure civile dans le but de faire reconnaître que des « dysfonctionnements » avaient entaché la perquisition conduite au cabinet de M^e Eric Turcon, le 26 janvier, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les deux juges chargées de l'affaire Elf, accompagnées par deux autres magistrats, chargés, eux, de l'instruction sur la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Estimant que cette perquisition avait « gravement porté atteinte au secret professionnel », la bâtonnière de Paris, Dominique de la Garanderie, a confié à M^e Henri Leclerc le soin de saisir le tribunal afin d'obtenir de l'Etat la « réparation » du « dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice ». Une assignation devait être délivrée, vendredi 2 avril, à l'agent judiciaire du Trésor pour que la question soit soumise à la justice.

En fait, l'initiative en revient à M^e Turcon. Il avait lui-même sollicité, voici trois semaines, l'appui de son ordre professionnel pour engager des poursuites contre les juges Joly et Vichnievsky sur le terrain pénal. Estimant que la perquisition conduite dans ses locaux pouvait être constitutive d'une « violation de domicile » et d'une « atteinte au secret de la correspondance », le conseil de l'avocat, M^e Jean-Pierre Gastaud, avait produit une consultation établie par un professeur de droit, André Decocq, qui affirmait avoir décelé plusieurs délits dans les circonstances ayant entouré la perquisition.

L'irruption des juges au cabinet de M^e Turcon avait connu un précédent, un an plus tôt, le 22 janvier 1998. Ancien fonctionnaire des impôts, spécialiste des procédures fiscales, l'avocat était le conseil d'Alfred Sirven, l'ex-directeur des « affaires générales » d'Elf, avant que celui-ci ne quitte la France pour échapper aux poursuites. Lors de la première perquisition, les dossiers ouverts au nom de M. Sirven et de sa famille avaient été saisis, mais M. Turcon n'a jamais été

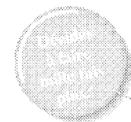
inquiété ou poursuivi par la suite. L'avocat en déduit que le retour en force des juges à son cabinet n'avait d'autre but que d'y découvrir des indices permettant de localiser M. Sirven, sous le coup d'un mandat d'arrêt dont la diffusion internationale avait connu quelques retards (*Le Monde* du 8 janvier). Pendant que les juges chargés de l'enquête sur la MNEF examinaient ses dossiers, puisqu'il fut aussi l'un des conseils de la mutuelle, M^{me} Joly et Vichnievsky avaient scruté l'ensemble de ses archives, agendas, registres téléphoniques, courriers, extraits de comptabilités et mémoires informatiques, allant jusqu'à vérifier les visas apposés sur son passeport ainsi que les numéros mémorisés sur le téléphone mobile de son épouse. Mais aucune de ces pièces ne semble, à ce jour, avoir permis d'imputer à l'avocat une quelconque infraction en lien avec l'affaire Elf.

M^e Turcon avait lui-même sollicité l'appui de son ordre pour engager des poursuites contre les juges Joly et Vichnievsky

La mise en examen de M^e Turcon pour « faux et usage et subornation de témoins », le 25 mars, et son incarcération dans le cours de l'enquête sur la MNEF a sans doute affaibli sa démarche auprès du conseil de l'ordre. Mais sa remise en liberté sur décision du président de la chambre d'accusation de Paris (*Le Monde* du 2 avril), lui a redonné quelque force. L'ordre des avocats n'a pas voulu attaquer directement les deux juges sur le terrain pénal mais il a souhaité, dans un communiqué, « faire reconnaître, dans un délai bref, les limites d'une perquisition portant atteinte aux droits de la défense et au secret professionnel qui s'impose à tout juge ». Le défenseur de M. Turcon s'appuie, lui, à faire délivrer une citation correctionnelle aux deux magistrats, en invoquant, outre les deux délits précédemment évoqués, l'article 432-1 du code pénal, réprimant le fait, pour une personne dépositaire de l'autorité publique, de « prendre des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi » – en l'occurrence, celle préservant les droits de la défense. Avocat poursuivant ses juges, M. Turcon espère ainsi obtenir, devant un tribunal parisien, une inversion des rôles aux aléas inédites.

Hervé Gattegno

*Offre valable jusqu'au 14 juillet 1999, au-delà nous consulter, pour une voiture de catégorie X pour une location de 7 jours en Floride.



RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

Le recensement changera la donne des communes

L'Insee termine ses enquêtes démographiques samedi 3 avril et en publiera les premiers résultats en décembre. Ces statistiques auront d'importantes conséquences locales, car elles déterminent, selon le seuil de la population, les dotations de l'Etat ou le mode d'élection aux municipales

LE MONTANT des subventions de l'Etat aux collectivités locales, le mode d'élection des conseils municipaux, la rémunération des élus et celle des fonctionnaires territoriaux, les règles d'urbanisme ou l'implantation d'une pharmacie... Tout cela dépend des résultats du recensement qui prend fin samedi 3 avril. « Nous pourrions nous passer de cette lourde opération pour connaître la population totale en France », indique Michel Glaude, directeur des statistiques démographiques à l'Insee. Mais si son organisation est nationale, son utilisation essentielle est locale. Le recensement détermine en effet l'application de plus de deux cents textes législatifs et réglementaires, dont la plupart concernent les collectivités territoriales.

Première implication essentielle du recensement : ses résultats fixent le montant des concours de l'Etat aux communes. Ainsi, une partie de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est-elle calculée en fonction du nombre d'habitants. Pour 1998, 79,4 milliards de francs (12,1 milliards d'euros), soit plus de 20 % du total des recettes de fonctionnement des

communes, ont été répartis suivant ce critère démographique. Un accroissement de la population, authentifié par le recensement, se traduira donc par une hausse des dotations de l'Etat étalée sur deux années.

Par exemple, la ville de Besançon estime que 1 000 habitants supplémentaires, sur une population de 120 000 personnes répertoriées en 1990, entraîneront une hausse de sa DGF de près d'un million de francs par an. Ces évolutions devraient être prises en compte dès la loi de finances pour l'an 2000. Pour les communes qui subissent une diminution de leur population, la réduction des concours de l'Etat sera amortie sur trois années.

BULLETINS SUSPECTS

« Les communes ont intérêt à ce que le recensement soit le plus complet possible pour que leur population augmente », note M. Glaude. Certaines collectivités pourraient être tentées par un « bourrage des urnes » pour accroître leurs futures recettes, mais l'Insee, vigilante, surveille étroitement la collecte des fiches de re-

censement, mission déléguée aux communes. En 1990, une polémique avait surgi à propos du nombre d'habitants à Saint-Etienne. L'Insee avait jugé suspects 2 000 bulletins totalisés par les services municipaux. Ils permettaient à la ville de franchir la barre des 200 000 habitants et donc d'entrer dans une catégorie mieux financée. Très souvent, les différends se règlent à l'amiable. Mais parfois, il arrive qu'un maire soit poursuivi en justice pour

« falsification de documents administratifs ».

Deuxième type d'impact du recensement : le droit des collectivités locales est structuré autour de plusieurs dizaines de seuils démographiques qui déterminent leur organisation et leur fonctionnement. La disposition la plus spectaculaire concerne le mode de scrutin municipal. Ainsi, pour les communes de moins de 3 500 habitants, celui-ci est majoritaire à deux tours. Au-delà, le scrutin ré-

serve la moitié des sièges à la liste arrivée en tête au second tour et répartit les autres à la proportionnelle.

« FONCTION PRÉFÉRENTIELLE »

Le nombre d'habitants a donc des conséquences importantes sur la vie démocratique des communes. Les règles de fonctionnement des conseils municipaux changent aussi : au sein des communes de plus de 3 500 habitants, les droits des minorités politiques sont renforcés et leur travail facilité. Des effets de seuil existent encore pour la fixation du nombre de conseillers municipaux (de 9 pour les communes de moins de 500 habitants jusqu'à 69 pour les villes de plus de 300 000 habitants), le calcul des indemnités des élus locaux, la rémunération des hauts fonctionnaires territoriaux ainsi que le recrutement du personnel.

La logique est identique en matière de plan d'occupation des sols, d'urbanisme commercial ou de création de pharmacies. Dans les communes de moins de 5 000 habitants, une seule officine est ainsi autorisée pour chaque tranche de

2 000 habitants. Il faudra attendre décembre 1999 et la publication des résultats du recensement pour connaître le nombre de communes concernées par toutes ces modifications.

Autre aspect du recensement, moins palpable mais jugé « fondamentale » par l'Insee : ces éléments chiffrés fourmillent d'informations pour les élus, les administrations, voire les entreprises. « C'est la fonction préférentielle du recensement. Il sert les aménagements du territoire, comme l'ouverture d'une classe, l'organisation de la circulation ou les réseaux de transports en commun », précise M. Glaude.

Les collectivités locales ont accès, pour un coût réduit, aux données de l'Insee sur des zones rassemblant entre 200 et 300 personnes et pourront adapter leurs décisions, aujourd'hui fondées sur les chiffres de 1990, en fonction de chaque quartier, de chaque hameau. Les élus scrutent attentivement les résultats du recensement. Car l'expansion ou le déclin d'une commune participe aussi du bilan politique des maires.

Luc Bronner

Aumontzey (Vosges) est en butte avec le classement de l'Insee

ÉPINAL

de notre correspondant

La majorité des habitants d'Aumontzey, dans les Vosges, ne rendront pas, samedi 3 avril, les formulaires du recensement. En conflit avec l'Insee, Maurice Jechoux, le maire, a obtenu un délai exceptionnel de quinze jours supplémentaires qui devrait être mis à profit pour tenter des conciliations, dont l'une avec Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie auprès du ministre de l'économie, dont dépend l'Insee : Aumontzey se trouve aussi sur la circonscription électorale de M. Pierret.

Maire depuis 1995, M. Jechoux n'a de cesse de trouver la faille pour contrer le classement de ce village de 450 habitants en « unité urbaine ». Jusqu'au recensement de 1990, un arrêté préfectoral de 1972 répertoriait Aumontzey parmi les communes rurales. Mais ensuite, l'Insee, tentant d'harmoniser sa classification avec les usages européens, a adopté la notion d'unité urbaine qui se définit notamment par la continuité de l'habitat entre deux communes. Or la dernière habitation d'Aumontzey se situe à moins de deux cents mètres de la première maison de Granges-sur-Vologne, le chef-lieu de canton voisin.

Cette nouvelle classification n'a pas tardé à avoir des répercussions sur les finances de la commune. En 1992, l'Agence de l'eau a augmenté la taxe pollution de sa redevance puisque son montant est proportionnel au risque et aux concentrations de population. « La note a simplement doublé du jour au lendemain », s'insurge M. Jechoux, qui dénonce aussi les conséquences sur les aides du conseil général. Pour le transport scolaire, comme commune rurale, nous pourrions

prétendre à un taux de subvention de 85 %. Nous ne touchons que 62 % ».

Le Conseil d'Etat, saisi par le maire il y a deux ans, a reconnu que le classement de l'Insee n'était pas un acte administratif. La commune a été déboutée sur la forme, mais le commissaire du gouvernement avait incité les magistrats à reconnaître que seul le conseil municipal a compétence pour délimiter l'agglomération de sa commune. Suggestion sur laquelle s'appuie le préfet des Vosges pour tenter de résoudre le conflit. Il vient de proposer aux maires d'Aumontzey et de Granges-sur-Vologne de prendre en parallèle deux arrêtés confirmant les plans d'occupation des sols de leurs localités voisines.

BOYCOTTAGE

Ces arrêtés seraient alors opposables aux administrations qui invoquent le classement Insee pour définir participation ou subvention communale. Le maire d'Aumontzey ne comprend pas cette complication : « Il eût été si facile de demander à l'Insee de corriger son classement. C'est à croire que l'institution est intouchable. »

Pour montrer sa résolution, la commune a donc boycotté le recensement en cours, espérant que l'Insee rectifierait d'elle-même le classement. Mais son directeur régional, Etienne Treynard, s'en tient aux « critères scientifiques qui ne sont pas soumis à interprétation ». Si M. Pierret ne parvient pas à dénouer la situation - une première rencontre était prévue vendredi -, ce sera au président du tribunal administratif de Nancy de tenter de concilier les points de vue.

Christophe Dollet

DÉPÊCHES

■ **TRANSPORTS** : les plans de déplacements urbains (PDU), prévus par la loi sur l'air du 30 décembre 1996 pour les 65 villes de plus de 100 000 habitants, tous en cours d'élaboration (sauf à Lyon où il a déjà été adopté), privilégient pour les trois quarts d'entre eux les transports en commun, selon une enquête lancée à l'initiative du Groupement des autorités responsables de transport (GART). Mais seule une petite moitié de ces plans jugent aussi prioritaires les modes de déplacements « les plus économes et les moins polluants », le vélo et la marche à pied (*Le Monde* du 18 décembre 1998).

■ **SÉNAT** : le projet de loi sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a fait l'objet au Sénat, jeudi 1^{er} avril, d'un relatif consensus. Cependant, les sénateurs devraient s'opposer à l'élection au suffrage universel des conseillers des douze communautés urbaines, dans le cadre d'une pré-désignation sur les listes des élections municipales, qui avait été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

■ **MUNICIPALITÉS** : l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) a demandé au premier ministre, Lionel Jospin, d'organiser une table ronde sur la responsabilité pénale des élus. L'AMGVF souhaite « remettre à plat le droit de la responsabilité en France » et parvenir rapidement à une « amélioration de la législation en vigueur ».

offre

IBM ThinkPad® 390



700 FHT* à 1 000 FHT** de réduction sur l'achat d'un ThinkPad 390 avec processeur Intel® Pentium® II 233 ou 266 MHz et son modem IBM PCMCIA V90 56 Kbps évolutif GSM et RNIS.

contact

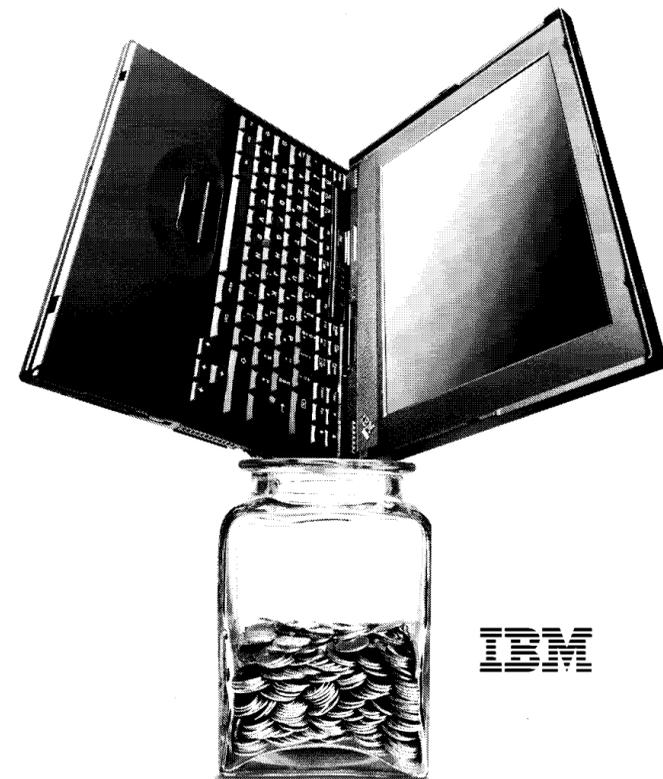
Pour profiter de cette offre exceptionnelle :
0 801 TEL IBM (0 801 835 426) ou
www.ibm.com/pc/fr/think/promo

prêt ? partez !

e-business tools®

ThinkPad 390, le plus abordable des ThinkPad, idéal pour démarrer. Processeur Intel® Pentium® II 233 à 333 MHz ou Intel® Celeron™ 300 MHz. Ecran TFT 12,1", 13,3" ou 14,1". Disque dur évolutif de 3,2 à 6,4 Go. Mémoire 32 ou 64 Mo. Lecteurs de disquettes et de CD-ROM intégrés. Baie modulable. A partir de 11 050 FHT***

thinkpad. jusqu'à 1 000 FHT de réduction



IBM



*844,20 FHT/128,70 € TTC de réduction sur l'achat du ThinkPad 39050FR + modem 01K1250 **1 206 FHT/183,85 € TTC de réduction sur l'achat du ThinkPad 39070FR + modem 01K1250. Offre exclusivement réservée aux entreprises. Offre exclusive de toute promotion et autres offres spéciales en cours, valable dans la limite des stocks disponibles. Réduction valable pour tout achat réalisé entre le 15/02/99 et le 15/04/99 auprès de l'un des revendeurs/distributeurs IBM. Réduction immédiate appliquée sur la facture du revendeur. Offre susceptible d'être arrêtée ou modifiée par IBM sans préavis. ***13 326,30 FHT/2 031,58 € TTC. Prix de vente estimatif. Chaque revendeur reste libre de fixer ses propres prix. Les logos Intel, Intel Inside et Pentium sont des marques déposées d'Intel Corporation. Les autres marques citées appartiennent à leurs entreprises respectives. *Outils e-business.

DISPARITION

Lucien Aigner

Un pionnier du photojournalisme

LE PHOTOGRAPHE américain d'origine hongroise Lucien Aigner, un pionnier du photojournalisme et de l'appareil Leica, est mort lundi 29 mars à Great Barrington (Massachusetts). Il était âgé de quatre-vingt-dix-sept ans.

Lucien Aigner appartient à cette riche génération de photographes hongrois qui ont fait les beaux jours, dans les années 30 à 60, de la presse internationale, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Sa photo la plus fameuse est sans doute un portrait d'Einstein, à l'université de Princeton, aux Etats-Unis, en 1940, passablement débrillé, une main dans la poche, devant un tableau noir maculé d'une formule savante. Aigner a été un des premiers photojournalistes à exploiter les capacités du petit, léger, discret et très maniable appareil Leica 35 mm, qui a permis à nombre de reporters de capter des instantanés durant les années 30, en Europe.

Né Ladislav Aigner, le 14 septembre 1901 à Novezamsky (Hongrie), il commence sa carrière de photojournaliste en 1924, s'établissant en France dans les années 30 comme correspondant de journaux hongrois, et fréquente Erich Salomon, mais aussi Robert Capa et Alfred Eisenstaedt. Mettant l'instantané au goût du jour, il se fait connaître par ses portraits non posés de Mussolini, Hitler, Churchill, Haïlé Sélassié, mais aussi de musiciens comme Menuhin. Ses reportages sont alors publiés dans les principaux journaux et magazines européens, *Vu* en France, *Müncher Illustrierte Presse* en Allemagne ou *Picture Post* en Grande-Bretagne.

De cette période, la plus novatrice de sa longue carrière, Lucien Aigner a écrit : *« Tout ce dont on avait besoin, c'était d'un petit appareil photo, qui pouvait être dissimulé dans la poche de côté, et, d'un air d'innocence et d'ennui sur le visage, en se baladant sans être remarqué parmi les gardiens, perdu dans la foule des participants d'une convention ou les représentants de la presse, au moment crucial, on tirait son petit appareil tenu ferme-*

ment à deux mains, placé sur le front et retenu par les coudes le long du corps ; et voilà, un dé clic, et on avait l'image, même dans de mauvaises conditions lumineuses, même de gens en mouvement. » Il disait aussi : *« Ce n'est pas l'image, mais l'interprétation de l'image qui donne son sens. Sans mots, il n'y a pas de sens. »*

Lucien Aigner émigre aux Etats-Unis, en 1939, où il est un des premiers Européens à travailler pour la célèbre revue *Life*, puis pour le *New York Times*. De 1946 à 1953, il est directeur de production pour le programme en langues étrangères de The Voice of America. Profondément affecté par la mort de Robert Capa, en 1954, durant la guerre en Indochine, il devient photographe de studio, à Great Barrington - ville qu'il ne quittera plus -, réalisant des portraits sur commande jusqu'en 1976, tout en poursuivant son activité de photojournaliste.

Les 50 000 négatifs qu'il avait laissés, en 1939, dans une vallette déposée dans la baignoire de l'appartement parisien de sa sœur, sont retrouvés par son frère, le styliste de mode Etienne Aigner. Lucien passe alors son temps à archiver et diffuser ses images, qui sont représentées dans de nombreuses collections internationales. Dans un entretien de 1995, alors qu'on lui demandait de choisir ses images favorites, il répondait : *« C'est une mauvaise chose, pour un père, d'avoir des favoris. »*

Michel Guerrin

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du dimanche 28 mars est publié :

● **Financement politique** : un décret relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et concernant les attributions des préfets de région. Le préfet de région procède au remboursement des dépenses électorales des candidats à l'élection des conseillers régionaux ainsi qu'au remboursement de leurs dépenses de propagande officielle.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Dourdan. Paris. Nuremberg.

Jean-Jacques et Beate DULONG, Maxime et Thomas ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 31 mars 1999.

Anniversaires de naissance

Charles,

douze ans de joie, de bonheur encore et encore.

Bon anniversaire !

Papa et maman qui t'aiment et toute la famille.

Fiançailles

M. Christian LAMBERT et **M^{me}, née Marie-Christine COUPEAUD, M. Alain FOURMENT**

et **M^{me}, née Chantal MIGEOT** sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Agathe et Aymeric.

Décès

Marthe ARIEY,

âgée de quatre-vingt-huit ans, fille de

Hippolyte SEINTURIER,

est décédée le dimanche des Rameaux, 28 mars 1999.

Un grand merci à l'équipe du docteur Baumann de l'hôpital Paul-Brousse : compétence et dévouement.

Jean-Claude, son fils, et Gisèle, Laurent et Frédéric, ses petits-enfants.

- M^{me} Bardet,

son épouse, Ses enfants, Et sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Léon BARDET,

survenu le 17 mars 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Carnot,

77300 Fontainebleau.

- M^{me} Simone Benadon, son épouse, Monique et Jean-Claude Benadon, Muriel Benadon et René Couteaudier, Elisabeth Cassin et Marc Benadon, ses enfants,

Carole et Jean-Michel Fois, Matthieu, Nicolas Benadon, ses petits-enfants, Coralie, son arrière-petite-fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BENADON,

ancien déporté, résistant, chevalier de la Légion d'honneur.

Sa famille et ses amis se réuniront pour lui rendre un dernier hommage le jeudi 8 avril 1999, à 13 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e (entrée par la place Gambetta).

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

- Le directeur, Les membres de l'UFR de mathématiques et informatique de l'université René-Descartes ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BLANCHARD,

maître de conférences en informatique,

survenu le 25 mars 1999.

L'incinération a eu lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le 2 avril.

- Eliane Foënkinos et Claude Torres, Lise et David Fuchs, Georges et Julie Foënkinos, Jacques et Rita Foënkinos, ses enfants, Laurence, Thierry, Yann, Ariel, Deborah, Yaël, Antoine, Raoul, Cécile, Carole, Tony, ses petits-enfants, Guillaume, Valentine, Marie-Kerguelen, Lya, ses arrière-petits-enfants, font part du décès de

M^{me} Cécile FOËNKINOS,

née KRIEF,

dans sa quatre-vingt-huitième année, le 31 mars 1999.

L'inhumation aura lieu le dimanche 4 avril, à 9 h 45, au cimetière parisien de Bagneux, rue Marx-Dormoy.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Fuchs, 6, rue des Jardinet, 92160 Antony.

- M^{me} Jean-Georges Burger, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Michel, Jesel, Streisguth, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

général Jean-Georges BURGER, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 31 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 3 avril, à 16 h 30, au temple de Nyons.

Ni fleurs ni couronnes.

La Pousteree, 14, rue Pierre-Toesca, 26110 Nyons.

- M^{me} Pierre Fournier, son épouse, M. et M^{me} Gérard Cayeux, M. et M^{me} Antoine Le Sourd, ses enfants,

Chrystel et Thibault Lanxade, Cyril, Alban, Grégoire, Daphné, Nicolas, Angéline, ses petits-enfants,

Paul, son arrière-petit-fils, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

docteur Pierre FOURNIER,

commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église Sainte-Pierre de Chaillot, 31, avenue Marceau, Paris-16^e.

- Le président et les membres du conseil national,

Les présidents et les membres des conseils centraux, Les présidents, et les membres des conseils régionaux,

de l'ordre des pharmaciens, ont la grande tristesse de faire part du décès survenu le 31 mars 1999, du

docteur Pierre FOURNIER, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

membre de l'Académie nationale de pharmacie, président honoraire,

qui présida le conseil national de l'ordre des pharmaciens de 1979 à 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, Paris-16^e.

Conseil national de l'ordre des pharmaciens, 89, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

- Le conseil d'administration du groupe Didot-Bottin à la douleur de faire part du décès de son vice-président, le

docteur Pierre FOURNIER, membre de l'Académie nationale de pharmacie,

président honoraire du conseil national de l'ordre des pharmaciens, commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 31, avenue Marceau, Paris-16^e.

- M^{me} Jeanne Rabussier, son épouse, M^{me} Denise Rabussier, sa sœur,

M^{me} Jean Journeau, sa belle-sœur, M. et M^{me} Jean Saint-Etienne, Eric et Sophie, M. et M^{me} Alain Journeau,

Lucile et Jérôme, ses neveux et nièces, Ainsi que toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès de

Raymond RABUSSIER,

survenu le 24 mars 1999, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon les vœux du défunt, la cérémonie religieuse et la crémation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Les cendres seront déposées dans le caveau de famille, au cimetière de Châteauroux (Indre).

211, rue de l'Université, 75007 Paris, 18, rue Charles-Rolland, 89550 Héry.

- Noëlia, son épouse, Paolo, son fils,

Simone Kerignard, sa mère, Sylvie Rama, sa sœur,

ont l'immense douleur de faire part du décès brutal de

Michel RAMA,

dans sa quarante-troisième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 6 avril 1999, à 9 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, 1, rue du Général-Galliéni, à Rosny-sous-Bois Centre, avec sa famille et ses très nombreux amis de France, du Brésil et d'ailleurs.

Il sera inhumé à Toulon, où une messe sera célébrée avec sa famille et ses amis le 7 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Jean-Bosco, boulevard Cunéo-Le Mourillon.

Ni fleurs ni couronnes.

Pour ceux qui le souhaitent, un don pourra être adressé à l'Orphelinat Lar Do Caminho, au Brésil, sous le parrainage de Médecins du monde. Merci d'adresser les chèques libellés à l'ordre de Médecins du monde, 62, rue Marcadet, Paris-18^e.

37, rue Richard-Gardebled, 93110 Rosny-sous-Bois.

- Champagnac-La Noaille (Corrèze).

Raymonde Rozier, Claire Rozier, et ses filles, Anne, Carol, Sandra, LiVia,

Jeanne Rozier et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Camille ROZIER, professeur honoraire,

résistant, croix du CVR,

croix du CV 1939-1945, croix d'argent du Mérite social et militaire,

survenu le 29 mars 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Edouard Bonnefous, président de la Fondation Singer-Polignac,

et les membres du conseil d'administration de la Fondation ont le regret d'annoncer le décès de

professeur Jean-André THOMAS,

membre de l'Institut (Académie des sciences), membre de l'Académie nationale de médecine,

membre du conseil d'administration de la Fondation Singer-Polignac,

survenu à Paris, le 30 mars 1999.

- Le président et le secrétaire perpétuel, Les membres de l'Académie nationale de médecine

ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère, le

professeur Jean-André THOMAS, officier de la Légion d'honneur,

ancien président de l'Académie nationale de médecine,

survenu à Paris, le 30 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

- Claude et Hélène Trink et Leslie, Lili Toporek, Robert et Dorit Yufe et leurs enfants,

Emmanuel et Dissi Trink et leurs enfants, Emmanuel et Dissi Trink et leurs enfants, Pridan, Vinograd, Rubenstein, Giberstein et Gripe, ont la douleur de faire part du décès, le

31 mars 1999, de

Eve Chawa TRINK.

L'inhumation aura lieu mardi 6 avril, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse (entrée principale).

Ils rappellent à cette occasion la mémoire de son époux,

Joseph TRINK,

décédé il y a douze ans.

Anniversaires de décès

- Il y a deux ans, le 2 avril, disparaissait

Madeleine SCHWARZENBERG.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient en ce jour une pensée pour elle.

Gan.

A NOS LECTEURS

Le service CARNET sera ouvert samedi 3 avril et lundi 5 avril, de 9 heures à 16 h 30.

Pas de permanence le dimanche.

CARNET DU MONDE TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 TTC - 20,73 € TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

► TARIF ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €

4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 €

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

- Bouclage vendredi 12 h. -

☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Avis de messe

- Une messe sera célébrée le jeudi 8 avril 1999, à 18 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e, à l'intention de

NGUYEN HUU GIAO, ancien avocat au barreau de Hué,

décédé à Paris, le 8 avril 1994.

Souvenir

Alfred LEVY,

qui fut avant la guerre avocat à Strasbourg, puis secrétaire à Toulon de la société PCA,

aurait eu cent ans, le 3 avril 1999.

Une pensée est demandée pour lui, pour sa veuve,

Marguerite GUTMANN,

décédée en 1985,

pour sa belle-mère,

Emma GUTMANN,

et ses beaux-frères,

Paul et Fritz,

assassinés à Auschwitz, en 1943.

Son fils Jean-Guy Levy, avocat, sa belle-fille, Geneviève Wahl, ses petits-enfants, Agathe et Jérôme Levy.

21, rue Mirabeau, 83000 Toulon.

Communications diverses

Les Mardi(s)

de la Fondation Jean-Jaurès

Le mardi 6 avril 1999, à 18 h 30

A la Fondation Jean-Jaurès, 12, cité Malesherbes, Paris-9^e (métro Pigalle ou Saint-Georges)

La CGT aujourd'hui ?

Avec le professeur Michel Dreyfus, directeur de recherches au CNRS.

Se présenter à partir de 18 heures.

Tél. : 01-40-23-24-13
Fax : 01-40-23-24-01
e-mail : fj75@calva.net
Site web : http://www.chez.com/fjj

Soutenances de thèse

- **Mourad Ben Slama** a soutenu, le 29 mars 1999, à l'INA Paris-Grignon, sa thèse de doctorat en sciences alimentaires **« Plans D-optimaux pour la réduction du nombre de produits en cartographie des préférences »** sous la direction de Marc Danzart, professeur à l'ENSIAM-Massy.

Le jury, présidé par Christian J. Ducauze, professeur à l'INA P-G, lui a décerné le titre de docteur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon avec la mention Très Honorable.

Advertisement for 'CARNET DU MONDE' listing various services, prices, and contact information. Includes a section for 'A NOS LECTEURS' and 'RUBRIQUE IMMOBILIÈRE'.

Advertisement for 'Associations communiquez vos Assemblées générales tous les jours dans le Carnet' with contact details for subscriptions.

HORIZONS

REPORTAGE

Depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN, plus de cent mille Kosovars ont déjà trouvé refuge en Albanie. Reportage de nos envoyés spéciaux au poste-frontière de Morina

DEUX cent mille ? Trois cent mille ? Cinq cent mille ? Plus encore ? Vendredi 2 avril, personne, à Morina, ce poste-frontière avec le Kosovo perdu au milieu des montagnes. n'osait avancer un chiffre sur le nombre de Kosovars qui viendraient trouver refuge en Albanie. Déjà, bien plus de 100 000 personnes ont franchi la frontière. Du côté serbe, la file des Kosovars en attente de passer en Albanie s'étirerait sur 25 kilomètres, ce qui représenterait, selon certains experts, plus de 125 000 personnes. Le fait qu'ils arrivent de tous les coins de leur pays prouve le caractère systématique de la volonté serbe d'épuration ethnique et peut faire craindre des chiffres encore plus importants. Tous les réfugiés le disent : « Les Serbes nous ont fait comprendre que nous n'étions plus chez nous et que nous devions partir. »

Jeudi, sans une seconde d'interruption, le flot des réfugiés a continué à entrer en Albanie. A pied pour la plupart, puisque les Serbes les ont emmenés en autocars ou en camions jusqu'aux abords de la frontière. Ibadete, une jeune fille de Maliceva, qui va fêter lundi son vingtième anniversaire, raconte : « Les policiers serbes sont arrivés à trois heures de l'après-midi, ils ont d'abord tout cassé dans l'appartement à coups de pieds, puis nous ont demandé de l'argent. Ceux qui ne voulaient pas leur en donner étaient maltraités. Ils ont pris tous les bagages que nous avions préparés. Puis ils ont bombardé le village, nous obligeant à fuir. Les hommes sont partis dans la montagne. Nous, nous avons commencé à marcher. Nous sommes passés dans un village en-



tièrement brûlé, les Serbes nous ont avertis : « Si vous restez ici, nous vous tirerons dessus avec nos chars. » Une femme est morte, en tombant sur des fils électriques. Nous l'avons mise dans une couverture et nous l'avons enterrée là. Les Serbes nous ont à nouveau réunis et nous ont dit : « Vous devez choisir entre l'Albanie et la Macédoine. Vous voyez, l'OTAN vous fait plus de mal qu'à nous. » Ils donnaient des bonbons aux enfants pour qu'ils disent si des gens de notre famille étaient dans l'UCK. Ils ont jeté par terre tout ce qu'il y avait dans mon sac pour voir si j'avais encore de l'argent. Et puis, ils nous ont mis dans les autocars. »

Quel que soit le nombre des réfugiés, celui-ci est de toute manière

Les chemins de l'exode

●
Photographies
de Hien Lam Duc,
Agence VU,
pour « Le Monde »

déjà trop élevé pour donner à ces dizaines de milliers de gueux un minimum de conditions de vie décentes. Si, mercredi, beaucoup avaient pu être évacués sur Tirana ou vers les villes du sud de l'Albanie, jeudi, la plupart sont restés sur place, et les alentours du poste-frontière de Morina se transforment en un gigantesque camp, sans la moindre infrastructure. Les organisations humanitaires internationales semblent totalement dépassées. « Peut-être, répond Laura Boldrini, la porte-parole du HCR, mais qui aurait pu prévoir que les Serbes iraient jusqu'à vider Pristina de ses habitants ? »

José-Alain Fralon



En bas, l'accueil au poste de contrôle de Morina, entre le Kosovo et l'Albanie, déjà 100 000 réfugiés l'ont franchi, 125 000 autres seraient en attente dans une interminable file de 25 kilomètres, de l'autre côté de la frontière. En haut, des réfugiés s'enfoncent dans le territoire albanais, ici sur la route entre Morina et Kukës.



Rectifier une incohérence au Kosovo

par Alain Joxe

Le fait que la guerre contre Milosevic soit en bonne partie une opération américaine, menée avec des critères, des tempos et des objectifs qu'on peut déplorer, ne doit pas masquer le fait principal : il s'agit bien d'un acte politique d'une coalition qui se dresse contre un régime massacreur, organisateur en grand de violations des droits de l'homme, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, sur une grande échelle et depuis dix ans.

Il n'est donc pas légitime pour une opinion antifasciste de gauche de reprendre les refrains munichois. L'incertitude qui gagne l'opinion après une semaine de guerre s'explique par les lenteurs politico-diplomatiques qui ont précédé l'entrée en guerre autant que par l'inadaptation des frappes actuelles à la sauvegarde des populations menacées. Les considérations qui suivent partent du fait que la guerre est là. Pas une guerre-spectacle, mais un conflit réel provoqué pour des enjeux sérieux par une impasse totale de la diplomatie préventive et dissuasive.

L'ouverture des bombardements de l'OTAN contre le régime Milosevic est un progrès vers la transparence : on parle enfin, pour la première fois, de guerre. On s'est éloigné du flou sinistre de l'«*interposition humanitaire*» qui laissa massacrer les Musulmans de Srebrenica sous les yeux des «*casques bleus*» terrifiés par les troupes du général Mladic. On a pris ses distances avec le discours du laissez-faire qui, sous prétexte de ne pas ajouter la guerre à la guerre, laissait la guerre karadzicienne s'ajou-

ter à la guerre milosevicienne et tudjmanienne et massacrer au canon les civils bosniaques sans aucune sanction.

La guerre déclarée comporte nécessairement un but politique de guerre (ce que Clausewitz désigne par le mot *Zweck*) et une série d'objectifs militaires (*Ziele*). Le seul but politique légitime qui justifie l'intervention sans résolution du Conseil de sécurité, c'est la protection du peuple kosovar contre la menace de mort et d'expulsion qui constitue non seulement une violation des droits de l'homme mais un danger de déstabilisation et de guerre pour toute la région. L'inadaptation des objectifs militaires aux fins politiques exige un changement de stratégie opérationnelle qui, sans doute, est en cours.

Pour revenir un peu en arrière, les diplomates sont toujours munichoises. Elles ont traité Milosevic avec une excessive urbanité. L'ultimatum qui pesait sur le gouvernement de Belgrade demandait l'équivalent d'une reddition sans conditions, mais les manières diplomatiques furent conservées jusqu'à la duplication de la conférence de Rambouillet et, à la fin, jusqu'à la dernière visite à Belgrade de M. Holbrooke. Cette politesse a suscité l'ironie dans tous les Balkans, tant elle paraissait la preuve d'une incompréhension totale de l'irréductibilisme milosevicien. Mais ces procédures ultimes sont de l'ordre des coutumes anglo-saxonnes ou romaines les plus archaïques : elles signifiaient que les Etats-Unis étaient décidés à frapper en prenant toutes les précautions de rigueur équivalentes à la déclaration de «*guerre juste*», de

sorte que Dieu soit avec l'Amérique.

Les délais d'entrée en opérations aériennes et, maintenant, le retard des opérations terrestres sont la source d'une incohérence importante, perçue par l'opinion : le bombardement aérien paraît accélérer au lieu de suspendre la purification ethnique totale du Kosovo, une opération qui paraît tellement monstrueuse et absurde qu'on semble ne pas l'avoir envisagée en haut lieu.

Mais la purification n'est pas la conséquence des frappes ; elle est la conséquence de l'acheminement

On a laissé pendant la négociation de Rambouillet Milosevic accumuler les forces nécessaires pour la phase de terreur nazie qui aboutit aujourd'hui aux convois de civils chassés

par les Serbes des moyens terrestres du massacre pendant la phase diplomatique qui, pour Belgrade, était déjà un temps de guerre. On a laissé pendant la négociation de Rambouillet Milosevic accumuler les forces militaires, policières et paramilitaires nécessaires pour la phase de terreur nazie qui aboutit aujourd'hui aux convois de civils chassés à pied sous menace de mort de leurs maisons et de leurs terres. C'est pendant cette période assez courte qu'on laisse le couteau se poser sur la gorge des Kosovars et que les bombardements tels qu'ils étaient

américaine en vigueur, il était exclu que des opérations terrestres des troupes auxiliaires alliées, françaises ou même anglaises, précèdent ou même accompagnent d'emblée l'opération aéro-satellitaire, car le leadership militaire américain est officiellement fondé sur la prééminence des Etats-Unis sur leurs alliés, à travers leur supériorité absolue au niveau «*électronique*».

Les Etats-Unis eux-mêmes font le bilan de leur inaptitude à remporter des succès sur la base de leur stratégie abstraite. Le chef de l'Air Force a lui-même profité des

circonstances pour affirmer qu'il ne croyait pas au «*tout aérien*».

Comment sortir de cette impasse ? La guerre ouvre sur un espace et un temps particuliers. Ce dernier n'est plus le temps de paix, mais il n'est pas non plus l'immédiateté du temps électronique d'observation et de ciblage dit en «*temps réel*» des théoriciens de la *cyberwar*, même si le rêve des militaires en manœuvre serait de rejoindre cette agilité ludique.

Il est odieux de constater que la guerre, telle qu'elle a été planifiée dans une première phase, laisse expulser la population albanaise dans des conditions de violence nazie. Il est hallucinant de constater que le pouvoir de Belgrade a organisé, en prenant tout son temps, pendant la phase de négociation, le projet ancien de vider le pays en brûlant tous les villages et en laissant mourir le cheptel, comme si nous étions au haut Moyen Age.

En même temps, on ne peut juger d'une guerre sur ses premiers huit jours. L'impatience de l'opinion est le résultat d'une mythologie que les Américains ont vendue au monde entier, par CNN interposée, au moment de la guerre du Golfe, et qui influence même les esprits les plus avertis. Le contre-courant, à savoir le pacifisme du style «*peace now*» qui anime les sensibilités communistes pour des raisons mal fondées, et la connivence de l'extrême droite liée aux fascistes serbes comme Arkan et Seselj, n'imposerait qu'une purification ethnique accélérée.

La guerre déclarée par Milosevic violant les accords d'octobre et ouverte par l'aviation ne sera gagnée

que sur le terrain par des forces terrestres.

L'inadaptation de la stratégie de la coalition est manifeste, mais elle peut encore être compensée par le passage à des opérations terrestres et par l'affirmation claire du droit au retour des populations chassées et du droit à l'autodétermination et donc à l'indépendance des Kosovars et à l'intégrité de leur province autonome. La contre-offensive terrestre est parfaitement possible. Il ne s'agit pas de faire la guerre terrestre en Serbie, de l'envahir, de risquer de s'enliser dans une guerre du Vietnam, car le peuple serbe certainement se défendrait, mais uniquement de libérer le Kosovo, d'y imposer par la force la solution préconisée à Rambouillet : un statut de protectorat au Kosovo.

Il est absurde de considérer que la coalition la plus forte du monde n'est pas capable de refouler hors d'une province où 90 % de la population accueilleraient cette action comme une libération des troupes de paramilitaires et de police entraînées surtout à tuer des civils. Les occupants de cette terre vidée n'y seront jamais comme des poissons dans l'eau. Le but doit être d'assurer le retour des habitants et d'éviter dans les plus brefs délais que l'expulsion soit perçue comme irréversible. Ceux qui déjà proclament l'irréversibilité de l'action éclair de Milosevic sont des complices du crime contre l'humanité.

Alain Joxe est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Pour un protectorat européen

par Daniel Cohn-Bendit

QU'IL n'y ait pas eu de débat au Parlement, pendant les négociations de Rambouillet, pour décider de ce qu'il y aurait lieu de faire en cas d'échec, dénote un mépris pour la représentation démocratique et renforce son discrédit aux yeux des citoyens. Ce débat aurait dû non seulement avoir lieu, mais être retransmis en direct à une heure de grande écoute. Si l'opinion est désorientée, ce n'est donc pas à cause d'une erreur de communication de l'exécutif, mais d'un manque de pratique démocratique.

Qui aurait osé dire au cours de ce débat : «*Quelle que soit l'attitude de la délégation serbe, nous refusons toute action militaire*» ? Sans doute nos souverainistes jacobins, de droite et de gauche, qui pensent que l'Europe, cette invention des élites mondialisées, n'a pas à intervenir dans ce qu'ils considèrent comme une affaire intérieure yougoslave. La reconnaissance d'entités culturelles et politiques infranationales est, à leurs yeux, une invention du communautarisme désagrégateur de l'Etat-nation.

Certes, nos souverainistes, parce qu'ils sont démocrates, regrettent l'oppression que le gouvernement serbe fait subir aux Kosovars. Le fait que, depuis des années, ces derniers luttent pacifiquement est digne de leur considération. Mais que, après la Bosnie, le gouvernement serbe «*purifie ethniquement*» le Kosovo et jette sur les routes des centaines de milliers de Kosovars, en les terrorisant, n'appellerait pour eux et certains pacifistes qu'une réponse : «*négo-cier*».

Communistes et trotskistes défilaient en 1936 pour dénoncer la «*non-intervention*» du gouvernement de Front populaire en Espagne et accusaient, à juste titre, Léon Blum de laisser assassiner la République espagnole par les généraux fascistes. Auraient-ils osé dire pendant le débat au Parlement qu'il ne fallait rien faire ? C'est le non-débat au Parlement qui donne un semblant de justification à ces manifestations munichoises. Les éviter nous aurait aussi épargné la vue de «*camarades*» manifestant côte à côte avec des représentants serbes aux mains souillées du sang de la «*purification ethnique*».

Si une intervention militaire était nécessaire, à mes yeux, la stratégie du bombardement est-elle la bonne ? Je l'ai dit au meeting que nous, les Verts, avons organisé à Tours le 26 mars : je ne crois pas à l'efficacité du «*bombing*». Oui, il

faut – et il fallait dès le début – envisager une force d'interposition. Cette force entrerait dans un pays où l'immense majorité de la population l'attendait, comme on attend des libérateurs. Ce sont les troupes du gouvernement serbe qui sont vécues comme des occupants barbares. La population, qui connaît le terrain, aurait aidé les troupes européennes.

Non, il ne faut pas 250 000 hommes ; des généraux parlent de

Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne

50 000 hommes soutenus par une aviation qui aurait la maîtrise des airs.

Je regrette que l'Europe se soit soumise à la stratégie américaine d'intimidation par les bombes. En cela, elle a eu tort. Une fois de plus, c'est la faiblesse européenne qui nous accule à cette situation. Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne.

Dans ce contexte, une politique de prévention des conflits, intervenant en amont, doit s'appuyer sur

Une prévisible apocalypse

Suite de la première page

Cela signifie que l'on a, à Washington, passé par profits et pertes la mort de nombreux Albanais, de Serbes et d'autres habitants de l'Europe du Sud-Est, ainsi que la destruction de leur économie pour atteindre quelque chose qui était plus important.

Où en est-on arrivé ? D'abord à la disparition définitive d'une quelconque possibilité de solution politique concernant le statut du Kosovo. Soit les Albanais du Kosovo seront éliminés par leur affrontement avec les Serbes, soit les Occidentaux devront payer le prix du sang pour expulser tous les Serbes du Kosovo.

Deuxièmement, toute perspective d'une évolution démocratique en Serbie, au Monténégro et en République serbe de Bosnie a été détruite pour une longue période. Selon le Centre des droits de l'homme de Belgrade, dirigé par le professeur

un corps civil de paix qu'il est urgent de constituer. S'il avait existé, il aurait pu soutenir la stratégie de résistance pacifique de Rugova et donner ainsi une substance réelle à l'idée d'autonomie. Comme disait Gorbatchev : «*Qui arrive trop tard est châtié par l'histoire.*» Je hais la guerre comme le pacifiste le plus intransigeant la hait, mais j'ai horreur de rester impuissant devant des massacres. Or les massacres au Kosovo n'ont pas

attendu l'intervention de l'OTAN. Au contraire, c'est parce que les troupes serbes massacraient, parce qu'en pleine négociation Milosevic entrerait avec ses troupes au Kosovo, que l'action de l'OTAN a été déclenchée. Nous avons le devoir d'ingérence humanitaire. Nous devons démontrer que, pour nous, les droits de l'être humain sont indivisibles et valent aussi bien pour les musulmans que pour les juifs ou les chrétiens. Comme pour la Bosnie, nous défendons l'idée d'une société multiculturelle fondée sur le respect réciproque. Telle

Vojin Dimitrijevic, la première bombe de l'OTAN sur Belgrade a annulé dix ans de combats pour la démocratie et l'état de droit. Le bombardement de la Yougoslavie est l'expression d'un manque de confiance dans les perspectives du combat pour la démocratie, les droits de l'homme et la paix dans l'Europe du Sud-Est.

Troisièmement, les missiles envoyés sur la Serbie ont atteint égale-

ment : «*Les bonnes intentions conduisent à une politique suicidaire*».

On a exclu l'ONU, le droit international et les principes de droit contenus dans la plupart des Constitutions des pays d'Europe, pour se soumettre à la stratégie des Etats-Unis dans l'Europe du Sud-Est. Le droit du plus fort est un crime contre la force du droit, et les Etats-Unis se sont approprié le mo-

Daniel Cohn-Bendit est député européen, tête de liste des Verts aux élections européennes.

ment : «*Les bonnes intentions conduisent à une politique suicidaire*».

On a exclu l'ONU, le droit international et les principes de droit contenus dans la plupart des Constitutions des pays d'Europe, pour se soumettre à la stratégie des Etats-Unis dans l'Europe du Sud-Est. Le droit du plus fort est un crime contre la force du droit, et les Etats-Unis se sont approprié le mo-

Où en est-on arrivé ? A la disparition définitive d'une quelconque possibilité de solution politique concernant le statut du Kosovo

ment ceux qui luttent pour la démocratie en Russie et dans d'autres Etats de l'ancienne Union soviétique. Une intellectuelle russe, Sonia Margolina, a fait remarquer que, à côté du succès économique de l'Occident, la supériorité morale de l'Europe était la principale légitimation de l'orientation de la Russie vers l'Occident. «*Maintenant, cette illusion s'est définitivement envolée*», écrit-elle ; et elle conclut en affir-

QG OTAN recherche

Clausewitz

par Olivier Todd

AVEC l'aide (involontaire ?) d'une armada aérienne de l'OTAN, un micro-Etat post-communiste et néostalinien, la Serbie, applique sa politique des nationalités : Slobodan Milosevic et ses prétoriens déportent en masse, semblent-ils, et liquident, en les sélectionnant, les Kosovars, encombrante minorité. Un expert, le regretté Joseph Staline, aurait apprécié cette situation assez originale mais pas tout à fait inédite ou imprévisible.

Responsables et irresponsables, de Washington à Moscou et de Bruxelles à Paris, soufflent dans des clichés porteurs de fantasmes historiques et de peurs paralysantes. A défaut de frappes «*chirurgicales*» convaincantes, ministères et états-majors pratiquent l'autoanesthésie par les formules.

Le président américain invoque Churchill et Hitler : hélas !, une des erreurs du génial premier ministre britannique fut de croire que des bombardements casseraient la machine militaire nazie et le moral du «*peuple*» allemand. Si l'on veut trouver des ascendants politiques, des protecteurs idéologiques à Milosevic, il faudrait fouiller les pou-

vont se former pour tenter de repousser l'étouffante hégémonie américaine.

La guerre contre la Yougoslavie risque de provoquer des changements au sein de l'Alliance occidentale, à son détriment. Il y aura aussi des changements dans les Balkans. Si, dans quelques jours, on parvient à un cessez-le feu et à l'installation de forces de l'OTAN au Kosovo, les scénarios les plus apocalyptiques sont vraisemblables. Les premières victimes en seront les habitants du Kosovo et de Serbie, quelle que soit leur appartenance ethnique. Il n'y aura plus de Kosovo. Il sera soit partagé entre l'Albanie et la Serbie, soit occupé par l'OTAN et transformé en protectorat. Les Etats-Unis, superpuissance de plus en plus solitaire, seront de tous côtés objet de méfiance, de rejet et de crainte. Eh oui ! Avec eux restera encore longtemps Slobodan Milosevic, l'homme qui aura réussi à faire perdre à l'Occident une chose essentielle : la conscience de sa supériorité morale.

Dusan Reljic (Traduit de l'allemand par Luc Rosenzweig.)

belles de Lénine. Mille regrets : le président serbe, aussi brutal et borné soit-il, n'est pas un «*fasciste*». Après la chute du mur, c'est un communiste du troisième type. Sauvetez les émissions de la télévision serbe, vous retrouverez un charabia familial : les communistes vietnamiens dénonçaient les «*pirates agresseurs américains*». A peine camouflés, leurs homologues serbes menacent les «*criminels*» ou les «*gangsters*» américains et européens. La propagande de Belgrade, aujourd'hui, a des liens fraternels avec celle de Hanoi hier. Le vocabulaire et la rhétorique bégaiant.

Pas l'histoire. Le président du Sénat, deuxième personnage de la République française, explique au premier, M. Chirac, qu'il craint un nouveau Vietnam dans les Balkans. Le parallèle ne tient pas. La Serbie demeure isolée. Le Vietnam du Nord, au-delà d'appuis politiques et diplomatiques, disposait de la prodigieuse aide militaire de l'URSS, de la Chine et des malheureuses républiques dites «*populaires*» et «*démocratiques*». Moscou et Pékin n'ont même pas lancé un pont aérien humanitaire vers Belgrade. Assez de difficultés surgissent au coin de chaque semaine pour ne pas utiliser dans les guérrillas verbales en cours des images fausses.

La guerre du Vietnam et la demi-guerre du Kosovo ne furent, ni l'une ni l'autre, «*déclarées*». Au-delà de cette précision juridique, elles ont un seul point commun : elles posent, aux historiens, aux stratèges et aux hommes d'Etat, une double question rétroactive et rétrospective : les Etats-Unis devaient-ils s'impliquer au Vietnam en 1963 et les Occidentaux trente ans après dans l'ex-Yougoslavie ? On peut en débattre avec profit pendant que Pristina brûle.

Surtout, une question moins académique, d'une actualité sanglante, s'impose à répétition avant le joli mois d'avril promis par le secrétaire général de l'OTAN : un engagement militaire peut-il être efficace en se limitant – ce que firent les Américains au Vietnam, on l'oublie. Ce que fait, en Serbie, l'Alliance «*déterminée*» mais pas vraiment résolue. Pendant leurs *briefings*, agrémentés de cartes et de films, les porte-parole de l'OTAN dansent autour de la double question. Pour le moment.

Le quartier général de Bruxelles cherche son Clausewitz.

Olivier Todd est journaliste et écrivain.

Le réalisme et la morale *par Pascal Boniface*

L'INTERVENTION militaire de l'OTAN en Yougoslavie met en lumière les difficultés politiques de ce type d'opérations pour les démocraties.

Les armées des différents Etats occidentaux sont de plus en plus formatées pour intervenir à l'extérieur, pour se « projeter ». Cependant, politiquement, ce type d'intervention est de plus en plus délicat à mettre en œuvre. Il n'est plus possible aujourd'hui de mener une opération militaire durable sans le soutien des opinions publiques. Or, ces dernières, si elles sont révoltées par les massacres auxquels se livre Slobodan Milosevic, sont néanmoins réticentes à voir leurs pays engagés dans un conflit, si la vie de leurs soldats doit être massivement mise en danger.

Les frappes aériennes, à ce rythme, prendront très longtemps pour faire tomber Milosevic ou pour le contraindre d'arrêter la répression qu'il mène au Kosovo. Il faudrait, pour obtenir une solution militaire, intervenir massivement avec des troupes au sol.

Pour le moment, l'emploi massif de la force ne se conçoit que pour protéger la sécurité directe du pays concerné. Personne ne risquera la vie de dizaines de milliers de soldats pour promouvoir des valeurs universelles.

Les frappes aériennes peuvent apparaître comme le bon compromis entre la nécessité d'intervenir

et celle de ne pas prendre de risque. Elles ont pour seul défaut de ne pas permettre l'apparition à court terme d'une solution politique.

Dans un premier temps, Milosevic a plutôt bénéficié des frappes en consolidant son pouvoir et en réunissant la population yougoslave autour de la défense du pays. Dans les jours qui viennent, il est en position de force et peut tenir encore quelque temps sous les bombardements.

Cela lui laisse suffisamment de temps pour poursuivre le « nettoyage ethnique » du Kosovo et procéder à une partition de fait.

Dans un monde idéal, Milosevic devrait être traîné devant les tribunaux, jugé et très probablement condamné pour crimes contre l'humanité. Dans un monde idéal, puisqu'il refuse en procédant à des massacres l'indépendance du Kosovo, nous devrions la reconnaître aux Kosovars. Dans un monde idéal, les nations démocratiques se lanceraient sans hésiter et avec toute la force nécessaire pour faire respecter partout dans le monde, ou du moins en Europe, les valeurs universelles dont elles se réclament.

Le seul problème est que nous ne vivons pas dans un monde idéal et qu'il faut bien faire face à des réalités moins glorieuses. Promettre aux Kosovars l'indépendance équivaut à les pousser au suicide puisque, de toute façon, nous n'aurons pas la volonté de leur donner les moyens de la garantir.

Nous avons aujourd'hui le choix entre deux attitudes. L'une d'elles, l'attitude morale, consiste à mettre en avant des solutions idéales sur le papier. Lesquelles conduisent, en fait, à l'aggravation de la situation du fait de leur caractère inapplicable.

Promettre aux Kosovars l'indépendance équivaut à les pousser au suicide

On peut camper sur des positions de principe jusqu'à la mort du dernier Kosovar. On peut aussi être suffisamment réaliste pour comprendre qu'à court terme il n'y aura pas d'intervention terrestre massive, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, et que, à moyen terme, elle demeure très incertaine.

L'attitude réaliste consiste à trouver des compromis qui puissent être effectivement mis en œuvre. Ce sont les seuls qui peuvent arrêter les massacres rapidement. La crédibilité de l'OTAN passe par la poursuite des opérations aériennes tant que Milosevic ne cède pas. Et ce dernier n'a pas de motif de le

faire dans les circonstances présentes sans obtenir au moins une concession.

La nature de nos sociétés nous empêche de mettre en œuvre un déploiement de troupes au sol. Nous avons donc pour seul choix de continuer les frappes aériennes au risque de ne triompher que lorsque le Kosovo sera « nettoyé ethniquement », ou d'offrir de nouveau une chance à la négociation sur la base de l'arrêt immédiat des frappes contre l'arrêt des combats au Kosovo.

A terme, on peut envisager une grande conférence internationale sur les Balkans qui porterait, entre autres, sur l'autodétermination des populations. Mais elle devrait concerner l'ensemble des populations. Peut-on prôner pour les Kosovars ce qu'on refuse aux Serbes de Bosnie ?

Il ne faut pas refuser aujourd'hui des solutions bancales mais applicables qui risquent peut-être, par ailleurs, d'être mises en œuvre plusieurs milliers de morts plus tard, comme on l'a vu en Bosnie, où les accords de Dayton, en 1995, ont repris l'architecture des plans de paix proposés dès 1992. Une solution rapide, même imparfaite, est préférable à une solution idéale qui ne sera jamais appliquée.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

AU COURRIER DU « MONDE »

LA BOULE DE PÉTANQUE

Il y a deux leçons à tirer de l'expérience (fausse) de la balle de tennis et de la boule de pétanque, telle que proposée sur nos écrans de par le ministre de l'éducation nationale, pédagogue des pédagogues.

La première : M. Allègre n'a pas assimilé les lois élémentaires de la résistance de l'air, et n'a donc pas dépassé le niveau de physique de la classe de première. Les jurys du concours d'entrée à l'École normale supérieure et de l'agrégation n'ont donc peut-être pas fait une si grosse erreur d'appréciation en refusant ce grand scientifique parmi leurs lauréats ; de plus, cela donne une explication psychologique à l'acharnement dudit ministre à dévaloriser cette grande école et à bouter les agrégés hors de l'enseignement secondaire...

La deuxième leçon prêche plus de conséquence. « *Toute chose peut-elle être objet de délibération ?* », demandait Aristote dans l'*Ethique à Nicomaque*. Non, répondait-il, en substance, les propositions mathématiques et les lois physiques doivent échapper à la discussion parce qu'elles ont fait l'objet d'une démonstration. Or, on vient d'assister à toutes sortes de débats pour savoir si les lois de la chute des corps étaient plutôt vraies ou plutôt fausses. (...) Nous voici donc entrés dans l'ère du relativisme démocratique intégral : tout peut être contesté, discuté, infirmé, y compris le principe d'une nature régie par des lois indépendantes de notre volonté. (...)

**Hubert Aupetit
Thomery (Seine-et-Marne)**

SOUS-ADMINISTRÉS

Les Français étaient administrés jusqu'ici par la commune, le canton, le département. Le département n'étant plus à l'échelle de notre monde, la République a regroupé plusieurs départements en une région, avec bureaux, personnels, et conseillers régionaux dont certains, pour améliorer la qualité de leurs travaux, n'hésitent pas à faire de temps en temps des voyages d'études, de préférence dans quelque paradis tropical. Mais le département subsiste. La commune, ou plutôt certaines communes, étant trop petites, il a été décidé de les regrouper par le biais de l'intercommunalité, avec fonctionnaires intercommunaux, bureaux et, déjà, ici ou là, quelques modestes abus. Mais, en-deçà de l'intercommunalité, la commune subsiste. Le canton ne correspondant plus, paraît-il, à notre réalité territoriale, il a été décidé de regrouper les cantons en pays, avec probablement un président de pays, et des bureaux où chacun casera ses « pays ». Et, naturellement, le canton subsiste.

Me sentant sous-administré avec un conseil municipal, un conseil intercommunal, un prochain conseil « paysan », un conseil général, un conseil régional, j'attends avec impatience l'avènement d'une contrée, d'une province ou d'un territoire. Je serais heureux de contribuer ainsi à l'emploi, quitte à ajouter une demi-douzaine de lignes à ma feuille d'impôts locaux.

**Jacques Jaubert
Le Vésinet (Yvelines)**

Il s'est établi en 1998 à **€ 5 623 millions (FRF 36 881 millions)** contre € 4 843 millions (FRF 31 780 millions) en 1997. A présentation comptable comparable, la croissance est de 13,3 %.

Le RGO a progressé de € 123 millions à **€ 496 millions (FRF 3 258 millions)**, reflétant notamment la bonne conjoncture en Europe et aux Etats-Unis.

Le résultat net, part du Groupe, s'est établi à **€ 297 millions (FRF 1 951 millions)**, contre € 230 millions (FRF 1 508 millions) en 1997. Le bénéfice net par action a progressé de 28,1 % à **€ 8,3 (FRF 54,3)**.

La marge brute d'autofinancement d'exploitation augmente de 15,8 % à **€ 696 millions (FRF 4 567 millions)**. **L'autofinancement disponible**, après investissements de rénovation, est en hausse de 18,5 % à **€ 339 millions (FRF 2 222 millions)**. Les investissements de développement ont plus que doublé en deux ans.

Le ratio dette nette sur fonds propres est passé de 87 % à 60 % après une réduction de € 806 millions (FRF 5 286 millions) de l'endettement.

Il est passé de 10,2 % en 1997 à 11,2 % en 1998. En 1998, Accor a **créé de la valeur** pour € 214 millions (FRF 1 406 millions).

Accor a poursuivi la réalisation de son projet **"Accor 2000 - Réussir Ensemble"**.

Ce programme s'est traduit par la mise en place d'une organisation multimarques dans l'hôtellerie, un renforcement des services transversaux et des forces commerciales internationales, ainsi que par l'interconnexion de 1 540 hôtels à fin 1998. Des sites pilotes ont préparé les déploiements, d'ici l'an 2000, du nouveau système de réservation hôtelier.

Par ailleurs, Accor renforce son offre globale, en optimisant les synergies intermétiers, en développant les partenariats (Air France, SNCF, American Express, Crédit Lyonnais, Danone, France Télécom, Cegetel,...), les programmes de fidélisation et les nouveaux circuits internet.

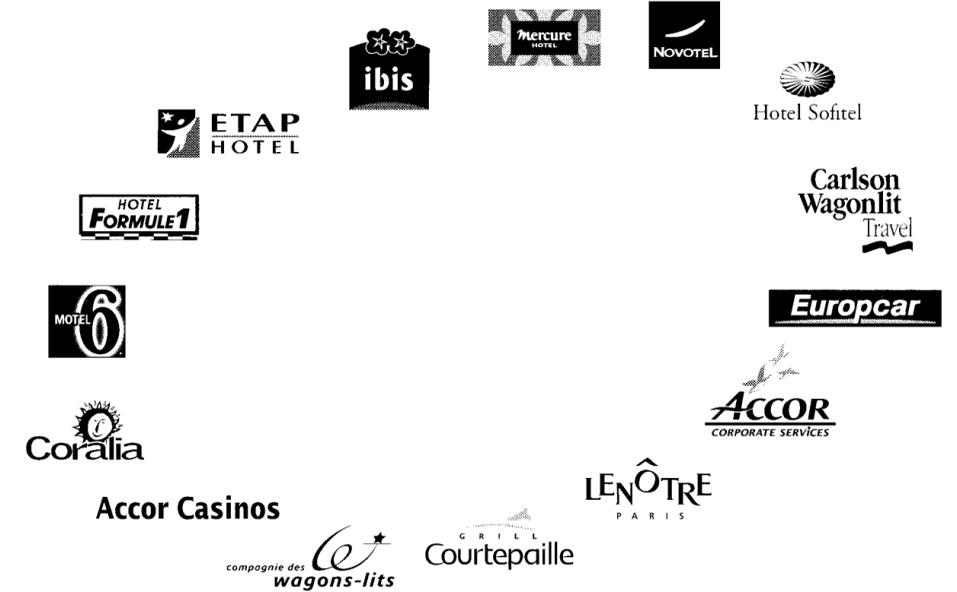
Le développement est l'axe stratégique du Groupe dans tous les métiers. En janvier 1999, 457 hôtels sont en projet à travers le monde.

La mutation du métier des agences de voyages d'affaires et l'amélioration de leur rentabilité sont engagées. Europcar vise le leadership européen et la construction d'un réseau mondial. Les services corporate développent de nouveaux services pour améliorer la productivité des entreprises et l'environnement de travail de leurs employés, tout

en préparant la diffusion des cartes électroniques. Le Groupe confirme sa percée dans les casinos, avec l'ouverture prévue de 7 nouveaux établissements en 1999.

Le revenu par chambre disponible (RevPar) de l'hôtellerie affaires et loisirs en Europe est en progression de 4,3 % et celui de l'hôtellerie économique de 6,1 %. Pour Motel 6, le RevPar, en dollars, augmente de 6,3 %. Le trafic des agences de voyages augmente de 11,3 % et le chiffre d'affaires de la location de voitures de 19,9 %. Le volume d'émission hors Brésil des services corporate progresse de 6,7 %. Au Brésil, le volume d'émission est en hausse de +3,5 % en reales (- 45,8 % en €, sans effet significatif sur le résultat net, part du Groupe).

Le dividende de **€ 4 (FRF 26,24)**, soit **€ 6** avec avoir fiscal, sera proposé à **l'Assemblée Générale du 27 mai prochain**, qui se tiendra à 10h à l'Hôtel Sofitel Paris Forum Rive Gauche, 17 boulevard St Jacques, Paris 14^{ème}. Le paiement en numéraire aura lieu le 14 juin 1999. Le taux de distribution du bénéfice du Groupe serait ainsi de 48 %.



Communication Financière
Tél 01.45.38.86.00 - Fax 01.45.38.85.95 - Internet www.accor.com/finance - Minitel 3615 Accor

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télés : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un crime contre les civils

COMBIEN ? La bataille des chiffres viendra plus tard. Pour l'heure, une réalité s'impose, celle d'une campagne massive d'épuration ethnique. La population d'origine albanaise du Kosovo est chaque jour, par dizaines de milliers de personnes, chassée de chez elle. De misérables cohortes de réfugiés franchissent, de jour et de nuit, les frontières de la Macédoine, du Monténégro ou de l'Albanie. On parle de « catastrophe humanitaire ». L'expression est certes vraie, mais elle est imparfaite. Car elle pourrait laisser croire que les Kosovars fuient d'abord la guerre et les bombardements de l'OTAN. Or, tous les témoignages recueillis aux frontières du Kosovo convergent : le gros de l'exode se fait sous la pression – et le mot est faible – des troupes serbes.

Il est clair que les dirigeants de la Serbie ont organisé et planifié à l'avance ces transferts forcés de population. Les troupes qui y procèdent ont été acheminées quelques semaines avant les négociations de Rambouillet : 40 000 hommes, notamment déployés dans le nord et le nord-est du Kosovo. Rapporté dans nos éditions du 2 avril par notre envoyé spécial au Monténégro, Rémy Ourdan, le méticuleux scénario suivi par les forces serbes marque une nouvelle forme de violences contre les populations civiles. La police, l'armée et les unités paramilitaires obligent les habitants à embarquer dans des autobus, des camions ou des trains réquisitionnés. Personne n'a d'autre choix que l'exode ou la mort. Une fois les populations

parties vers l'une des frontières, les habitations sont saccagées, brûlées, détruites.

Ayant couvert pour *Le Monde* les cinq années de la guerre en Bosnie, Rémy Ourdan peut comparer avec les horreurs dont il fut déjà le témoin : « *L'épuration ethnique au Kosovo*, écrivait-il jeudi, *si elle semble moins sauvage que les opérations de Bosnie orientale, est d'une efficacité redoutable et paraît avoir été soigneusement planifiée.* » Cette fois, on ne tue pas en masse. Mais on raye de la carte une population, ses villages, ses habitudes, sa culture et même son passé. Car on ne chasse pas seulement les gens de chez eux ; on ne se contente pas de brûler leurs fermes ou leurs champs, leurs immeubles ou leurs commerces ; on détruit aussi les registres d'état-civil ; on brûle les actes de naissance, les certificats de mariage, les titres de propriété. Par cet autodafé, les purificateurs veulent effacer jusqu'à la mémoire de l'autre. « Nettoyé » le Kosovo, le vider de sa population albanaise, c'est gommer jusqu'au souvenir administratif du peuple kosovar.

Cette « catastrophe humanitaire » est une action de guerre, un crime contre les civils. Elle constitue le plus rapide transfert forcé de population qu'ait connu l'ex-Yougoslavie depuis son éclatement. Les critiques formulées à l'égard des frappes de l'OTAN ne sauraient faire oublier cette réalité-là : la mise en œuvre de la dernière phase d'une épuration ethnique, commencée durant l'été 1998 et ayant alors déjà conduit sur les routes de l'exode – sans bombardements de l'OTAN ! – 200 000 Kosovars.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczy, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelwicz (<i>Éditoriaux et analyses</i>) ; Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>) ; Michel Kajman (<i>Débats</i>) ;
Éric Le Boucher (<i>International</i>) ; Patrick Jarreau (<i>France</i>) ; Franck Nouchi (<i>Société</i>) ; Claire Blandin (<i>Entreprises</i>) ; Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>) ; Josyane Savigneau (<i>Culture</i>) ; Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Coups de force en Amérique latine

LE 28 FÉVRIER au matin, la population du Paraguay apprenait que le gouvernement provisoire du général Raimundo Rolon avait été renversé et qu'« une révolution civile et militaire triomphante » venait de porter au pouvoir M. Felipe Molas Lopez. Ce coup d'Etat remarquablement pacifique s'était effectué pendant que les ministres étaient en train de veiller la dépouille mortelle de l'archevêque d'Assomption. C'est la quatrième « révolution » qui éclate dans cette République en l'espace d'un an. Le gouvernement du président Gonzalès, élu le 15 août 1948, que Rolon a renversé à la fin de janvier, n'a guère vécu plus de cinq mois. Rolon lui-même n'est resté au pouvoir que vingt-six jours.

A Washington, on se montre d'autant plus préoccupé que le cas du Paraguay n'est malheureusement pas isolé. Depuis le mois d'oc-

tobre, les « coups de force » se sont succédés presque sans interruption dans l'Amérique latine. Certains ont pu être étouffés dans l'œuf : par exemple en Bolivie, à Panama, au Chili, au Guatemala, en Equateur. D'autres ont abouti sans effusion de sang – comme ce fut le cas au Paraguay – ou bien en ne causant qu'un petit nombre de victimes : il en a été ainsi au Pérou, au Venezuela, au Salvador.

Washington ne saurait voir d'un œil indifférent l'agitation politique se poursuivre et s'étendre dans les pays du Sud, principalement à proximité du canal de Panama et dans les territoires pétroliers. Il y va non seulement des intérêts particuliers des Etats-Unis, mais aussi de la stabilité et de la sécurité du continent tout entier.

Angel Marvaud
(3-4 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

OTAN : le rendez-vous du 23 avril

L'ACTION en cours en République fédérale de Yougoslavie requiert « du temps », a dit Jacques Chirac ; le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, parle d'une affaire de « jours », pas de semaines ; l'état-major de l'OTAN réclame de la patience. A vrai dire, personne n'ose avancer une date pour la fin de l'opération « Force alliée », tant sont nombreux les paramètres qui peuvent en décider – politiques, militaires, humanitaires. Il y a pourtant sinon une date, du moins un rendez-vous, précis, inévitable, qui pèse sur les Occidentaux : celui du 23 avril.

Ce jour-là, à Washington, doit se tenir, en fanfare, le sommet des

chefs d'Etat et de gouvernement des dix-neuf membres de l'OTAN, qui doit célébrer le cinquantième anniversaire de l'organisation. L'âge mûr. Les Etats-Unis veulent en faire une fête, celle de l'Alliance qui, depuis 1949, incarne le lien transatlantique, qui a soudé l'Amérique et l'Europe de l'Ouest contre l'URSS. Les Etats-Unis veulent en profiter pour dire que l'OTAN a un avenir après la menace soviétique. Ils souhaitent insuffler une nouvelle vie à une organisation politico-militaire issue de la guerre froide. On imagine mal le sommet de Washington autocélébrer l'OTAN sans que celle-ci ait, d'une manière ou d'une autre, manifesté

sa pertinence dans l'affaire yougoslave. « *Washington aurait bien aimé avoir à son char romain la dépouille de Milosevic* », dit un diplomate occidental à Bruxelles ; un échec de « Force alliée », en revanche, serait du plus mauvais effet.

C'est dire que l'OTAN joue une partie de sa crédibilité et de son avenir au Kosovo, l'honnêteté imposant d'ajouter, dans le même souffle, que l'on aurait eu de forts désobligeants commentaires à son égard si elle n'était pas intervenue au Kosovo...

Au départ, c'est d'ailleurs pour cette raison – la crédibilité et l'avenir de l'OTAN – que les Etats-Unis se sont autant impliqués dans la crise. Car si la lutte contre l'expansion soviétique n'a plus d'objet, il faut donner une autre mission à l'OTAN. Sauf pour l'organisation incarnant la présence militaire et politique des Etats-Unis en Europe à se retrouver en mal de raison d'être. Ce souci-là n'est pas seulement celui des Etats-Unis. Il est largement partagé par leurs partenaires européens au sein de l'organisation, et notamment par les trois derniers venus – la Pologne, la Hongrie, la République tchèque. Il n'y a véritablement qu'en France où, sans revenir sur l'appartenance du pays à l'Alliance, se manifeste, avec plus ou moins d'acuité selon les périodes, une ambivalence certaine sur l'importance à accorder au lien transatlantique.

LE TERRAIN « IDÉAL »

Pour justifier la deuxième vie qu'ils entendent prêter à l'Alliance, les Etats-Unis – et, encore une fois, nombre de leurs alliés européens – souhaitent la doter d'autres missions que celle que lui attribue formellement sa Charte : l'organisation de la défense collective de ses membres contre toute menace extérieure. On ne peut exclure le retour de pareille menace ; mais, à l'évidence, cela ne suffit plus.

D'où l'idée – le nouveau « concept stratégique », qui doit être adopté à Washington – de confier une seconde tâche à l'OTAN. Elle deviendrait la principale organisation de maintien de la paix en Europe : la gestion des conflits d'après-guerre froide sur le Vieux Continent lui reviendrait très largement, sinon prioritairement (il y a d'autres organisations régionales) – et cela que la sécurité de ses membres soit ou non directement menacée par lesdits conflits.

Du moins est-ce ce que l'on entend ces jours-ci à Washington. Et qui justifie toute l'importance que l'on attache à la crise du Kosovo – cette petite province méridionale de la Serbie dont la plupart des Américains ignorent l'emplacement sur une carte, quand ils ne confondent pas le mot avec une chaîne de stations-service. Car le Kosovo devait – devrait – fournir le terrain « idéal » pour tester la pertinence de l'OTAN dans la gestion des crises d'après-guerre froide. La négociation y a été menée sous la menace du recours à la force par l'OTAN ; l'échec des pourparlers a entraîné les bombardements de l'OTAN ; il y en allait de la crédibilité de l'OTAN.

D'une façon ou d'une autre, le 23 avril sera l'examen de passage : le moment de juger sur pièces la manière dont l'OTAN a su ou n'a pas su montrer sa pertinence dans cette crise du Kosovo. La perspective du sommet n'est peut-être pas un élément déterminant dans la conduite des opérations sur le terrain, comme on le dit au département d'Etat. Elle est néanmoins dans l'esprit de tous ceux qui spéculent sur la meilleure sortie de crise possible d'ici au 23 avril.

Il n'y a pas pléthore de scénarios. Les frappes peuvent amener Slobodan Milosevic à accepter la solution qu'il a refusée à Rambouillet et à Paris. Si elles n'y parviennent pas, l'arrêt de la campagne de bombardements sera décidé par les militaires, quand ils estimeront avoir suffisamment « cassé » l'appareil militaire et policier de M. Milosevic. Enfin, dernière option, les Occidentaux peuvent passer à l'offensive terrestre, jugée seule en mesure de remplir leurs objectifs : le contrôle du Kosovo pour faire cesser l'épuration ethnique et assurer le retour des réfugiés.

Si Belgrade ne cède pas à l'offensive aérienne, explique Henry Kissinger à *Newsweek*, « il n'y a pas d'autre solution que de poursuivre et d'intensifier la guerre, si nécessaire en introduisant des forces terrestres de l'OTAN ». « *C'est une solution que je rejets jusqu'à présent avec énergie, mais qui devra être envisagée pour préserver la crédibilité de l'OTAN* », ajoute-t-il. L'enjeu est le même pour Zbigniew Brzezinski qui, dans le *Washington Post*, dit que l'unité de l'OTAN volera en éclats si l'organisation n'arrive pas à arrêter l'épuration ethnique et le « *mini-génocide* » en cours au Kosovo.

Alain Frachon

Les gens par Kerleroux



Kosovo : le retour de Laurent Fabius

MOINS de trois semaines après son acquittement, le 9 mars, par la Cour de justice de la République, dans le procès du sang contaminé, Laurent Fabius est de retour au Parti socialiste. Le 27 mars, devant la convention « nation-Europe » du PS, le président de l'Assemblée nationale a, pour la première fois depuis sa « réhabilitation », pris la parole devant ses amis. Comme il en a pris l'habitude depuis 1995, quand Lionel Jospin avait emporté la première manche de la bataille des héritiers de François Mitterrand, l'ancien premier ministre a distillé, avec une conviction européenne que nul ne lui conteste, conseils et leçons, mises en garde à peine voilées – sur la cohabitation ou la capacité de mobilisation pour les élections européennes – et propositions. Un registre classique.

Mais dans un parti pacifié depuis quatre ans, où les courants ont cessé, du moins en surface, de se livrer à leurs petits jeux belliqueux, M. Fabius ne s'est pas contenté de sa musique habituelle. Il a ajouté quelques notes qui ont aussitôt été traduits par les amis de M. Jospin comme l'annonce d'une offensive en bonne et due forme. Au-delà de son « *inquiétude pour le futur* », à propos du Kosovo (*Le Monde* du 30 mars), le député de Seine-Maritime a fait quelques omissions lourdement significatives. A la différence de ses interventions précédentes, il s'est abstenu de toute référence à l'action du premier ministre, dont le nom n'a même pas été cité, ou au choix de François Hollande comme tête de liste du PS aux européennes. Pis, il a marqué ses distances vis-à-vis du programme socialiste en souhaitant « un message non pas à moitié européen », mais qui fasse des socialistes « les champions de l'Europe de l'avenir ». Façon de dire qu'il reste du chemin à parcourir.

Les amis de M. Fabius ne se sont

pas contentés de sonner l'heure du retour de leur champion en renouant avec l'habitude, oubliée ces temps derniers, de distribuer le lendemain son intervention à tous les délégués. Ils ont fait connaître leur insatisfaction au sujet de la liste que venait de présenter M. Hollande pour les européennes. Tant pis si le directeur de campagne, Alain Claeys, chargé de la trésorerie et de l'organisation au secrétariat national, est un proche de M. Fabius ! Tant pis si la numéro deux de la liste, Pervenche Berès, a toutes les chances, en l'absence d'Henri Nallet, de conserver la présidence de la délégation des eurodéputés socialistes à Strasbourg ! Tant pis si, sur les vingt premiers socialistes éligibles, il y quatre fabusiens : M^{me} Berès, Danielle Darras, autre sortante (6^e), Gilles Savary, chef de file des socialistes bordelais (14^e), François Zimeray, maire de Petit-Quevilly (21^e). Les proches de M. Fabius, représentés à la commission électorale par Henri Weber, plutôt conciliant, en auraient voulu un cinquième, en la personne de Gérard Guibert, chargé de l'environnement au secrétariat national, en trentième place.

Cette attitude de M. Fabius a été d'autant plus mal perçue par les amis de M. Jospin – dont certains critiquent sous cape la non-résistance de M. Hollande, qui a pourtant écarté de la liste François Bernardini, premier fédéral des Bouches-du-Rhône, en raison de ses ennuis avec la justice – que deux autres signes ont accrédité l'idée d'un retour offensif. M. Fabius s'est abstenu, le 27 mars, de tout remerciement à son parti, qui ne lui avait pourtant pas ménagé sa solidarité lors du procès du sang contaminé. Il a surtout réitéré ses distances à propos du Kosovo, le 30 mars, sur le perron de l'Élysée, à l'issue d'un entretien avec Jacques Chirac.

Cette remise en mouvement du

président de l'Assemblée, accompagnée d'une réactivation de ses réseaux locaux, d'une réanimation de son courant – qui n'avait jamais cessé d'exister, mais était *de facto* en veilleuse – et d'initiatives très médiatisées de députés fabusiens, qu'il s'agisse de l'amendement de Frédéric Bredin sur la présomption d'innocence ou du plan de paix de Paul Quilès sur le Kosovo, fait craindre aux amis de M. Jospin l'émergence d'une nouvelle opposition interne, campant sur le créneau de la modernité social-démocrate et pariant à terme sur l'échec de la gauche « plurielle ». Les proches de M. Fabius nient farouchement une telle analyse. « *Pour le feuilleton médiatique*, dit l'un d'eux, réfugié dans l'anonymat, *c'est tentant de rouvrir un front, mais il ne va pas rejouer l'opposition.* » « *Si Fabius soutient Jospin et Hollande*, plaide-t-il, *il n'existe pas. S'il fait entendre sa petite musique, il déterre la hache de guerre !* »

De fait, depuis son discours du 27 mars, M. Fabius a corrigé le tir. Le 1^{er} avril, reçu par M. Jospin, il a proclamé qu'il faut « être totalement solidaire de ce qui se fait » en Yougoslavie, « *parce que, quand on a une*

situation aussi lourde, aussi difficile, il faut faire bloc ». Rappelant qu'il avait été un des premiers, en 1992, à préconiser des frappes aériennes contre le dirigeant serbe, il a soutenu l'idée d'une force d'interposition, sous l'égide de l'ONU, suggérée par M. Quilès, mais à condition que l'objectif soit bien de « *faire cesser les exactions de Milosevic* ».

Retour dans le rang ? M. Fabius n'a visiblement pas fait le choix d'une opposition déclarée à M. Jospin. Enfin libéré du procès du sang contaminé, il a vu dans le jugement du 9 mars le signal de sa réhabilitation politique, même si la démonstration reste à faire aux yeux de l'opinion. Il se réinstalle donc pleinement dans le paysage socialiste, en recours possible d'un après-Jospin dont nul ne peut deviner le moment et dont chacun sait que la compétition y sera rude entre les prétendants potentiels, de Martine Aubry à Dominique Strauss-Kahn, en passant par M. Hollande. Si M. Fabius a retrouvé sa liberté de parole, encore doit-il en user sans qu'elle soit déjà entendue comme dissonante.

Michel Noblecourt

RECTIFICATIFS

NISSAN

C'est par erreur que nous avons écrit, dans l'article titré « Le Japon attend avec scepticisme l'alliance entre Renault et Nissan » (*Le Monde* du 24 mars), que la part des capitaux étrangers dans l'industrie automobile japonaise s'élèverait à 37 % après la prise de participation de Renault dans le capital de Nissan. Ce pourcentage représente en réalité la part du marché automobile japonais qui sera détenue par les quatre entreprises (Mazda, Isuzu, Suzuki et Nissan) à participation étrangère.

SLOVAQUIE

La carte qui illustrait la page « Horizons - Histoire » sur l'OTAN (*Le Monde* daté 28-29 mars) comportait une erreur de légende : la Slovaquie fait partie des pays candidats à l'entrée dans l'OTAN.

CÂBLO-OPÉRATEUR

Une erreur s'est glissée dans notre analyse titrée « Le nouvel accès de nervosité de l'audiovisuel » (*Le Monde* du 18 mars). Liberty Media est une filiale de TCI, le premier câblo-opérateur américain et non pas de Time Warner. Liberty Media détient en revanche une participation minoritaire dans Time Warner.

10 JOURS POSITIFS

A SAISIR CHEZ CARREFOUR,

Samedi 3 avril

*80 000 foies gras de Canard,
et pas un de plus.*

59 F **FOIE GRAS DE CANARD**

70 **LA PIECE DE 300 G**

Il y en aura peut-être jusqu'à ce soir, on ne sait pas...

FCA!

Origine Sud-Ouest.
199 F le kg.

*Avec Carrefour
je positive!* 

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

PRIVATISATION Le cahier des charges définissant les conditions de la privatisation du Crédit lyonnais est disponible, comme l'indique un arrêté paru au *Journal officiel* du

2 avril, après avis de la Commission des participations et des transferts (CPT), ex-commission de privatisation. ● **LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE** a décidé de la mise en vente de gré à

gré d'un pourcentage du capital égal au plus à 33 % du capital du Crédit lyonnais, en vue de la constitution d'un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagé pour

quatre ans aux côtés du Lyonnais. ● **LES CANDIDATS INTÉRESSÉS** devront présenter une offre, déposée au plus tard le 28 avril 1999 au ministère de l'économie, ainsi qu'à la

CPT. ● **LE CRÉDIT AGRICOLE**, les assureurs AGF-Allianz et AXA, ainsi que plusieurs banques étrangères, ont manifesté leur intérêt. L'Etat conservera 10 %.

L'introduction en Bourse du Crédit lyonnais est programmée pour juin

La méthode de privatisation, autour d'un groupe d'actionnaires partenaires, vise à assurer une stabilité au capital de la banque publique pendant quatre ans, le temps que la banque poursuive son redressement. Ses salariés pourront détenir jusqu'à 10 % des actions

LE CAHIER des charges, qui définit les modalités de privatisation du Crédit lyonnais et les critères de sélection des entreprises qui entreront au noyau dur de la banque, est disponible. Il a été étudié par la Commission des participations et des transferts (ex-commission de privatisation) et un avis a été publié au *Journal officiel* du vendredi 2 avril.

Ce document, indique un communiqué du ministère de l'économie, « a recueilli *l'accord de la Commission européenne et a fait l'objet d'une concertation approfondie avec les organisations syndicales du Crédit lyonnais* ». La majorité du capital sera introduite en Bourse, mais un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagés pour quatre ans, détiendra une minorité de blocage (33 %). Les salariés pourront avoir jusqu'à 10 % du capital et l'Etat en conservera 10 %.

« *Cette méthode permettra au Crédit lyonnais d'achever la restructuration qu'il a engagée alors qu'un adossement précipité ou une mise brutale sur le marché aurait pu réduire ses efforts à néant* », plaide Bercy, à qui certains reprochent de n'avoir pas choisi la solution qui aurait rapporté le plus d'argent au

Le calendrier

● **2 avril** : le cahier des charges est mis à la disposition des candidats intéressés par la privatisation.
● **Courant avril** : les candidats au groupe d'actionnaires partenaires (GAP), qui doivent avoir au moins 10 milliards de francs de fonds propres, déposent une proposition de candidature.
● **28 avril** : remise des offres d'achats des candidats au GAP précisant la part du capital souhaitée, la prime proposée, le ou les projets ou accords de partenariat.
● **Mai** : analyse des offres par le ministre et la Commission des participations et des transferts (CPT).
● **Fin mai** : sélection du GAP sur avis conforme de la CPT.
● **Mi-juin** : annonce de la fourchette de prix pour l'introduction en Bourse et la vente des actions Crédit lyonnais. Les candidats au GAP ont une heure pour se rétracter.
● **Deuxième quinzaine de juin** : lancement de l'opération de marché, si les conditions boursières le permettent.

contribuable. Face à la bataille boursière qui oppose la BNP et SG Paribas, les voix se font toutefois moins fortes pour contester une méthode qui peut faire du Lyonnais un pôle de stabilité dans le paysage bancaire français !

Comment s'organise cette stabilité ? Par quatre mots-clés : « *Inaliénabilité, plafonnement, droit de préemption, droit de rachat* ». Le cahier des charges précise que, pendant deux ans, les actions acquises par un membre du GAP ne peuvent être revendues, « *sous réserve d'un droit de rachat en cas de changement de contrôle d'un membre du GAP* ». La participation de chacun est plafonnée pendant deux ans au niveau auquel le partenaire est entré dans le GAP. A deux exceptions près. Première exception : si une tentative de prise de contrôle du Lyonnais se dessine, notamment si un nouvel actionnaire franchit la barre des 8 % du capital de la banque, les membres du GAP pourront renforcer leur position. Deuxième exception : un actionnaire partenaire pourra consolider sa coopération avec le Crédit lyonnais en lui apportant des actifs, rémunérés en capital, et monter ainsi en puissance amicaleme dans le capital de la banque.

Cette période de deux années est prolongée par une période de la même durée, pendant laquelle les membres du GAP s'engagent dans un pacte d'actionnaires, « *qui prévoira notamment*, précise-t-on à Bercy, *un droit de préemption, d'une durée de vingt-quatre mois, en faveur des autres membres du GAP, au prorata de leur participation* ».

Pour être sélectionnés dans le GAP, les candidats devront démontrer le potentiel de création de valeur du partenariat qu'ils proposent au Lyonnais, son impact positif sur l'emploi, ainsi que sur le positionnement concurrentiel de la banque. Le prix, lui, est ramené au rang d'un critère secondaire. Il sera calculé en fonction de la moyenne des prix proposés par chacun des candidats. Ce prix ne sera pas exprimé en valeur absolue, mais sous la forme d'une prime que les membres du GAP sont prêts à payer par rapport aux particuliers et investisseurs institutionnels français ou étrangers qui seront servis lors de l'introduction en Bourse de la banque.

Les porteurs de certificats d'investissement (CI) du Crédit lyon-

naïse verront proposer, lorsque les actions de la banque seront cotées, une offre d'échange en action. D'ici là, la valeur des certificats d'investissement sera diluée lorsque le GAP souscra une augmentation de capital de 8 milliards de francs pour entrer dans le capital du Lyonnais.

DEUX GROUPES

Les membres du GAP se répartiront en deux groupes : ceux qui auront entre 1% et 4 % du capital et ceux qui seront entre 4 % et 10 %. Ces derniers paieront un peu plus cher leur participation. Batailleront

LES ORGANISATIONS syndicales de la Société générale et de la Banque nationale de Paris (BNP) se retrouvent face à face. Dans un communiqué, le délégué national du SNB-CFE/CGC – syndicat de l'encadrement – de la BNP a salué l'initiative de sa direction, à l'origine d'une double offre publique d'échange sur Paribas et la Société générale : « *Le personnel de la BNP, dans son ensemble, accueille favorablement ce rapprochement. En proposant le maintien des enseignes bancaires existantes, les dirigeants de la BNP se sont formellement engagés à ne procéder à aucun départ contraint* » Et de rappeler que « *les engagements pris par la BNP, particulièrement en matière d'emploi, ont toujours été respectés* ».

A la Société générale, on a du mal à se ranger à cet avis. Le SNB, qui n'avait pas été mis au courant par son homologue de la BNP de cette déclaration, en a pris ombrage. La CFDT, elle, refuse de prendre position. « *Nous réitérons notre opposition aux deux projets* », assure Alain Treviglio, de la CFDT Société générale, tout en reconnaissant que le projet BNP fait peur dans la maison davantage à cause de la fusion des réseaux d'agences. « *Mais dans les deux cas il y aura des réductions d'emplois, plus ou moins rapides, mais toujours réelles* », poursuit-il. Dans son projet SG Paribas, la direction prévoyait initialement 4 000 suppressions de postes ; ce nombre serait aujourd'hui porté à plus de 5 000, dont les deux tiers hors de France. « *Cela tombe à un moment où la profession bancaire n'a plus de convention collective* », s'inquiète M. Treviglio. FO est plus

Les fusions bancaires divisent et inquiètent les syndicats

tranchée : lors de la dernière séance plénière du comité central d'entreprise de la Société générale, le 30 mars, elle a pris parti pour le projet SG Paribas. « *Le projet revisté n'est pas très convaincant, ni en terme d'emplois maintenus ni en terme d'emplois supprimés, mais semble rester en deçà du risque BNP* », affirme FO.

DES EFFETS VARIÉS

L'inquiétude des syndicats est nourrie par un rapport de l'expert-comptable du comité d'entreprise de la SG. Chargé d'analyser chaque année les comptes de la banque, le cabinet Sécafi-Alpha a ajouté, à son rapport pour 1998, une annexe d'une trentaine de pages qui examine les conséquences des projets de rapprochement SG/Paribas et BNP/SG/Paribas. Sur le front de l'emploi, l'expert rappelle quelques réalités. Les effets des rapprochements bancaires sont variés selon le type de projet industriel, et c'est dans le cas de fusion de réseaux

Michel Pébereau prêt au dialogue

Le président de la BNP, Michel Pébereau, s'est déclaré, dans un entretien au Figaro du vendredi 2 avril, prêt à dialoguer avec les dirigeants de la Société générale et de Paribas pour faire évoluer son projet de rapprochement des trois banques. Il indique qu'il était parvenu, avec le président de la Société générale, Daniel Bouton, « à un accord de principe sur la fusion de la Société générale avec la BNP, même si certaines modalités restaient à définir », avant que celui-ci ne choisisse de s'allier avec Paribas. « *Sur le fond, tout le monde est bien conscient de la nécessité de travailler ensemble* », poursuit-il.

La Société générale et Paribas, qui tiennent leurs conseils mardi 6 avril, restent fermes sur leur opposition au projet BNP. Revenant sur ses engagements de ne pas procéder à des licenciements collectifs en France, M. Pébereau a indiqué : « *Le souci de l'emploi est un élément constitutif de notre projet. Il a toujours été une priorité pour moi.* »

Abandons en série sur le marché allemand du téléphone

télécommunications de Veba (51,25 %) et de RWE (49,75 %) se sont accentuées au fil des exercices pour atteindre 2,2 milliards de deutschemarks en 1998.

Cette cession survient dans le cadre d'une lutte impitoyable entre les différents opérateurs. En Allemagne, la libéralisation a pris une tournure beaucoup plus agressive que partout ailleurs en Europe. Deutsche Telekom, qui avait le monopole, actuellement en voie de privatisation, s'est lancé dans une stratégie de baisse des prix afin d'endiguer ses pertes de marché, évaluées par Goldman Sachs « *entre 20 % et 30 %* », sur un secteur qui reste toutefois en forte croissance, ce qui explique que le chiffre d'affaires et le résultat de l'opérateur continuent de progresser. Les analystes de la banque Goldman Sachs notent que « *le chaos semble s'être installé sur le marché des télécommunications vocales longue distance* ».

Les concurrents, une douzaine au total, ont proliféré ; outre les grands groupes privés, des sociétés de création récente et en forte croissance ont généré de véritables *success stories*. L'un de ces nouveaux venus, Mobilcom, est devenu une des vedettes du nouveau marché allemand. Beaucoup d'observateurs pensaient d'ailleurs cette société en mesure de

reprendre le réseau d'Otelo ces derniers jours. C'est dans ce contexte que Veba et RWE ont choisi de limiter leurs pertes. Voi-

ci à peine deux ans, ils affichaient haut leurs ambitions et espéraient, à coup de milliards de deutschemarks, devenir les « *premiers concurrents de Deutsche Telekom* ». Le réseau fixe avait commencé à être commercialisé en mars 1998. Un an après, le retrait est brutal : la chute des prix, dans des proportions « *inattendues* » d'après Veba, et les coûts de lancement d'un réseau à vocation nationale ont conduit à une « *situation insatisfaisante* ».

LE MOBILE PLUS PROMETTEUR

RWE et Veba n'abandonnent pas pour autant les télécommunications. « *Nous voulons nous concentrer sur la téléphonie mobile* », indique Marie-Luise Wolff, porte-parole de Veba. Ce créneau est plus prometteur, même si le réseau des deux groupes, E+, avec plus de 2 millions de clients, prévoyait des pertes jusqu'à l'an 2000. Les réseaux D1 (Deutsche Telekom) et D2 (Mannesmann) caracolent en tête, alors qu'un quatrième réseau mobile, celui de Viag, a démarré à la fin de 1998. Veba, qui possède 17,5 % de Bouygues Télécom, se verrait bien exercer son option d'achat

après le retrait de Cable & Wire-

less dans la société française. C'est Mannesmann qui tire le mieux son épingle du jeu, tandis que le dernier grand opérateur privé, le munichoïse Viag, continue d'investir à perte dans des projets plus modestes. Mannesmann est devenu le deuxième acteur du pays, loin derrière Deutsche Telekom. Et ses ambitions ne se limitent pas à l'Allemagne : actionnaire de Cegetel en France, Mannesmann est le partenaire d'Omnitel en Italie, dont il pourrait prendre le contrôle total en cas de succès de l'OPA lancée par Olivetti sur Telecom Italia.

« *La palette des services téléphoniques et la couverture géographique des offres de Mannesmann représentent, à notre avis, le profil de l'opérateur téléphonique à succès du futur* », estiment les analystes de Goldman Sachs. Les « *structures des réseaux et de la clientèle de Mannesmann Arcor et d'Otelo se complètent bien* », affirme-t-on chez Veba. Mannesman gère un volume d'appels de plus de 40 millions de minutes par jour contre 130 à Deutsche Telekom. Et ses activités mobiles amassent des bénéfices depuis 1994, qui seront de plus en plus réinvestis dans la téléphonie fixe.

Philippe Ricard

qu'ils sont le plus élevés. En Suisse, « *la fusion UBS/SBS devrait aboutir à une réduction de 21 % de l'effectif, soit 12 000 personnes dont 7 000 en Suisse* ». La fusion récente des deux banques bavaoises BVB et BH a également montré que l'intégration des réseaux se faisait généralement plus vite qu'annoncé (quatre années plutôt que cinq en l'occurrence). En outre, le nombre d'emplois supprimés peut dépasser largement le chiffre annoncé : les banques américaines Bank America et NationsBank avaient annoncé entre 5 000 et 8 000 réductions de postes et ont porté ce nombre à 18 000 (10 %).

Pour l'expert, le projet BNP plus exigeant en matière de rentabilité pour les réseaux d'agences que le projet SG Paribas, est le plus menaçant. Même si la BNP poursuit sa politique de gestion solidaire de l'emploi. Avec celle-ci, elle « *a réduit ses effectifs du réseau de 15 % en cinq ans, soit sensiblement plus vite que la Société générale avec son plan social*

de 1993 (– 11 %). La poursuite d'un tel rythme de réduction aboutirait à la suppression d'un peu plus de 12 % des effectifs de l'ensemble des réseaux du nouveau groupe (7 000 personnes) d'ici à la fin 2 002 ». S'y ajoutent au moins 3 000 suppressions de postes supplémentaires programmées. « *Au total, l'ensemble des réseaux perdrait au moins 10 000 personnes d'ici à 2002, soit quelque 17 % des effectifs* ». Si SG Paribas résiste face à la BNP – ce qui est clairement le cas –, la situation ne serait guère meilleure : le risque, pour Alpha, serait que le groupe passe sous pavillon étranger, avec un déplacement des centres de décision et la délocalisation de back office. Le cabinet rappelle quelques réalités plus générales observées lors de fusions. Premièrement, il n'y a pas de corrélation dans le domaine bancaire entre la taille des établissements et leur rentabilité. Deuxième point, le cabinet reconnaît que les actionnaires des sociétés cibles sortent généralement plus riches d'une fusion, mais, pour ceux de l'acquéreur, le taux d'échec est plus élevé (un sur deux). Les risques d'échec augmentent avec la taille des fusions et l'hostilité du personnel. Troisième point, pour le client « *la concentration ne se traduit pas forcément par des baisses de tarifs et/ou une amélioration de la qualité de l'offre* ». En Grande-Bretagne, le ministère des finances s'inquiète de la trop forte concentration bancaire. Quant au gouvernement canadien, il s'est opposé à une opération de fusion entre les plus grandes banques du pays pour cette raison.

S. F.

Accord sur les 35 heures chez Renault

LES SYNDICATS CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC, représentant 60 % des salariés de Renault, ont annoncé, jeudi 1^{er} avril, qu'ils allaient signer l'accord sur les 35 heures. A la CFDT, de vives tensions sont apparues. Sept sections sur dix auraient voté contre le texte, mais les trois sections favorables à la signature représentent 52,4 % des mandats. La CGT a émis un « avis défavorable » mais devait annoncer sa réponse définitive vendredi.

Les signataires ont mis en avant les 6 000 embauches prévues par l'accord. Les effectifs devraient cependant continuer à décroître. Pour compenser la réduction du temps de travail, Renault va embaucher 2 100 jeunes. Parallèlement, l'accord prévoit le départ, sur cinq ans, de 10 500 salariés à partir de 57 ans, compensé par 3 900 embauches. En outre, le texte prévoit le maintien des rémunérations ainsi que l'octroi de 10 à 18 jours de repos supplémentaires par an. Le projet d'accord instaure également une annualisation du temps de travail, avec possibilité de semaines de six jours durant quatre mois sur l'année (*Le Monde* du 27 mars).

Les prévisions du marché automobile révisées à la hausse

LES VENTES de voitures neuves en France ont progressé de 12,9 % en mars par rapport au même mois de l'année dernière, à 206 307 unités. C'est le meilleur résultat sur ce mois depuis 1990. Cette progression permet au Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) de relever ses prévisions sur 1999. La hausse devrait être supérieure aux 2 % à 3 % initialement escomptés.

Parmi les marques françaises, la plus forte croissance est enregistrée par Peugeot, qui a vu ses ventes progresser de 12,3 % (soit une part de marché de 16,4 %). La hausse s'élève à 8,5 % pour Citroën (11,9 % de part de marché) et à 9,9 % pour Renault (28,3 % de part de marché). Mercedes a quasiment doublé ses ventes (+ 97 %, à 4 345 véhicules), tandis que la hausse pour les marques japonaises est de 33 %, à 12 161 unités. Tous les étrangers ont progressé, à l'exception de Fiat (– 13,5 %, à 13 072 unités).

La publicité ethnique explose aux Etats-Unis

A New York, les communautés afro-américaine, asiatique et hispanique, constituent la moitié de la population. Pour séduire ces nouveaux consommateurs américains, dont le pouvoir d'achat augmente fortement, les annonceurs doivent concevoir des campagnes spécifiques

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Il faut remonter Park Avenue jusqu'à la 96^e Rue, au nord de Central Park, pour prendre le pouls du New York ethnique : les Afro-Américains, Cubains, Dominicains, Portoricains, Mexicains se mélangent au début de Harlem, dans cet ancien quartier coupé-gorge. Ils naviguent entre les *bodegas* – ces petits magasins de fruits et légumes, typiques d'Amérique latine – de la 3^e Avenue, les terrains de basket grillagés de la 106^e Rue, et l'Apollo Theater sur le Martin Luther King Boulevard.

Si le quartier d'El Barrio – le Harlem hispanique – a toujours triste allure avec ses terrains vagues jonchés de débris et les sièges de voiture posés devant certaines entrées d'immeubles, la

réalité économique de Harlem a changé : les communautés « minoritaires » qui animent ce morceau de ville sont devenues les cibles privilégiées des publicitaires. Depuis deux ans, ils savent qu'il n'est plus possible de toucher tous les consommateurs en faisant l'impasse sur ces groupes ethniques.

Les Hispaniques, les Afro-Américains et les Asiatiques représenteront le tiers de la population américaine d'ici à 2010 : les Hispaniques sont déjà 30,7 millions (11,3 % de la population), les Afro-Américains, 12,7 % de la population, et les Asiatiques seulement 4 %, mais leur pouvoir d'achat est le plus élevé du pays.

Les publicitaires tentent de s'adapter à cette nouvelle structure socio-consumériste puisque les anciennes « niches marketing » ont été transformées, par la grâce d'un récent recensement démographique, en un marché dominant en forte croissance. Depuis novembre 1998, des groupes comme Young & Rubicam, Leo Burnett ou Euro RSCG, acquièrent des agences spécialisées en publicité ethnique. « Dans les années 70, la grande révélation

socio-marketing, c'étaient les Noirs, raconte Eliot Kang, le président de Kang & Lee, l'une des principales agences de publicité asiatique de New York. Certaines entreprises ont commencé à mettre des comédiens afro-américains dans leur casting publicitaire, mais c'était plus pour jouer la carte du « politiquement correct » que pour vendre des produits. Les choses ont changé dans les années 80 avec les Hispaniques, dont la croissance démographique est impressionnante ; puis, les Asiatiques arrivés avec leurs dollars dans les années 90 ».

AVANT-GARDE URBAINE

Le premier client de Kang & Lee fut, en 1986, les pianos Steinway. Dans le show-room installé sur la 57^e Rue, les vendeurs avaient l'habitude de voir deux types de clients, raconte M. Kang : « Les très très riches ou les très très professionnels. Un jour, ils ont vu des Asiatiques acheter leurs pianos alors qu'ils étaient ni très riches ni très professionnels. A partir de là, ils ont réalisé qu'il y avait un marché. » Après une campagne spécifiquement destinée à la communauté asiatique – en chinois,

coréen, vietnamien, japonais, philippin et indien pour couvrir 90 % des Asiatiques américains –, les ventes de Steinway auraient augmenté de 30 %.

La plupart des annonceurs cherchent à développer les ventes d'un produit sur un nouveau marché ou un marché à fort potentiel de croissance. C'est le cas par exemple des opérateurs de télécommunication, comme MCI, qui multiplient les spots en espagnol sur les deux grandes chaînes du pays, Telemundo et Univision. Ils veulent convaincre les Sud-Américains d'utiliser leurs services pour les appels longue distance puisque, selon les publicitaires, ils utilisent « plus fréquemment et plus longtemps » le téléphone que les autres, selon les publicitaires : « Certains dépensent pratiquement le prix de leur loyer en facture de téléphone », affirme Denis Glennon, chargé de la publicité de MCI à l'agence MVBMS Euro RSCG.

En 1992, MCI se contentait de traduire en espagnol des publicités conçues en anglais. Aujourd'hui, l'opérateur s'adresse spécifiquement aux Hispaniques avec plusieurs douzaines de films par an en espagnol. Pas question

pour autant d'aligner les clichés ou de faire la même publicité qu'au pays. Il faut que la publicité paraisse « authentique ». Dans le groupe Bravo, première agence de communication hispanique à New York, une centaine de personnes de vingt et un nationalités sud-américaines inventent et testent des publicités afin d'intégrer la spécificité latino-américaine. Pour les campagnes publicitaires de masse, explique Fernando Fernandez, l'un des dirigeants du groupe, « nous utilisons des comédiens hispaniques et une langue espagnole la plus neutre possible. On y ajoute un contexte familial fort ».

Il faut nourrir le rêve américain : « Les gens sont venus pour vivre mieux », ajoute M. Fernandez. Mais les arguments commerciaux ne sont pas transposables d'une communauté à l'autre. Et la tâche est encore plus complexe lorsqu'il devient nécessaire d'affiner les annonces en fonction des différents groupes d'une même communauté. Ainsi, faire de la pub pour du riz ou des haricots est moins facile qu'il n'y paraît : « Pour les Mexicains, l'annonce doit montrer du riz jaune, pour les

Portoricains, il faut du riz blanc présenté avec des haricots rouges, et pour toucher les Cubains, il faut du « congris », du riz blanc mélangé à des haricots noirs », précise Fernando Fernandez.

Les Afro-Américains, eux, sont sans barrière de langue et disséminés dans toutes les couches professionnelles de la population. Mais la publicité qui leur est destinée est, elle aussi, spécifique : elle se caractérise par son avant-garde urbaine. « Ils ont une influence de plus en plus perceptible sur la mode, la musique, les divertissements, le sport », affirme Charlee Taylor-Hines, la prêtresse de l'Urban Reality (réalité urbaine) dans le groupe Young & Rubicam. « C'est un ton, une musique (le rap ou l'acid jazz) qui ne peut plus seulement s'exprimer sur MTV, comme il y a vingt ans », précise Jeffrey Marshall, l'un des dirigeants de l'agence créée par le réalisateur noir américain Spike Lee. Le mythe du melting-pot américain a vécu. Pour Daisy Exposito, la présidente de Bravo Group, « les gens n'abandonnent plus leur identité, ni leur langue ».

Florence Amalou

Des médias communautaires

Il existe pas moins de 1 479 magazines et chaînes de télévision destinés aux Noirs américains, 1 174 en direction des Hispaniques et 608 pour les Américains d'origine asiatique. Sur le seul marché des médias diffusés en langue espagnole, il existe deux réseaux nationaux de télévision (Telemundo et Univision), 116 chaînes télévisées locales (contre 17 en 1985), 521 stations de radio (contre 170) et 88 magazines différents (contre 19).

Les Américains parlant espagnol disposent également de 25 annuaires téléphoniques propres à leur communauté. La majorité de ces médias sont conçus et fabriqués sur le sol américain.

Grève à « Ouest-France » sur la réduction du temps de travail

NANTES
de notre correspondant

Ouest-France ne devrait pas paraître samedi 3 avril. L'ensemble des syndicats représentés dans l'entreprise, la CGT, la CFDT, la CGC, le SNCTL (cadres) et le Syndicat national des journalistes (SNJ), appelle à un arrêt de travail de vingt-quatre heures, la veille, « pour imposer une vraie négociation sur la

réduction du temps de travail, réduction de précarité et créatrice d'emplois ». Sauf travail surprise des rotativistes, qui contredirait l'appel du Syndicat du Livre CGT, la non-apparition du quotidien régional basé à Rennes semble acquise. Ce mouvement touchant toutes les catégories de personnel du premier journal français, qui emploie 1 850 personnes, exprime un déca-

lage profond entre la réalité dont font part les salariés, particulièrement au sein de la rédaction où les journalistes vacataires sont très nombreux, et le discours à connotation sociale de la direction.

INCOMPRÉHENSIONS MULTIPLES

Ce malaise s'est cristallisé sur la question du temps de travail ouvert par la loi Aubry. L'intersyndicale juge que la direction « diabolise » cette loi et « refuse d'entendre la voix des salariés ». Elle estime « méprisante » son attitude, et en veut pour preuve que l'unique réunion sur le sujet, tenue le 29 mars, s'est résumée à la lecture d'une déclaration de François-Régis Hutin, PDG de Ouest-France, jugeant « extravagantes et irréalistes les demandes des syndicats ». La négociation a été renvoyée à six semaines plus tard.

Cette temporisation « est d'autant plus mal perçue que la direction nous demande d'avancer à marche forcée sur la prise de contrôle des quotidiens Hersant des Pays de la Loire. Quand il faut franchir la barre du million d'exemplaires, tout est préparé et analysé minutieusement. Quand il faut négocier la réduction du temps de travail, on nous oppose des principes idéologiques », explique André Thomas, journaliste à Brest et délégué CFDT, pour qui « Ouest-France ne pourra échapper ni à son contexte législatif ni à son environnement social ». Habitué à rapporter les accords locaux sur la réduction du temps de travail dans leurs colonnes, les journalistes supportent d'autant moins le blocage de leur situation sur le sujet. « Une entreprise comme le Crédit mutuel de Bretagne, similaire par sa taille,

son organisation et sa culture originelles, a su mettre en œuvre un accord très intéressant », explique l'un d'eux, en citant aussi le groupe Bayard, qui a abordé la loi Aubry sans a priori.

La direction de Ouest-France jugeait, jeudi soir, que « l'annonce d'une grève déclenchée par les syndicats de manière soudaine et irresponsable est un mauvais coup porté au journal en cette période de Pâques ne pouvant que ruiner la confiance des lecteurs et des annonceurs ». Elle fait état, en cas de non-apparition, de « pertes considérables, de l'ordre de 9 millions de francs, qui ne manqueraient pas d'avoir des conséquences profondément négatives sur les négociations entreprises ». La direction évoque ainsi « le projet des Pays de la Loire destiné à sauver les 300 emplois de Presse-Océan ». Faisant appel au « bon sens » des personnels, la direction « s'efforcera de publier, malgré tout, le journal du samedi de Pâques ».

Dominique Luneau

Nouveau report pour la vente de « France-Soir »

Le tribunal de grande instance de Paris a ordonné, jeudi 1^{er} avril, en référé, le report au 12 avril du conseil d'administration de France-Soir, initialement prévu le 2 avril. Le comité d'entreprise de France-Soir avait demandé un délai supplémentaire pour donner son avis sur la cession du quotidien à Georges Ghosn. C'est une victoire pour les salariés de France-Soir, alors que le PDG de la Socpresse, Yves de Chaisemartin, voulait boucler le processus de vente à la fin du mois de mars. Le Comité intersyndical du Livre parisien estime que les « actions engagées ont permis de mettre en échec une stratégie de passage en force ». Il demande que la Socpresse reste présente dans le capital de France-Soir. De leur côté, les rotativistes et les correcteurs ont signé, avec MM. de Chaisemartin et Ghosn, des accords qui ont été critiqués par les autres catégories du syndicat et par l'intersyndicale des journalistes de France-Soir.

TF 1 et Canal Plus visent les activités satellitaires de Telecom Italia

EN ITALIE, l'horizon se dégage pour Canal Plus. Après le retrait de Murdoch, la chaîne cryptée pouvait encore craindre la menace de TF 1. Patrick Le Lay, PDG de la Une, a, encore récemment, manifesté son intérêt pour la Péninsule. Son projet est d'y lancer une plate-forme numérique concurrente de Di Più, le bouquet de complément de Telepiù, sur la base de Stream, filiale de Telecom Italia. Cette perspective semble s'éloigner, alors que Canal Plus négocie activement avec l'opérateur italien de téléphone.

La chaîne cryptée souhaite céder 45 % du capital de Telepiù, qu'elle contrôle à 90 %. 10 % sont déjà dévolus à la RAI. Cette dernière dispose en outre du droit à présenter à Canal Plus des partenaires italiens pour entrer au tour de table de Telepiù. Favorable au départ à Wind, l'EDF italien, la RAI n'est plus opposée à l'entrée de Telecom Italia. Pour faire face à une offre publique d'achat (OPA) lancée par Olivetti, l'opérateur de téléphone doit se séparer de quelques centres de services. Stream fait partie de ceux-là. La

plate-forme numérique de Telecom Italia est endettée et les abonnés sont moins de 130 000.

La proposition de Canal Plus passe par la reprise des 50 000 abonnés satellites de Stream avec, en contrepartie pour Telecom Italia, une part de Telepiù comprise entre 2,5 % et 5 %, valorisée 10 milliards de francs (1,5 milliard d'euros). Dans cet échange, les activités câble et satellite de Stream seraient scindées. Le câble resterait dans les mains de Telecom Italia, tandis que la partie satellite passerait sous la houlette de Canal Plus. La chaîne cryptée fournirait, en outre, des programmes aux réseaux câblés de Stream. Pour certains, ce découpage n'aurait que des avantages pour Canal Plus, le câble représentant l'essentiel des pertes de Stream.

En l'état, cette proposition a peu de chances d'être retenue. Il y a quelques semaines, l'opérateur de téléphone a déjà fait connaître son peu d'enthousiasme pour une offre quasi similaire présentée par TF 1. Telecom Italia refuse de séparer le câble du satellite, justement pour ne

pas avoir à conserver le principal centre de pertes.

Après avoir mené un audit « musclé » sur les comptes de Stream, la Une avait présenté une offre centrée uniquement sur le satellite, accompagnée d'une proposition de partage de coûts de programmes et de transports des chaînes. Concrètement, TF 1 souhaite acquérir 30 % du capital du bouquet satellitaire Stream, qui serait rebaptisé et relancé à la manière de TPS. Telecom Italia pourrait prendre place au tour de table à hauteur de 30 % à 40 %. Le reliquat serait cédé à des investisseurs financiers italiens. L'équilibre pourrait être atteint en 2002 ou 2003, avec près de 4,5 milliards de pertes cumulées (685 millions d'euros).

A TF 1, où certains estiment un développement en Italie « trop cher et trop risqué », Angelo Codignoni, ancien directeur général de La Cinque version Berlusconi, et aujourd'hui conseiller de Patrick Le Lay, aurait fait connaître ses réticences.

Guy Duthéil

Le n° 2 est paru.

En vente chez votre marchand de journaux.

Mensuel / Avril 1999

Nouvelle formule / Numéro 2 / 24 F

Le Monde des
DEBATS

Document :
le témoignage
de Paul Ricœur
au procès
du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ?
Benjamin Stora / Luis Martinez

Malaise dans la psychanalyse
Marie Moscovici / Daniel Widlöcher

Architecture : la France ringarde ?
Philippe Trétiack / Jean-Pierre Le Dantec

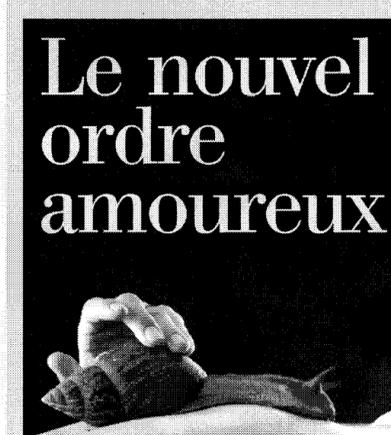
Le maire philosophe de Venise

Mensuel 5 980 Francs / 180 F
Couté 5 050 F / 1 500 F
Région 3 700 F / 1 100 F
Abonnement 11,5 5 000 F / 1 500 F

M 1021 - 2400 F



Le nouvel ordre amoureux



Michel Bozon, Eric Fassin, Yves Michaud, Catherine Salles
Florence Maillechon / Tony Anatrella, Jean-Louis Flandrin

Le Monde des
DEBATS

Restez libre, cultivez votre sens critique.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

SPORTS Le juge d'instruction lillois Patrick Keil, chargé de l'affaire Festina depuis le mois de juillet, a auditionné, jeudi 1^{er} avril, le président de la Fédération française de

cyclisme (FFC), Daniel Baal, et le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc. ● LE PREMIER a été mis en examen pour « complicité des délits de facilitation

et d'incitation à l'usage et administration à autrui de substances ou de produits dopants ». Sans formuler de commentaire sur cette décision, le ministère de la jeunesse et des

sports a apporté son soutien à la Fédération. ● JEAN-MARIE LEBLANC, quant à lui, n'a pas été mis en examen. ● DE L'AUTRE CÔTÉ de la frontière, la course des Trois Jours de la

Panne s'est achevée sans les coureurs de l'équipe Mapei, interpellés par la gendarmerie belge après la découverte d'un colis contenant des ampoules d'amphétamines.

Le président de la Fédération de cyclisme rattrapé par l'affaire Festina

Soupçonné de « complicité » par le juge lillois Patrick Keil, Daniel Baal est à son tour mis en examen. Le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, lui aussi interrogé par le magistrat, n'a pas été mis en cause dans ce dossier concernant le dopage des coureurs

MIS EN EXAMEN jeudi 1^{er} avril par le juge Patrick Keil pour « complicité des délits de facilitation et d'incitation à l'usage et administration à autrui de substances ou de produits dopants », Daniel Baal, président de la Fédération française de cyclisme (FFC), n'en conserve pas moins le soutien de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, et de son ministère.



Bien que refusant de commenter « cette décision [qui] relève de la seule autorité judiciaire compétente », le ministère de tutelle « tient à souligner [que] la FFC a été l'une des fédérations qui ont pris une série d'initiatives destinées à combattre cette tricherie

dans le sport que constitue le dopage. »

Dans la tourmente qui secoue actuellement le sport cycliste et ses principaux dirigeants, Marie-George Buffet n'oublie pas que, le 28 février, elle épingleait les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au revers de la veste de Daniel Baal, en le saluant par ces paroles : « Vous vous placez sur le terrain des valeurs, et, à travers cette décoration, c'est une certaine idée du sport que nous honorons... » Daniel Baal a quitté peu avant 14 heures, jeudi, le bureau du juge lillois, au terme d'une audition qui a duré près de quatre heures. Cette mise en examen n'étant assortie d'aucun contrôle judiciaire, le président de la FFC a annoncé lui-même la nouvelle aux journalistes présents devant le palais de justice de Lille. Au même moment, non loin de là, Jean-Marie Leblanc, di-

recteur de la Société du Tour de France, répondait aux questions des policiers du SRPJ, qui l'avaient placé en garde à vue dès son arrivée dans les locaux, à 9 h 30. Présenté à son tour au magistrat instructeur à 17 h 30, le directeur du Tour allait ressortir trois quarts d'heure plus tard, lavé de tout soupçon. « A l'issue de mon audition par les services du SRPJ de Lille, le procès-verbal de mes réponses a été transmis au juge Keil, et celui-ci s'est déclaré satisfait des réponses que je lui avais apportées », devait-il déclarer. « En conséquence, je ne suis pas mis en examen. Et maintenant, au travail. Paris-Roubaix, c'est dans un peu plus d'une semaine », lançait-il visiblement soulagé au terme de neuf heures d'audition.

Il faut donc croire que Patrick Keil, ce juge que d'aucuns décrivent comme un personnage au regard acéré, particulièrement mé-

ticuleux et dénué d'humour, n'a pas été satisfait des réponses fournies par Daniel Baal aux nombreuses questions qu'il a dû lui poser. « Aucune des accusations portées contre moi n'a le moindre fondement », a déploré le président de la FFC. « Elles [ces accusations] reposent sur la foi de déclarations de personnes mises en examen et d'un témoin », a-t-il affirmé.

LA SYMPATHIE DU MINISTÈRE

Daniel Baal est la treizième personne mise en examen dans ce dossier, dit « affaire Festina », mené par le magistrat lillois depuis le 8 juillet 1998, après l'arrestation par les douaniers du soigneur Willy Voet, alors qu'il transportait plus de quatre cents doses de substances interdites à bord d'un véhicule marqué des couleurs de la firme andorrane.

Agé de quarante et un ans, l'AI-

sacien Daniel Baal dirige la FFC depuis 1993. Plus jeune président de fédération au moment de son élection, c'est, paradoxalement, dans le combat contre le dopage qu'il a gagné la sympathie de son ministre de tutelle et une reconnaissance internationale. Vice-président de l'UCI (Union cycliste internationale), on le crédite volontiers d'ambitions plus importantes au sein de cette instance, vis-à-vis de laquelle il nourrit des divergences.

En septembre 1998, il a institué le suivi médical longitudinal pour l'ensemble des coureurs français de haut niveau, amateurs et professionnels confondus, en imposant le choix du protocole français élaboré par les docteurs Alain Garnier et Gérard Dine, plus sévère que celui retenu par l'UCI. Cette démarche lui a valu quelques remontrances à peine voilées, formulées

par Hein Verbruggen, le président actuel de l'UCI (Le Monde des 28 et 29 mars). Lorsqu'il est arrivé à la tête de la FFC, Daniel Baal, ancien coureur de niveau régional, ne connaissait pas le milieu professionnel. Cadre supérieur au Crédit mutuel du département du Haut-Rhin, c'est au fil des journées éprouvantes de juillet 1998, en plein cœur de l'affaire Festina, qu'il dit avoir découvert l'ampleur du fléau qui ravage le cyclisme.

DES SILENCES COUPABLES ?

Une confession qui ne convainc visiblement pas le juge, lequel lui reproche au minimum une complicité passive aggravée de silences coupables et, au pis, une propension à « enterrer » des cas de dopage avérés. Plusieurs ont été évoqués ces jours derniers – par exemple celui de Laurent Brochard au championnat du monde de 1997, déclaré positif pour injection de lidoquine (Le Monde du 31 mars) –, que Daniel Baal a contesté. Pourtant, selon des sources proches de l'enquête, il semble bien que, malgré les justifications avancées (une exception thérapeutique), de réelles suspicions pèsent et que les dénégations de Daniel Baal à leur propos ne résistent pas à la lumière des faits établis durant l'instruction.

Avec Daniel Baal et Roger Legeay, président de la Ligue professionnelle et vice-président de la FFC, mis en examen et placé sous contrôle judiciaire lundi 29 mars, le magistrat a donc décidé d'impliquer les deux plus hauts dirigeants du cyclisme français. Contre l'avis du procureur adjoint, Gérard Vinsonneau, le juge instruit dans le but de responsabiliser les principaux acteurs d'un sport intoxiqué par la médicalisation à outrance.

Embarqué désormais sur la même galère que ceux qu'il n'a cessé de dénoncer depuis le début de l'affaire, Daniel Baal n'a pas l'intention, pour autant, d'être accusé avec eux. Il s'est dit prêt à se battre « pour obtenir le non-lieu le plus rapidement possible ».

Philippe Le Cœur

Yves Bordenave

Trafic d'anabolisants à Abbeville

La police d'Abbeville a démantelé un réseau local de trafic de substances interdites, volées dans un entrepôt de produits pharmaceutiques de la ville et destinées au milieu cycliste de Picardie. Dans cette affaire, révélée jeudi 1^{er} avril, un coureur cycliste semi-professionnel, Frédéric Klaes, vingt-sept ans, a reconnu les faits. Il a été mis en examen en janvier pour recel et placé sous contrôle judiciaire. Un autre coureur picard a été mis en examen en mars, également pour recel. L'enquête faisait suite à une plainte déposée en novembre 1998 par la direction d'un entrepôt de produits pharmaceutiques, où des amphétamines, des anabolisants et des corticoïdes avaient disparu. Un chauffeur-livreur de la société – cyclotouriste amateur de haut niveau – avait été mis en examen et écroué pour vol. Remis en liberté la semaine dernière, il a reconnu s'être livré à des vols dans l'entrepôt depuis dix ans.

L'équipe italienne Mapei est prise dans la tourmente en Belgique

LES ROUTES de chaque côté de la frontière franco-belge vont finir par devenir maudites au sein du peloton cycliste professionnel. Jeudi 1^{er} avril dans la matinée, alors qu'à Lille le juge Patrick Keil continuait à instruire l'affaire Festina, outre-Quévrain, à Courtrai, une autre affaire a éclaté. Avec, ici aussi, la découverte de produits dopants et la mise en cause d'une formation de premier plan : l'équipe italienne Mapei, la plus puissante équipe cycliste au monde. Finalement, le soufflé est retombé – du moins dans l'immédiat –, car, jeudi en soirée, coureurs et dirigeants de la formation transalpine ont été lavés des soupçons qui pesaient sur eux.

Tout avait commencé à la Panne, à 8 h 57, par l'interpellation par la gendarmerie belge du directeur sportif de Mapei, le Belge Patrick Lefèvre, et de ses coureurs. Réalisée au départ de la troisième étape des Trois Jours de la Panne, à la demande du parquet de Courtrai, cette intervention a provoqué l'annulation de la demi-étape matinale. Ces interpellations, ainsi que les perquisitions qui les ont suivies dans l'hôtel où résidait l'équipe Mapei, à Courtrai, ont été motivées par la découverte, lundi 29 mars, d'un paquet suspect par le service de sécurité de l'entreprise de courrier express DHL, près de Courtrai.

Ce paquet, à destination de l'Italie, avait été expédié de l'hôtel des Mapei. Il contenait un

boîtier vidéo avec cinq « ampoules dont le contenu nous a paru suspect », a expliqué la direction générale de DHL Belgique. A la différence de l'affaire Festina, dans laquelle des doses d'EPO avaient été saisies, les ampoules trouvées en Belgique contiennent des amphétamines. C'est ce qu'a indiqué, jeudi, Louis Deneckere, le procureur de Courtrai, qui a ouvert une instruction sur la base de « détention de produits interdits ». « Un seul homme est à l'origine de cette affaire et de l'envoi du colis, il s'agit d'un soigneur italien de l'équipe », a précisé, jeudi soir, Louis Deneckere, qui a admis que l'intéressé n'a pas reconnu les faits.

VIVES RÉACTIONS CHEZ LES COUREURS

Si les Trois Jours de la Panne ont pu s'achever normalement dans l'après-midi – sans les Mapei – avec un contre-la-montre gagné par le Belge Franck Vandebroucke (Cofidis) et un classement général final remporté par un autre Belge, Peter Van Petegem (TVM), l'intervention matinale a provoqué de vives réactions. Coureurs, directeurs sportifs et organisateurs ont publié un communiqué marquant leur « désapprobation » sur la manière dont sont intervenues les forces de l'ordre. « Une telle action ne se justifiait pas, c'est de la publicité facile », a aussi estimé Tom Van Damme, directeur de la Fédération belge de cyclisme.

Se déclarant « scandalisé », Hein Verbruggen, le président de l'Union cycliste internationale (UCI), a souligné que « depuis lundi les autorités ont eu suffisamment d'occasions d'intervenir » et, pointant un article relatif à la découverte de ce fameux paquet, paru dans le journal *Het Laatste Nieuws* dès jeudi matin, a estimé que « ce procureur avait d'autres motivations que la justice ». « Nous ne désirions pas intervenir ce jeudi matin », s'est défendu Louis Deneckere, qui prévoyait une intervention jeudi soir. Mais les fuites l'ont obligé à agir plus vite.

Les coureurs de l'équipe Mapei ayant été relâchés jeudi en soirée, ils pourront participer, dimanche 4 avril, au Tour des Flandres. Dans cette célèbre classique de printemps, certains d'entre eux, comme l'Italien Michele Bartoli, actuel numéro un mondial, figurent parmi les favoris.

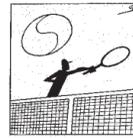
Reste maintenant à savoir si l'équipe ne risque pas d'être rattrapée par d'éventuelles « confessions » du soigneur sur qui a été reporté l'ensemble des responsabilités dans l'affaire de Courtrai. Même si la nature des produits saisis et leur nombre diffèrent singulièrement, l'affaire Festina a commencé par l'arrestation d'un soigneur.

Le capitaine Guy Forget vit sa première Coupe Davis

NÎMES

de notre envoyée spéciale

Son sourire est serein, comme son discours, il parle de plaisir, de bonheur et d'inspiration : Guy Forget est heureux. Il y a certes l'angoisse et cette appréhension liée à la proximité de la rencontre de Nîmes, mais rien ne semble entamer son optimisme. Il est le nouveau capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis, et c'est pour lui une belle aventure qui commence. « Cela fait plaisir, c'est un challenge, le tennis, c'est ce qui m'a fait, depuis tout petit », dit ce fils et petit-fils de joueurs de haut niveau.



Il y a deux ans qu'il a quitté le circuit, en effectuant ses adieux lors du Tournoi de Key Biscayne, en Floride. Il avait alors trente-deux ans et tirait un trait sur une carrière magnifique, en simple comme en double, pourtant souvent empoisonnée par les blessures d'un corps un peu trop fragile, d'une tête un brin trop anglois. Appartenant à la génération de Yannick Noah et d'Henri Leconte, il avait sans doute un peu vécu dans leur ombre, mais personne ne pourrait oublier son jeu offensif d'escrimeur, ses feintes à la volée derrière son grand service de gaucher.

Après le talent charismatique de Yannick Noah ou les relations passionnelles avec le tonitruant Henri Leconte, les Français avaient appris à aimer ce grand échelas aux airs timides. Depuis longtemps, les An-

glais l'avaient adopté pour son élégance. C'est sur leur gazon que Guy Forget avait réalisé quelques-uns de ses plus beaux exploits dans les tournois du Grand Chelem, en s'y hissant, notamment, en quarts de finale en 1994, alors qu'il sortait d'une opération au genou.

Quatrième joueur mondial en mars 1991, vainqueur cette année-là de l'Open de Paris, il était surtout devenu le héros de la Coupe Davis 1991. Alors sélectionné en simple et en double, il avait rapporté le point de la victoire face à Pete Sampras, à Lyon, le 1^{er} décembre 1991. Le capitaine s'appelaient Yannick Noah, il était son ami. Engagé en double à Malmö, lors d'une nouvelle finale de Coupe Davis, il avait contribué à la victoire contre la Suède en 1996.

PLÉBISCITÉ

Après sa retraite, Guy Forget ne s'est pas complètement éloigné du tennis. Commentateur pour Eurosport, il a suivi les joueurs et parfois les joueuses tout au long de la saison 1998. Grâce à son passé, grâce à sa présence bienveillante sur le circuit, il s'est attaché leur sympathie. Quand Yannick Noah annonce qu'il quitte le poste de capitaine de Coupe Davis, à l'automne 1998, Guy Forget est plébiscité par les joueurs comme par les joueuses. En septembre 1998, après la victoire de la France sur Israël, qui marque sa réintégration dans le groupe mondial, Yannick Noah intronise Guy Forget. Le 10 octobre, il est capitaine : « Tout cela est venu un peu tôt, a souvent expliqué Guy Forget. J'ai eu plus de facilité à accepter, car les joueurs et les joueuses me l'avaient demandé. » Il est à

Nîmes pour le premier tour de Coupe Davis, il sera dans dix jours à Moscou pour le premier tour de la Fed Cup, l'épreuve des femmes. « Ma petite vie de ces quelques mois, qui me paraissait si routinière, est chamboulée, explique-t-il avant d'ajouter, mais c'est bien. »

Succéder à Yannick Noah, capitaine de deux vainqueurs de Coupe Davis et d'une victorieuse en Fed Cup (1997), n'est pas chose facile. « C'est un honneur et un plaisir, lance Guy Forget. J'ai vécu beaucoup de choses

Jérôme Golmard en simple et en double

Jérôme Golmard, qui devait jouer le match d'ouverture, vendredi 2 avril, contre Richard Krajicek, est également prévu dans le double, associé à Guillaume Raouy, samedi. Récent vainqueur du Tournoi de Dubaï et quart de finaliste à celui de Key Biscayne, le gaucher est l'un des joueurs français en forme du moment. Son nom s'est imposé, mercredi, dans les deux disciplines, après le forfait de Fabrice Santoro, qui souffre d'une fracture de fatigue à une côte. Après de longues conversations avec l'encadrement et les joueurs, Guy Forget a écarté Olivier Delaitre, le meilleur partenaire de Santoro en double, pour lui préférer Sébastien Grosjean, finaliste, dimanche 28 mars, du Tournoi de Key Biscayne : « Je préfère avoir un troisième joueur de simple en cas de blessure », a expliqué le capitaine.

avec lui, c'est passionnant, je vais m'inspirer de ce qu'il a fait avec nous. » Ce qu'il souhaiterait aussi, c'est apporter son expérience de joueur de Coupe Davis.

Son rôle de capitaine, il l'assume avec joie. Les joueurs l'écoutent et le respectent, il a l'impression d'être un grand frère. Depuis quelques jours, il a joué les intendants, le receveur de plaintes universelles pour une minute de retard ou de l'eau qui manque dans le réfrigérateur. Il rit : « Je voyais la nervosité de Yannick qui explosait en fin de journée. Il disait : "Faut que je fume une clope" ou "Faut que j'aille faire un tour". Je me disais : "Qu'est-ce qu'il raconte, il n'a rien foutu de la journée !" Et maintenant, je le vois. Le capitaine vit avec les angoisses des joueurs. »

Le poste de capitaine semble convenir à Guy Forget, la complicité avec ses joueurs est évidente. « Le jour où je n'aurai plus cette marque de respect et cette écoute, je m'en irai. » Pourtant, il sait qu'il vit un premier tour difficile en Coupe Davis. Même sur terre battue, les Néerlandais emmenés par Richard Krajicek, quatrième joueur mondial, sont dangereux. « Il faut aussi savoir accepter la défaite. Quoi qu'il arrive, je serai toujours derrière mes joueurs. »

Bénédicte Mathieu

COMMENTAIRE

POUR SAUVER

LE CYCLISME

Le cyclisme ne peut plus longtemps continuer à supporter le soupçon permanent qui est son lot depuis l'été, quand a éclaté, au cœur du Tour de France, l'affaire Festina ». La mise en examen du président de la Fédération française de cyclisme (FFC), Daniel Baal, après celle de son vice-président, Roger Legeay, a situé la responsabilité à son plus haut niveau. On peut penser que la décision du juge Keil fait peu de cas des efforts fédéraux pour tenter d'enrayer le dopage, et fragilise un homme – Daniel Baal – sur lequel la ministre des sports, Marie-George Buffet, souhaitait s'appuyer pour imposer sa politique antidopage et restaurer la crédibilité de ce sport.

Mais ce serait oublier que, pendant des décennies, toutes les autorités qui se sont succédé à sa tête ont lâchement fermé les yeux et les auraient sans doute conservés clos encore longtemps sans l'affaire Festina ». Cet aveuglement a mené là où on se trouve aujourd'hui. En réclamant l'arrêt du Tour de France 1998, Le Monde avait, le premier, mesuré le dan-

DÉPÊCHE

■ **BASKET** : le club italien Kinder Bologna, tenant du titre, s'est qualifié pour la finale à quatre de l'Euroleague masculine de basket, en s'imposant, jeudi 1^{er} avril à Pau, face à Pau-Orthez (70-54). Kinder Bologna affrontera Teamsystem Bologna, l'autre club de la ville italienne, lors de la première journée de la finale à quatre, le 20 avril à Munich.

ger qui pesait sur le cyclisme si des mesures radicales n'étaient prises pour sauver ce sport superbe d'une fatale décredibilisation. Sans doute Daniel Baal en a-t-il pris conscience, mieux que bien d'autres. Mais trop tard. Il paye aujourd'hui trop d'années de laxisme complexe et d'impérities.

Il fallait frapper fort pour qu'enfin on mesure l'étendue du problème, ses dangers pour l'éthique sportive et la santé des coureurs, et pour cesser de s'en tenir à d'hypocrites professions de foi. Il faudra maintenant, et c'est le plus ardu, qu'au-delà du cas des hommes se transforment les consciences dans un milieu pervers par tant de mensonges et d'omertés coupables. Ce sport qui, plus que tout autre, a su, depuis un siècle, se bâtir une légende épique, mérite bien de renaitre débarrassé du soupçon qui pèse désormais sur les performances de ses plus populaires champions. C'est aimer le cyclisme que le soutenir, car sinon, c'est l'indifférence, d'une certaine façon la mort, qui le menace.

Fasse que la mise en examen de Daniel Baal et de Roger Legeay serve la cause du cyclisme. Et au-delà, ne l'oublions pas, du sport en général.

Jacques Buob

Le télescope spatial Hubble filme le printemps d'Uranus

Une « première » visible sur Internet

UN PETIT FILM illustrant les perturbations climatiques d'Uranus au sortir de sa longue période hivernale a été réalisé par le télescope spatial Hubble, annonce la NASA. Il s'agit d'une animation montée à partir d'une série d'images fixes.

Elle montre des vagues de nuages brillants qui déferlent dans l'atmosphère de la septième planète du système solaire, gigantesques tempêtes d'une surface équivalente à la moitié de la superficie des Etats-Unis.

Comme pour la Terre, les variations saisonnières d'Uranus ont pour origine l'inclinaison de son axe de rotation par rapport à son plan orbital. La planète effectuant un tour complet du Soleil en quatre-vingt-quatre ans, ses quatre saisons durent plus de vingt ans chacune. Elle est quasiment couchée sur son orbite et, pendant un quart de l'année uranienne, le Soleil brille donc à la verticale d'un pôle, plongeant l'autre moitié de la planète dans un hiver froid et sombre. L'hémisphère nord d'Uranus vient juste de sortir de cette

longue période d'hibernation forcée. Au fur et à mesure que le Soleil illumine l'atmosphère, le « réchauffement » des gaz qui la composent provoque la formation des nuages composés probablement de cristaux de méthane à une température de 185 degrés au-dessous de zéro.

Ces images ont également permis aux scientifiques d'observer que le lent réveil à la vie de la planète se traduisait par des séries de secousses dans les anneaux qui l'entourent.

Découverte en 1781 par l'astronome anglais d'origine allemande William Herschel, Uranus est une boule gazeuse composée principalement d'hydrogène et d'hélium, quatre fois grande comme la Terre, mais quasi invisible à l'œil nu. La sonde américaine Voyager 2, qui l'a survolée en 1986, n'y a distingué que très peu de détails et ce film constitue donc une première. Il est visible sur Internet: oposite.stsci.edu/pubinfo/pr/1999/11/animations.html

J.-P. D.

Le surgénérateur expérimental Phénix poursuit sa coûteuse cure de jouvence

Les essais de transmutation des déchets reprendront en 2000

Les travaux de rénovation du surgénérateur Phénix se poursuivent à Marcoule (Gard). Moyennant 650 millions de francs (99 millions

d'euros), l'installation devrait être remise en service en avril 2000. Après l'arrêt de Superphénix, Phénix demeure l'unique outil de recherche sur

la transmutation des radioéléments, l'un des modes de gestion des déchets radioactifs sur lesquels le Parlement se prononcera en 2006.

MARCOULE

de notre envoyé spécial

S'agissant au-dessus de la cuve du réacteur surgénérateur Phénix, des ingénieurs préparent une des multiples opérations de révision de l'ancêtre de Superphénix. Les 800 tonnes de sodium fondu qui baignent le cœur, actuellement désactivé, vont être partiellement vidangées durant la nuit et remplacées par un gaz inerte, l'argon. Cela permettra à des périsopes d'inspecter le « bouchon couvercle » du cœur et de vérifier s'il est bon pour le service.

Il ne s'agit là que de l'un des chantiers menés en parallèle avant la remise en service d'une installation qui doit pour beaucoup son salut à l'arrêt de Superphénix. Ces travaux « gigantesques » prévoient aussi l'inspection d'une virole qui solidarise le bloc réacteur à la cuve, la rénovation des protections antismismiques et de tenue au feu – le sodium est en effet très inflammable –, l'étude de défauts observés sur un générateur de vapeur, énumère Alain Lafon, le chef de

ce réacteur expérimental géré par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Sans compter « 300 lots de travaux » prévus au titre de la visite décennale de l'installation.

Le tout est mené sous l'œil inquisiteur des inspecteurs de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui a ordonné cette cure de jouvence généralisée.

DES DÉLAIS SERRÉS

Au total, 650 millions de francs (99 millions d'euros) seront nécessaires pour boucler la révision, qui doit s'achever en avril 2000, rappelle Alain Lafon. Les délais sont serrés. Avec l'arrêt de Superphénix, Phénix est désormais le seul surgénérateur français permettant d'étudier la transmutation des radioéléments à vie longue, une des voies de recherche prévues par la loi de 1991 sur la gestion des déchets.

Les expérimentations devront être conduites entre 2000 et 2004. Leur interprétation sera rendue dans la foulée, pour que le Par-

lement puisse se prononcer en 2006 sur la meilleure façon de se débarrasser de cet héritage : séparation et transmutation des radioéléments, stockage en profondeur, entreposage en surface, ou combinaison de ces solutions.

La transmutation consiste à transformer, par le biais d'une réaction nucléaire, des éléments à vie longue en éléments à vie plus courte, voire, dans le meilleur des cas, en éléments stables non radioactifs. Un réacteur de 1 000 mégawatts produit chaque année 200 kilogrammes de plutonium, 31 kilogrammes d'actinides et 750 kilogrammes de produits de fission. La durée de vie de tous

ces éléments se compte parfois en millions d'années. Les réacteurs à neutrons rapides (RNR), comme Phénix, où le flux de neutrons est dix fois plus élevé que dans les réacteurs classiques, permettent d'explorer cette technologie. Les résultats les plus probants ont été obtenus en 1986, à l'occasion de l'expérience Superfact 1, dans laquelle un taux de 30 % de transmutation du neptunium 237 avait été obtenu, donnant 20 % de plutonium 238 et 10 % de produits de fission. Reste tout de même encore 70 % de l'élément indésirable...

Pour absorber les déchets du parc actuel, il faudrait, disent les modèles, construire des surgénérateurs représentant 30 % de la puissance installée (63 000 mégawatts). Soit treize Superphénix ou soixante-quinze Phénix ! L'intérêt de cette voie de recherche semble donc, pour l'heure, hypothétique.

« CHOIX IDÉOLOGIQUES »

D'autant que l'arrêt de Superphénix a sonné le glas des surgénérateurs en France pour longtemps et que les projets de réacteurs hybrides, tels le Rubbiatron, dont leurs concepteurs vantent les vertus transmutatrices, restent lointains.

Phénix pourra-t-il d'ailleurs mener à bien son programme de recherche dans les délais ? Le groupe permanent réacteur, chargé d'évaluer l'intérêt de Phénix comme outil de recherche, avait souligné, dans un avis rendu public par le député (UDF) Claude Birraux, que Superphénix aurait été plus satisfaisant. Fallait-il investir 650 millions de francs pour relancer un réacteur à bout de souffle ? « Les choix idéologiques ont un prix », note le député de Haute-Savoie.

Comme nombre d'observateurs, il considère que le redémarrage de Phénix n'est que « la contrepartie à l'arrêt de Superphénix », obtenu de haute lutte par le ministre de l'environnement, Dominique Voynet.

Hervé Morin

La contamination mère-fœtus par le virus du sida diminue

COMMENT diminuer le risque couru par les femmes séropositives de donner naissance à un enfant contaminé ? En 1994, un essai montra qu'en administrant de l'AZT pendant la grossesse, au moment de l'accouchement et, au nouveau-né, pendant ses six premières semaines, il était possible de faire passer le taux de contamination de près de 20 % à environ 8 %. Aujourd'hui, mais à condition d'associer à l'AZT un accouchement programmé par césarienne, il est possible de réduire encore ce risque, à environ 2 %. C'est ce que montre une étude, réalisée à la fois en Europe et aux Etats-Unis par quinze équipes sur 8 533 couples mère-enfant, et publiée dans l'édition du 1^{er} avril du *New England Journal of Medicine*.

Au fil des années, on a appris de quelle manière se produit cette contamination, essentiellement au moment de l'accouchement lorsqu'il a lieu par les voies naturelles. Elle peut intervenir à différentes étapes de l'accouchement : au moment où se déclenchent les contractions utérines quand se produisent des microtransfusions de sang de la mère à l'enfant ; après la rupture de la poche des eaux ; lors du passage dans les voies génitales infectées. La programmation d'une césarienne permet, d'une part, de mettre en route une perfusion d'AZT dans les heures qui précèdent l'intervention et, d'autre part, d'éviter au maximum le contact de l'enfant avec le virus. De plus, l'absence de contraction utérine évite les microtransfusions.

Selon le docteur Laurent Mandelbrot, qui, dans le service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital

Cochin, a participé à différents essais de prévention de la transmission materno-fœtale, la proposition d'une césarienne est le plus souvent bien reçue. Actuellement, à la maternité Baudelocque, environ 70 % des naissances se font par césarienne chez les femmes soignées par l'AZT dès le troisième trimestre de grossesse.

DES RISQUES MAL CONNUS

Mais l'obtention d'une diminution de la virémie (la concentration sanguine des virus) au moyen de la bi ou de la trithérapie modifiera sans doute ces schémas. En effet, plus la charge virale est faible, plus diminuent les risques de contamination de l'enfant. Il ne sera alors peut-être plus nécessaire de proposer la césarienne en dehors des nécessités obstétricales habituelles. La césarienne est un acte chirurgical qui, comme tous les actes chirurgicaux, n'est pas anodin et peut mettre en danger la vie de la mère. En outre, cet acte ne peut être proposé partout. Il est, en particulier, beaucoup trop dangereux dans la plupart des pays en développement.

Il faut noter, enfin, que les risques courus par le fœtus du fait des traitements antiviraux sont encore mal connus, que ce soit pour l'AZT seul ou les multithérapies. Il reste aussi que les femmes séropositives vivent très souvent dans des conditions de précarité sociale et de santé telles qu'elles nécessitent un soutien médical, psychologique et social lourd, seul à même de préserver au mieux les chances de l'enfant à naître.

Elisabeth Bursaux

Voyez grand.
Après tout, qui a déjà entendu parler d'Alexandre Le Moyen ?



ENTCARTON

3i

www.3i.com

Le leader européen du capital investissement.

Nuages et pluies faibles

SAMEDI. Une dépression assez creuse est centrée sur l'Atlantique. Une perturbation abordera les régions de l'ouest en début de matinée et progressera vers l'est en cours de journée. Elle donnera des pluies généralement faibles, en particulier sur la moitié nord. Seules les régions de la façade est et les régions méditerranéennes bénéficieront de belles périodes ensoleillées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages seront présents tout au long de la journée. Ils seront parfois accompagnés de pluies faibles. Il fera de 15 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - En début de matinée, le ciel sera très nuageux. Rapidement, des pluies arriveront par l'ouest et gagneront l'ensemble des régions. Il fera de 14 à 17 degrés.

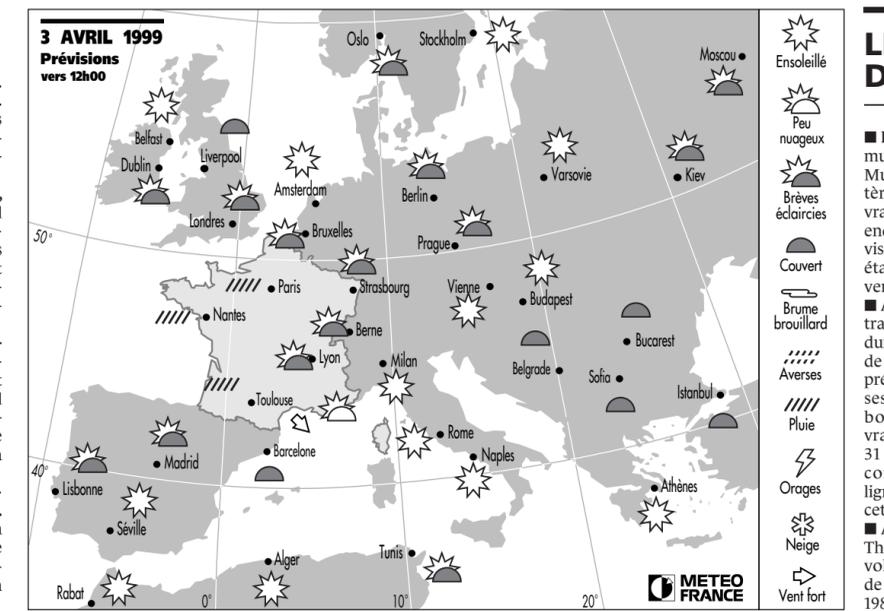
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Malgré un ciel souvent chargé, le

soleil fera quelques apparitions. Des averses tomberont le matin. L'après-midi, le temps sera plus sec mais des pluies faibles aborderont la Bourgogne en soirée. Il fera de 15 à 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le matin, le ciel sera couvert et faiblement pluvieux sur Poitou-Charentes. Ces pluies souvent éparées gagneront progressivement Aquitaine et Midi-Pyrénées. Il fera de 15 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin et l'Auvergne, le ciel, nuageux au petit matin, se couvrira rapidement et il pleuvra faiblement. Sur Rhône-Alpes, le ciel sera partagé entre nuages et belles éclaircies. Il fera de 15 à 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Malgré un ciel parfois voilé, la journée sera bien ensoleillée. Le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 50 ou 60 km/h. Il fera de 18 à 22 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PORTUGAL.** Au moins 80 % des musées publics portugais (dont le Musée d'art ancien et le monastère Jeronimos de Lisbonne) devraient être fermés pour le week-end de Pâques en raison du préavis de grève du personnel de ces établissements qui dénonce l'ouverture des musées les jours fériés.

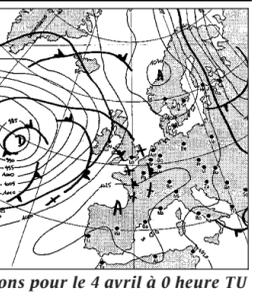
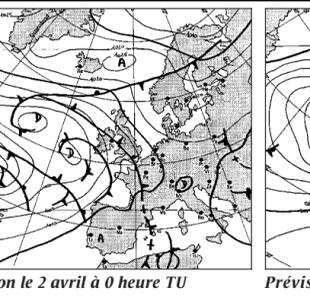
■ **AUSTRALIE.** La compagnie australienne Qantas a décidé de réduire son trafic pendant la période de passage à l'an 2000 afin, a-t-elle précisé, de mieux mettre en place ses procédures de sécurité anti-bogue. Ces perturbations devraient durer 24 heures, entre le 31 décembre et le 1^{er} janvier. La compagnie n'a pas précisé les lignes qui seraient concernées par cette mesure.

■ **AVION.** Depuis lundi 29 mars, Thai Airways a étendu à tous ses vols internationaux l'interdiction de fumer déjà en vigueur, depuis 1989, sur ses lignes intérieures.

PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	7/16 N	PAPEETE	25/31 P	KIEV	4/13 N	VENISE	9/19 S	LE CAIRE	14/23 S
AJACCIO	6/18 S	NANTES	9/18 P	POINTE-A-PIT.	13/21 N	LISBONNE	13/21 N	MARRAKECH	14/28 S	
BARRITZ	11/16 P	NICE	11/18 S	ST-DENIS-RE.	23/27 C	LIVERPOOL	8/15 C	NAIROBI	17/26 C	
BORDEAUX	9/17 P	PARIS	9/15 P	EUROPE		LONDRES	9/17 N	PRETORIA	17/26 N	
BOURGES	7/16 P	PAU	7/16 P	AMSTERDAM	9/18 S	LUXEMBOURG	7/17 N	RABAT	10/22 S	
BREST	10/17 P	PERPIGNAN	10/17 P	ATHENES	11/17 S	MADRID	7/24 N	TUNIS	10/18 N	
CAEN	10/15 P	RENNES	10/20 P	BRUXELLES	6/14 S	MILAN	6/22 S	ASIE-OCEANIE		
CHERBOURG	9/15 P	ST-ETIENNE	6/14 N	BUCAREST	5/11 C	MOSCOW	1/8 N	BANGKOK	26/33 P	
CLERMONT-F.	8/16 N	STRASBOURG	7/16 N	BUDAPEST	6/18 S	MUNICH	3/15 C	BOMBAY	23/32 S	
DIJON	5/15 N	TOULOUSE	8/17 P	COPENHAGUE	4/12 S	NAPLES	10/18 S	DIJAKARTA	26/31 N	
GRENOBLE	5/20 N	TOURS	8/17 P	DUBLIN	6/13 N	OSLO	0/3 N	DUBAI	25/36 S	
LILLE	8/14 N	FRANCE outre-mer		FRANCFORT	6/19 S	PALMA DE M.	9/22 C	HANOI	21/24 C	
LIMOGES	7/15 P	CAYENNE	24/30 P	GENEVE	7/16 C	PRAQUE	8/10 N	HONGKONG	20/24 N	
LYON	7/16 N	FORT-DE-FR.	24/29 C	HELSINKI	-6/4 N	ROME	7/18 S	JERUSALEM	11/20 S	
MARSEILLE	9/20 S	NOUMEA	25/30 S	ISTANBUL	8/12 C	VARSOVIE	3/16 S	NEW DELHI	22/36 S	
						ST-PETERSB.	-4/5 N	PEKIN	5/16 N	
						STOCKHOLM	0/9 S	SINGAPOUR	25/29 C	
						TENERIFE	9/15 S	SYDNEY	18/21 C	
								TOKYO	8/14 N	

AMÉRIQUES	20/29 S	BRASILIA	15/21 C	BUENOS AIR.	23/26 P	CARACAS	23/26 P	CHICAGO	13/22 N	LIMA	20/24 C	LOS ANGELES	7/14 N	MEXICO	11/28 S	MONTREAL	1/7 P	NEW YORK	7/13 C	SAN FRANCIS.	8/10 S	SANTIAGOCHI	10/22 S	TORONTO	5/18 P	WASHINGTON	11/19 C
AFRIQUE	8/21 S	ALGER	18/23 P	DAKAR	23/31 P	KINSHASA	23/31 P																				



PÂQUES

Les offices de la Semaine sainte à Paris

HORAIRES des offices de la Semaine sainte, dans quelques-uns des principaux lieux de culte du centre de Paris.

● Culte catholique

Notre-Dame de Paris (4^e arrondissement) : vendredi 2 avril, célébration de la Passion à 18 h 30 ; samedi 3, vigile pascale à 21 heures ; dimanche 4, messes à 10 heures, 11 h 30, 18 h 30 ; lundi 5, messes à 8 heures, 9 heures, 12 heures et 18 h 15. **Saint-Eustache**, place du Jour (1^{er}) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 22 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 18 heures. **Saint-Germain-l'Auxerrois**, place du Louvre (1^{er}) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 h 5 ; lundi 5, 8 h 30, 12 heures, 18 h 30. **Saint-Gervais**, place Saint-Gervais (4^e) : vendredi 2, 18 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 11 heures. **Saint-Louis-en-l'Île** (4^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche, 11 heures ; lundi 5, 11 heures. **Saint-Etienne-du-Mont**, place Sainte-Geneviève (5^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4 et lundi 5 : 11 heures.

Saint-Médard, rue Mouffetard (5^e) : vendredi 2, 20 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 h 15 ; lundi 5, 12 heures. **Saint-Séverin-Saint-Nicolas**, rue des Prêtres-Saint-Séverin (5^e) : vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 10 heures, 12 heures, 18 heures et 19 h 30 ; lundi 5, 12 h 5, 19 heures. **Notre-Dame-des-Champs**, 91, boulevard Montparnasse (6^e) : vendredi 2, 20 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures, 17 h 30 ; lundi 5, 11 heures. **Saint-Sulpice**, place Saint-Sulpice (6^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 10 h 30 ; lundi 5, 9 heures, 12 heures et 18 h 45. **Saint-François-Xavier**, place du président-Mithouard (7^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 9 heures, 10 h 15, 11 h 30, 18 h 30. **Saint-Augustin**, place saint-Augustin (8^e) : vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 11 heures. **Sainte-Madeleine**, place de la Madeleine (8^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 11 heures, 18 h 30. **Notre-Dame-de-la-Gare**, place Jeanne-

d'Arc (13^e) : vendredi 2, 20 h 30 ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 9 heures et 11 heures ; lundi 5, 9 h 30. **Saint-Hippolyte**, 7, avenue de Choisy (13^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 10 h 30 ; lundi 5, 12 h 15. **Saint-Lambert-de-Vaugirard**, place Gerbert (15^e) : vendredi 2, 20 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 19 heures. **Saint-Honoré-d'Eylau** : 66 bis, avenue Raymond-Poincaré (16^e) : vendredi 2, 19 h 15 ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 9 h 30, 11 heures ; lundi 5, 9 heures et 11 heures. **Saint-Ferdinand**, 27, rue d'Armaillé (17^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 h 15 ; lundi 5, 11 heures.

● Culte luthérien

Les Billettes, 24, rue des Archives (4^e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 10 h 30.

● Culte anglican

Saint-Georges, 7, rue Auguste-Vacquerie (16^e) : vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 22 heures ; dimanche 4, 8 h 30 et 10 h 30.

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement du jeudi 1^{er} avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondre au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 EN MONTAGNE, et sur Internet, <http://www.skifrance.fr>.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes ; n.c. signifie non communiqué.

DAUPHINÉ-ISÈRE

L'Alpe-d'Huez : 148-340 ; Alpe-du-Grand-Serre : 90-190 ; Auris-en-Oisans : 75-120 ; Autrans : 60-130 ; Chamrousse : 90-130 ; Le Collet-d'Allevard : 60-110 ; Les Deux-Alpes : 100-400 ; Lans-en-Vercors : 100-110 ; Méaudre : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-00 ; Les Sept-Laux : 110-190 ; Villard-de-Lans : 100-240.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 150-245 ; Les Carroz-d'Arâches : 85-570 ; Chamonix : 80-300 ; Châtel : 70-220 ; La Clusaz : 30-260 ; Combloux : 70-220 ; Les Contamines-Montjoie : 30-

200 ; Flaine : 122-570 ; Les Gets : 70-220 ; Le Grand-Bornand : 140-210 ; Les Houches : 60-80 ; Megève : 80-250 ; Morillon : 20-570 ; Morzine-Avoriaz : 50-245 ; Pralognan-Les-Bains : 110-190 ; Pralognan-Les-Croix : 80-180 ; Saint-Gervais : 65-250 ; Samoëns : 10-550 ; Thonon-les-Bains : 70-160.

SAVOIE

Les Aillons : 10-208 ; Les Arcs : 116-320 ; Arâches-Beaufort : 60-250 ; Aussois : 60-70 ; Bonneval-sur-Arc : 125-205 ; Bessans : 97-115 ; Le Corbier : 70-120 ; Courchevel : 124-247 ; La Tania : 105-259 ; Crest-Voland-Cohennoz : 100-200 ; Flumet : 70-190 ; Les Karellis : n.c. ; Les Menuires : 80-230 ; Saint-Martin-Belleville : 40-230 ; Méribel : 60-230 ; La Norma : 50-110 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 85-230 ; La Plagne : 150-300 ; La Rosière 1850 : 162-325 ; Saint-François-Longchamp : n.c. ; Saint-Sorlin-d'Arves : 80-160 ; Les Saisies : 70-220 ; Tignes : 138-280 ; La Toussuire : 80-120 ; Val-Cenis : 50-180 ; Val-Frèjus : 50-100 ; Val-d'Isère : 126-250 ; Valloire : 50-190 ; Valmeinier : 35-190 ; Valmorel : 95-210 ; Val-Thorens : 120-250.

ALPES-DU-SUD

Auron : 70-110 ; Beuil-les-Launes : n.c. ; Isola 2000 : 55-65 ; Montgenèvre : 50-60 ; Orcières-Merlette : 40-160 ; Les Orres : 80-150 ; Pra-Loup : 60-160 ; Puy-Saint-Vincent : 50-150 ; Risoul : 1850 : 50-90 ; Le Saize-Super-Sauze : 30-160 ; Serre-Chevalier : 20-110 ; Superdévoluy : 80-170 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos/Le Seignus : 60-100 ; Val d'Allos/La Foux : 105-120 ; Vars : 50-90.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 30-100 ; Font-Romeu : 75-90 ; Gourette : 40-200 ; Luchon-Superbagnères : 40-100 ; Luz-Ardiden : 80-145 ; La Mongie : 60-160 ; Piau-Engaly : 60-90 ; Saint-Lary-Soulan : 45-75.

AUVERGNE

Besse/Superbesse : 30-130 ; Le Mont-Dore : 40-165 ; Superlioran : n.c.

JURA

Métabief : 10-105 ; Mijoux-Lélex-la-Faucille : 80-130 ; Les Rousses : 30-120.

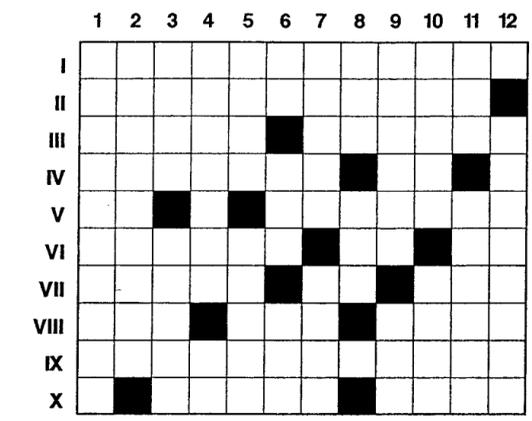
VOSGES

Le Bonhomme : 30-70 ; La Bresse-Hohneck : 50-120 ; Gérardmer : 40-100 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : n.c.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99079

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALLEMENT

I. C'est en fermant les chaînes qu'elle nous libère, pas en les ouvrant. - II. Ne sont qu'inventions et affabulations. - III. Crier comme un porteur de bois. A prendre entre amis au pub. - IV. Faire des provisions pour l'hiver. Un grand tour. - V. Note. Prend les mesures comme un pied. - VI. Vaporeux. Voyelles. Démonstratif. - VII. Conviendra, bien qu'un peu vieux. Le titane. Peut s'échanger. - VIII. Il va falloir le convertir en euro. Cap

d'Espagne. Génie persan. - IX. Fixation en sous-sol. - X. Les provisions du perceuteur. Bonne à jeter.

VERTICALEMENT

1. Vous font atteindre des sommets. - 2. Sortie plus ou moins délicate. - 3. Ouverts à tous, quand la mer se retire. Rencontre imprévue. - 4. Apporter la finition. Petit paresseux. - 5. Peut apporter son aide. Gras et désagréable. - 6. Informateur masqué. Fit des enfants avec le premier venu.

PHILATÉLIE

Avant-première au « Monde »

SERGE MARKÓ signe un très beau carnet de voyage, le premier émis par les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Ce carnet de douze timbres (format 220 x 160 mm, vendu 100 F, 15,24 €) a été tiré à 50 000 exemplaires. Il a été conçu à l'occasion d'une tournée effectuée en 1998 à bord du *Marion-Dufresne*, qui a conduit Serge Markó à Crozet, et à Keruelen et à Saint-Paul-et-Amsterdam. *Le Monde* accueillera (21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris) la vente anticipée de ce carnet, samedi 10 avril, de 14 à 17 heures, en présence, pour une séance de dédicaces, de Serge Markó, Brigitte Girardin, administratrice supérieure des TAAF et auteur de la préface, et Jean-Marie Jaguenaud, chef des services postaux et de transmissions du territoire.

Les élections au Parlement européen



JEAN-MICHEL FOLON signe un timbre à 3 F, mis en vente générale le 29 mars, annonçant les élections au Parlement européen, le 13 juin prochain.

Ce timbre succède à ceux émis régulièrement sur ce sujet depuis les deuxièmes élections au Parlement européen, en 1984, ou représentant

le Palais des droits de l'homme de Strasbourg (1996, 1998). Jean-Michel Folon a réalisé ses premiers timbres pour la France en 1982, puis en a dessiné, entre autres, pour la Grande-Bretagne (1991, 1995).

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, mis en page par Jean-Paul Cousin, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante. Les philatélistes peuvent obtenir l'oblitération « premier jour » par correspondance pendant huit semaines auprès du Bureau des oblitérations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

P. J.

EN FILIGRANE

■ **Vente.** La maison Behr s'installe à une nouvelle adresse : elle quitte le 26 pour le 30, avenue de l'Opéra, à Paris (tél. : 01-43-12-37-67). Le catalogue de sa soixantième vente à prix nets propose plus de 3 400 lots, dont une collection sur la Sarre comprenant lettres, variétés, feuilles, blocs, essais, et une sélection de raretés du monde entier. A noter une « boule de Moulins », lettre expédiée en

La nature tout entière sous la patte de Wolfgang Laib

Le Carré d'art, à Nîmes, reçoit ce plasticien allemand qui puise dans le pollen la matière première de son œuvre. Ses travaux récents ont pris une densité physique et intellectuelle impressionnante

WOLFGANG LAIB, AILLEURS. Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30031 Nîmes. Tél.: 04-66-76-35-70. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 30 mai.

NÎMES

de notre envoyée spéciale
Wolfgang Laib vit au sud de l'Allemagne, près d'Ulm, dans un petit village entouré de prairies et de forêts de pins, où il va puiser une des matières premières de son œuvre, le pollen : celui du noisetier, celui du pissenlit, celui du bouton d'or, celui du pin, chacun d'une qualité à laquelle aucun marchand de couleur ne peut prétendre. C'est avec le pissenlit qui donne un pollen orange, chaleureux, presque lourd, mais rare, qu'il a réalisé, au tamis, le plus petit des deux « carrés » qui vibrent et rayonnent au sol dans l'exposition de Nîmes. L'autre, le grand aux bords plus incertains encore, vient du pollen de pin qui est plus pâle, plus abondant. Les deux sont solaires, beaux et fascinants comme tout ce que fait Laib. Un artiste vraiment à part, qui depuis vingt cinq ans développe son œuvre dans une relation essentielle à la nature.

L'artiste s'est fait remarquer en 1975 sur la scène artistique avec ses « pierres à lait » : des plaques de marbre blanc de Carrare polies avec soin et dotées d'un léger rebord de façon à retenir la couche de lait, qu'il faut renouveler chaque jour pour garder immaculée la surface réfléchissante. On ne savait alors pas grand-chose de Laib et la tentation de voir dans

son travail une forme de dissidence de la sculpture minimaliste n'était pas erronée, mais insuffisante. Laib n'était pas tant à la recherche d'une manière de dépasser une problématique artistique qui avait fait son temps, que pris dans une quête d'accomplissement de lui-même.

Marqué par Joseph Beuys et sa recherche du flux des énergies à travers les performances, les objets et une matière vitale comme la graisse, le jeune artiste avait choisi de pratiquer l'art plutôt que de joindre les corps. Cela en 1974, juste après avoir obtenu son doctorat de médecine à Tübingen. « Notre existence, c'est autre chose que la médecine. La médecine, pour moi, ce n'est pas la vie, plutôt une branche de l'art », se plaît encore à dire l'artiste, méditatif nourri de la pensée des mystiques orientaux, par exemple Djalâl-od-Dîn Rûmî à qui il offrait sa très brancusienne première sculpture, un œuf, et qui a pu dédier à saint François d'Assise son exposition de 1986 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

PLUS DE SAGESSE

Après les pierres, après les premiers « carrés de pollen », Laib alignait des tas de pollen et des tas de riz, ou bien il associait le riz à des petites architectures de marbre blanc. Puis il introduisait une nouvelle matière : la cire d'abeille, avec laquelle il a commencé à modeler des espèces de niches ou d'urnes qu'il posait au sol, et que maintenant il place sur des étagères, en hauteur comme les barques qu'il met au-dessus de nos têtes sur des rails de bois. Avec le temps et l'introduction de nouvelles matières

générant de nouvelles formes, les unes et les autres renvoyant à la nature tout entière, du minéral au végétal, de l'organique à l'humain, Laib complète peu à peu son approche du monde. Son œuvre est devenue infiniment plus dense physiquement et intellectuellement, tout en gardant des dehors extrêmement simples. L'artiste a pris de la hauteur, non par prétention, mais intégrant l'idée de la mort dans un au-delà des contingences terrestres. Ses barques en cire marquent très fortement ce passage vers plus d'élevation, plus de construction, plus de sagesse.

Une « pierre à lait », deux « carrés de pollen », cinq petites « montagnes de pollen qu'on ne peut escalader », qui témoignent de la connivence de l'artiste avec la pensée extrême-orientale, comme son usage du riz ; offrant d'un « repas de riz », soit vingt et quelques assiettes de métal alignées au sol, dont une remplie de pollen que l'on peut voir comme la reconnaissance du singulier dans l'uniformité d'un espace collectif, voire social, ou plus philosophiquement comme la présence de l'un dans le multiple ; deux « maisons de riz » qui font penser à la fois à des petits entrepôts et à des tombes ; enfin toutes les formes de constructions en cire que donne Laib depuis le début des années 90. L'exposition montre tout cela. C'est à la fois peu : une œuvre par salle, et beaucoup, car chacune, même la plus petite, a l'étrange pouvoir de faire le vide et le silence autour d'elle. Il y a du sacré dans l'air du Carré d'art nîmois.

Geneviève Breerette

Deux « Freischütz » théâtralisés à l'extrême

DER FREISCHÜTZ, de Weber. Avec Claudia Kunz (Agathe), Gabriele Rossmannith (Annschen), Torsten Kerl (Max), Stephen Bronk (Kaspar), Hans Sisa (Kuno)... Chœurs de l'Opéra national du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Theodor Guschlbauer (direction musicale), André Engel (mise en scène), Nicky Rieti (décors), Elisabeth Neumuller (costumes), André Diot (lumière). Opéra du Rhin, le 21 février.
DER FREISCHÜTZ. Avec Mélanie Diener (Agathe), Lisa Larsson (Annschen), Glenn Winslade (Max), Armand Arapien (Kaspar), Alfred Kuhn (Kuno)... Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Sebastian Lang-Lessing (direction), Olivier Py (mise en scène), Pierre-André Weitz (décors et costumes), Christian Dubet (lumière). Opéra de Nancy, le 28 mars.

STRASBOURG ET NANCY

de notre envoyé spécial
Créé en 1821 à Berlin, le *Freischütz* a toujours connu une grande faveur dans les pays germaniques, mais sa présence sur les scènes françaises est plus épisodique. La présentation, presque concomitante, de deux nouvelles productions à Strasbourg et Nancy, par des maîtres d'œuvre venus du théâtre, permet de confronter deux visions, diamétralement opposées, d'un ouvrage qui est l'archétype du drame romantique allemand.

Dans la version strasbourgeoise, qui sera reprise au Festival de Savonlinna en juillet, André Engel et son décorateur Nicky Rieti ont choisi l'imagerie conventionnelle : tenues tyroliennes, gros troncs d'arbres, chalet en contreplaqué et pelouse piquée de pâquerettes. Les séquences se succèdent comme des cartes postales, cernées par des panneaux noirs qui s'ouvrent et se ferment à la vitesse d'un diaphragme photographique. Le procédé permet d'isoler les protagonistes dans leur solitude mais ne camoufle pas la désétude de la scénographie. André Engel, d'ordinaire mieux inspiré, ne brille pas non plus par la direction d'acteur,

la plupart des chanteurs étant réduits à l'immobilité.
Alors qu'à Strasbourg la mise en scène sombre dans les vieux clichés, celle de Nancy n'évite pas les poncifs. Dans un texte logorrhéique édité dans le programme, Olivier Py appelle à la rescousse quelque trente auteurs de référence pour justifier son travail mais, pas plus qu'Engel, le jeune metteur en scène ne fait vivre les personnages.

TOURNETTE ET TOURNIS

Dans un beau cadre de bois noir, les éléments de décor mobiles, les figurants et sans cesse en mouvement et une double tournette donne le tournis. Les mélanges des costumes, les apparitions soudaines, les effets violents d'éclairage visent à impressionner. Un gigantesque Samiel (incarné par l'acteur-chanteur Jean Lorrain) mène le jeu. La danse macabre et nocturne s'organise autour d'un placard sur roulettes, boîte magique d'où s'échappe une foule de créatures nues et difformes. Empruntant à l'expressionnisme, cette représentation cauchemardesque dégagerait plus de sens si elle était moins démonstrative.

Dans la fosse de Nancy, Sebastian Lang-Lessing dramatise la partition. L'orchestre est mordant, violent, presque rauque, secoué par une rage grinçante, déjà mahlérienne. Le noirceur du timbre d'Armand Arapien convient à Kaspar. Les appuis de Glenn Winslade (Max) sont un peu flottants et le Kuno d'Alfred Kuhn paraît fatigué. Mélanie Diener est une Agathe éthérée : sa voix angélique enchante, mais n'émeut pas.

Le Weber strasbourgeois de Theodor Guschlbauer est populaire et fantastique. Dès l'entrée des cors, dans l'ouverture enlevée d'un tempo mesuré, une atmosphère familière s'installe. Le chef autrichien tempère les scènes de terreur, donne du chic aux moments convenus, bien suivi par l'Orchestre de Strasbourg, au son plus rond que celui de Nancy. L'Agathe de Claudia Kunz est affligée d'un vibrato excessif. L'Annschen de Gabriele Rossmannith rayonne par sa vivacité et la fraîcheur de ses aigus. Torsten Kerl est un Max juvénile à la voix franche et bien posée et Christophe Fel fait valoir ses graves cuivrés dans le rôle de l'Ermite.

Pierre Moulinier

Le Monde de la MUSIQUE

Ce mois-ci

L'hommage à Yehudi Menuhin

- **Hélène Grimaud**
La pianiste aux deux passions : la musique et les loups
- **Goethe et les musiciens**
L'explosion du chant choral
Hi-fi : les systèmes audio-vidéo
Les CD du mois de A à Z
et toutes les rubriques habituelles

avec le programme complet de Radio Classique

SORTIR

PARIS

Au bois lacté

Formé à l'école de Claude Régy et de Jean-Marie Patte, avec qui il fut comédien, Xavier Marchand est passé à la mise en scène, il y a dix ans. Avec sa compagnie, Lanicolacheur, il monte délicatement des textes qui n'appartiennent pas nécessairement au répertoire dramatique, Mallarmé, Robert Walser, Gertrud Stein... *Au bois lacté* est une adaptation de *Under Milk Wood*, la dernière pièce qu'écrivit Dylan Thomas (au début des années 50), pour rendre hommage à l'excentricité des gens de Laugharne, son village d'adoption, au pays de Galles. *Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M^o Saint-Denis-Basilique. Le 2 à 20 h 30. Puis, du mardi au vendredi, à 19 heures ; samedi et dimanche à 16 heures. Jusqu'au 18 avril. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.*

Chic Hot

Emmené par le pianiste Mario Canonge et le bassiste électrique Etienne Mbappé, Chic Hot est un quartette composé de solides musiciens aussi à l'aise dans le jazz-rock que dans la chanson. Les influences antillaises et africaines n'y sont pas employées comme une simple couleur, mais bien comme une source d'inspiration créative. Hervé Gourdikian est au saxophone et Roger Kemp Biwnadu à la batterie. *Sunset, 60, rue des Lombards, 1^{er}. M^o Châtelet. Les 2 et 3, à 22 heures ; le 4, à 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 50 F à 120 F.*

Les Bushmen (polyphonies du désert de Kalahari)
Les Ju'hoansi constituent l'un des nombreux groupes bushmen d'Afrique australe. Ils sont établis au nord du Kalahari, des deux côtés de la frontière séparant la Namibie du Botswana. Révélés au grand public par le film *Les dieux*

sont tombés sur la tête (Jamie Uys, 1981), les Bushmen ne se produisent que très rarement sur scène. Accueillis à Paris dans le cadre du Festival de l'imaginaire, ils font une démonstration de leur art : claquements de mains, clics (sonorités obtenues en claquant la langue contre le palais), chants polyphoniques.

Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 6^e. M^o Saint-Placide. Les 2 et 3, à 20 h 30 ; le 4, à 17 heures. Tél. : 01-45-44-72-30. De 60 F à 100 F.

Hommage à Malcolm X
L'Association internationale Cheikh Anta Diop, en collaboration avec la revue *Diaspora africaine*, organise une journée des panafricanistes dédiée à Malcolm X. Au programme, un débat animé par Julia Wright, Jean-Marc Numa, Malik Hayatou et Eric Wonanu Kobla, suivi d'un concert de hip-hop, de percussions et de musique traditionnelle, de lecture de poésie et de textes historiques de Malcolm X. *Salle Grande Croizat, 3, rue du Château-d'Eau, 10^e. M^o République. Le 3 avril, de 12 heures à 17 heures. Tél. : 01-43-61-29-95. Entrée libre.*

CALVI

La Passion à Calvi
A Passione est un texte synthétique des temps forts de la Semaine sainte, donné en langue corse et ponctué de chants portés par A Filetta et tirés d'une liturgie ancienne, ou composés pour la circonstance par Jean-Claude Acquaviva et Jean-Michel Gianelli. C'est surtout un spectacle sacré qui fait communier acteurs et spectateurs dans une même ferveur simple et directe comme les représentations du chemin de croix, bible d'images des croyants qui ne lisaient pas. *Cité d'été de Calvi, cathédrale Saint-Jean-Baptiste, puis oratoire Saint-Antoine, à Calvi. Les 3, 4 et 5 avril, à 21 h 30. Tél. : 04-95-65-23-57.*

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chambre des tortures
de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20).
Reflet Médicis III, 5^e. Tél. : 01-43-54-42-34.
Fermeture de l'usine Renault à Vilvoorde
de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25).
Studio Galande, 5^e. Tél. : 01-43-26-94-08.
Spartacus
de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15).
Grand Action, 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Gottfried Honegger, Radi Designers, Stan Douglas
Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, 14^e. M^o Raspail. Tél. : 01-42-18-56-51. De 12 heures à 20 heures. Fermé lundi. Du 2 avril au 30 mai. 30 F.
Ange Ledia
Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, 7^e. M^o Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 2 avril au 25 avril. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Out of Joint
de C. Churchill, mise en scène de Max Stafford-Clark, avec la compagnie Blue Heart.
Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. M^o Créteil-Préfecture. Les 2 et 3, à 20 h 30. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 F.
Une heure avec Rainer Maria Rilke
d'après Rainer Maria Rilke, mise en scène de Laurent Terzieff, avec Laurent Terzieff, Pascale de Boysson et Claude Aufaure.
Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, 3^e. M^o Rambuteau. Du 2 au 18 avril. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 18 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.
Chœur et orchestre philharmonique de Radio-France
Bruckner : *Te Deum, Symphonie n° 9.* Kelly Nassief (soprano), Sylvie Sullé (mezzo-soprano), Kim Begley (ténor), Jérôme Corrèas (baryton-basse), Günther Herbig (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e. M^o Ternes. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Les Jeunes Solistes
Huber : *Lamentationes sacrae et profanae ad responsoria Gesualdi.* Gesualdo : *Répons du vendredi saint.* Rachid Safir (direction).
IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, 4^e. M^o Rambuteau. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-44-78-48-16. 90 F.
Les Ruines circulaires et autres mélodrames
Coup de cœur à Cyril Huvé et Daniel Mesguich.
Péniche Opéra, 42, quai de la Loire (bassin de la Villette), 19^e. M^o Jaurès. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-53-38-49-49. 100 F.
Claudine François African Quintet
Cithéa, 114, rue Oberkampf, 11^e. M^o Parmentier. Le 2, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32. Entrée libre.
Stefano Di Batista Quintet
Salle des fêtes, hôtel de ville, 93 Bondy. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.
Rachel des Bois
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2^e. M^o Sentier. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-42-36-37-27. 100 F. Jusqu'au 17 avril.
Bernard Lavilliers
Théâtre Claude-Debussy, 116, avenue du Général-de-Gaulle, 94 Maisons-Alfort. Le 2, à 20 h 45. Tél. : 01-43-96-77-67. 170 F.
Delia Romanes (musiques tziganes de Roumanie)
L'Européen, 3, rue Biot, 17^e. M^o Place-de-Clichy. Les 2 et 3, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 95 F.
Pierre Cheriza (Haïti)
La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 20^e. M^o Gambetta. Tél. : 01-40-33-30-60.

DERNIERS JOURS

3 avril :
Le Misanthrope
de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
L'Avenir oublié
de Slimane Benaïssa et André Chouraqui, mise en scène de Slimane Benaïssa.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
Enfer et Illuminations
d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Michel de Maulne.
Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, 3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F.
Gérard Garouste
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 11^e. Tél. : 01-48-06-92-23. Entrée libre.
4 avril :
Pour un oui ou pour un non
de Nathalie Sarraute, mise en scène de Simone Benmussa.
Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 8^e. Tél. : 01-53-23-99-19. De 100 F à 200 F.
Duchenne de Boulogne : la mécanique des passions
Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, 6^e. Tél. : 01-47-03-50-00. 15 F et 25 F.

BOX MAN

Francis CABREL
Hors saison
107 F

Prix TTC valable jusqu'au 30/05/99, hors frais d'expédition.

Plus de musique, pour plus de monde

www.boxman.fr

EN VUE

■ Inquiets, ses voisins de Hunstville, au Texas, décrivent **Steven Gonzales**, 24 ans, soldat américain actuellement prisonnier des Serbes, comme un « *brave garçon, joyeux et sympathique* » qui fait bouger ses oreilles pour amuser les amis.

■ Selon **Jenoe Sipos**, porte-parole des douanes hongroises, le Yougoslave qui avait avalé cinquante-neuf capsules de cocaïne, interpellé dans la soirée de mardi 30 mars à l'aéroport de Budapest, en avait expulsé trente et une, mercredi à midi.

■ **Tomaso Addivibola**, maçon de Mulhouse, toxicomane, interpellé alors qu'il volait un citron, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir commis en état de manque onze braquages à visage découvert, à bord d'une camionnette portant son adresse et son nom.

■ Six anciens policiers du Queensland, en Australie, devenus toxicomanes en infiltrant le milieu des drogués, portent plainte contre leur administration.

■ Dix-huit kilos de cocaïne ont été volés dans le local des pièces à conviction au palais de justice de Rome.

■ **Richard Seed**, généticien, professeur à l'université Harvard, a affirmé, mardi 30 mars, en tournée de conférence à Londres : « *Bientôt, comme Dolly, je clonerai ma femme.* »

■ **Dolly** a mis bas trois petits agneaux, a annoncé, jeudi 1^{er} avril, le docteur **Harry Griffin**, du Roslin Institute d'Edimbourg, l'un des pères du célèbre clone.

■ A l'heure où, jeudi matin, les éleveurs préparaient un lâché de cochonnets sous la tour Eiffel, le cours du porc remontait de 7 centimes, à 5,09 francs le kilo, au marché au cadran de Plérin (Côtes-d'Armor).

■ **Wen Jiabao**, vice-premier ministre chinois, incitait encore les gouvernements locaux à lutter contre la sécheresse de l'hiver que **Chen Xiaoguo**, vice-directeur de la commission de contrôle du fleuve Jaune, prévoyait déjà des inondations pour l'été.

■ Mercredi 31 mars, parents et amis suivant les dernières volontés d'un jeune mort, passionné de formule 1, se sont engouffrés derrière le corbillard sur le circuit de Monza, en Italie.

■ Michelin lance le pneu à accrochage vertical, qui peut rouler à plat. Le pneu « intelligent » de Goodyear informe le conducteur en cas de crevaison.

Christian Colombani

SI LE KOSOVO ne fait pas les gros titres de la presse indienne, les éditorialistes sont majoritairement à l'unisson de la position officielle de condamnation de l'action de l'OTAN. Dans un pays ombrageux quant à sa souveraineté, longtemps allié de l'ex-Union soviétique et qui a procédé à des essais nucléaires, l'action de l'OTAN est vue comme une nouvelle manifestation du mépris des forts à l'égard des faibles. « *Le message au reste du monde est parfaitement clair. Les Etats-Unis et leur docile instrument, l'OTAN, peuvent aujourd'hui intervenir militairement contre n'importe quelle autre nation qui n'a pas de missiles de longue portée ni de capacités nucléaires* »,

DANS LA PRESSE

L'EXPRESS
Denis Jeambar

■ Dans ce énième conflit des Balkans, les pays de l'OTAN se lancent, en vérité, dans leur première croisade armée pour les droits de l'homme. Milosevic le sanguinaire est, en soi, une cible et un chiffon rouge pour cette nouvelle morale. Mais l'Occident joue aussi à front renversé sur cette ligne de fracture traditionnelle entre la civilisation chrétienne, incarnée par les Serbes, et le monde musulman symbolisé par les Albanais du Kosovo. Pour que ce très vieux clivage ne revienne pas brouiller le dessein humanitaire et pacificateur des démocraties alliées, il faudra mener cette guerre jusqu'au bout.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jean Daniel

■ Pour ce qui est du Kosovo, la leçon de l'Histoire est enfin pour moi devenue assez claire. D'abord révolté – je le suis toujours – devant la façon irresponsable dont l'intervention alliée semblait avoir été pensée, j'ai fini, la mort dans l'âme, par me persuader, maintenant que cette intervention a commencé et depuis que l'on découvre la destruction méthodique des villages kosovars, de la nécessité suivante : pour sauver les Kosovars dont nous avons aggravé le sort, on ne peut plus éviter de faire une guerre totale contre ceux des Serbes qui demeurent encore envoutés par Milosevic. Le dieu Mars a des ruses qu'il faut parfois retourner contre lui.



missile et d'interdire l'acquisition de missiles par les autres pays (...) La tactique de guerre-éclair allemande et l'emploi d'armes extraordinaires ont échoué devant l'héroïsme des Russes et des Serbes. En dépit de la supériorité militaire américaine, Saddam Hussein a survécu. Hitler a légitimé Staline et rendu possible l'émergence d'un monde bipolaire. La présente agressivité de l'OTAN peut de la même façon conduire à un monde multipolaire. »

« Arrêter les frappes », titre pour

Unis et l'OTAN de revoir l'impact de leurs frappes et spécialement leurs effets sur les Albanais, qu'ils voulaient sauver alors qu'ils aident les Serbes à les expulser hors du Kosovo. Avant d'envisager une nouvelle phase de l'offensive qui peut inclure une opération terrestre, l'OTAN doit créer une situation qui permette d'explorer si M. Milosevic peut être amené à la raison au moins maintenant. Si la Russie veut réellement émerger comme un instrument de paix, elle doit convaincre M. Milosevic d'abandonner ses pogroms, paver la voie au retour des Albanais et négocier un règlement politique pour le futur du Kosovo. »

Françoise Chipaux

sa part *The Hindu*, qui estime que celles-ci « ont été contre-productives pour l'objectif déclaré de l'OTAN, qui est principalement de mettre fin au génocide des Albanais du Kosovo ». Sur un ton plus mesuré, le très sérieux journal du Tamil Nadu écrit : « *Dans cette affaire, l'OTAN a seulement durci la détermination serbe de poursuivre le nettoyage ethnique du Kosovo et tourné plus de gens en Yougoslavie et en Russie contre Washington et ses alliés. (...) Il est temps pour les Etats-*

essentiel, aujourd'hui, pour eux. Et important, pour nous, demain.

L'ÉVÈNEMENT
Georges-Marc Benamou

■ Il y a un cauchemar kosovar. Il est clair, identifié, il se lit sur les visages de ces dizaines de milliers de fuyards en guenilles qui, aujourd'hui, se réfugient en Albanie. Mais il y a aussi un cauchemar serbe, et la paix, demain peut-être, doit aussi permettre à ce peuple d'en sortir, de se réveiller, et contre lui-même s'il le fallait. C'est pourquoi il n'y aura pas de paix durable avant que le dernier rideau de fer du continent européen ne soit abattu. Avant que les Serbes ne soient débarrassés de leur propre cauchemar qui a pour nom Milosevic, afin qu'ils puissent rejoindre ce

continent européen, leur vraie patrie, dont ils ont trop longtemps dérivé, pris qu'ils étaient dans leurs rêves morbides.

POLITIS

Bernard Langlois

■ Désastre, le mot est-il trop fort ? Prématuré peut-être, si l'on se projette dans un avenir possible où, par réaction en chaîne, l'actuelle guerre en Yougoslavie s'étendrait à toute la région des Balkans, voire au-delà. Mais le pire n'est jamais sûr. Telle qu'elle est, après une semaine de bombardements, la situation justifie pourtant assez notre titre de couverture (Yougoslavie, le désastre). On laisse à d'autres les outrances agressives du genre : « *Chirac-Jospin en tueurs de civils innocents* » (si, si, Marianne l'a osé !).

SUR LA TOILE

ÉTATS-UNIS

■ Le Sénat américain prépare un projet de loi qui vise à interdire à la FCC (Federal Communication Commission) d'adopter des règlements ayant pour effet d'augmenter le coût d'accès à Internet pour les particuliers. Les sénateurs semblent surtout décidés à empêcher les compagnies de téléphone d'introduire des systèmes de tarification basés sur le temps passé en ligne, comme dans les pays européens. Le projet de loi contient aussi des mesures incitant les compagnies de téléphone à mettre en place des connexions à haut débit. – (AP)

NORD - PAS-DE-CALAIS

■ Les sites de la chambre régionale et des treize chambres de commerce et d'industrie du Nord - Pas-de-Calais se sont fédérés pour créer un moteur de recherche commun, qui permet de centraliser l'accès aux informations. www.nordpasdecalais.com

IMMOBILIER

■ La Société foncière lyonnaise a ouvert un site présentant son patrimoine immobilier parisien à louer. Chaque annonce comporte une photo de l'immeuble, un plan du quartier et un plan de l'appartement. www.lyonnaise-fonciere.com

myweb.worldnet.net/~apperrin

Trois mille cinq cents textes de chansons françaises mis en ligne sans se soucier des droits d'auteur

« *VOUS CHANTONNEZ tout le temps, mais vous n'avez pas la mémoire des textes ? Ça peut s'arranger.* » Alain-Pierre Perrin, un informaticien de vingt-cinq ans habitant la Touraine, affiche sur le Web tous les textes de chansons françaises qui lui tombent sous la main. En deux ans, il a ainsi réuni plus de 3 500 chansons de 178 interprètes contemporains. Tous les styles sont représentés, de Léo Ferré aux Chaussettes noires et de MC Solaar à Boris Vian. Les vedettes comme Patrick Bruel, Francis Cabrel, Johnny Hallyday ou Claude Nougaro côtoient des artistes beaucoup moins médiatiques, et quelques noms franchement inconnus.

Alain-Pierre a ses préférences, bien sûr, mais en règle générale il prend ce qu'il trouve : « *Je suis trop paresseux pour faire des investigations.* » Résultat : il propose à ce jour 250 chansons de Michel Sardou, 231 d'Edith Piaf, 202 de Brassens et 114 de Renaud, mais seulement trois d'Yves Montand ou de Françoise Hardy et une seule de Juliette Gréco.



Bien entendu, le site d'Alain-Pierre est illégal, car tous ces textes sont protégés par le droit d'auteur : « *Je joue sur l'autorisation tacite des auteurs à me laisser publier leurs œuvres* », autorisation d'autant plus facile à obtenir qu'en général il ne la demande pas. Après deux ans de vie tranquille, le premier in-

cident s'est produit en février, lorsqu'il reçoit une mise en demeure de la Fondation Jacques-Brel, exigeant qu'il retire immédiatement les 191 chansons de Brel présentes sur son site. Il s'exécute aussitôt, la mort dans l'âme : « *C'est dur de voir le compteur tourner à l'envers.* » Il sait que cette mésaventure peut se

reproduire à tout moment et a affiché sur sa page d'accueil un texte à l'intention des ayants droit : « *Sachez que je ne chercherai pas à jouer au plus fin... Si tel est votre souhait, je retirerai séance tenante de ma page vos textes.* »

Cela dit, il reste persuadé qu'il ne fait rien de mal : « *Mon site ne m'a jamais rapporté un sou. Je l'ai créé pour rendre hommage aux artistes et pour faire plaisir aux amateurs. Je reçois des lettres de toute la francophonie, des Etats-Unis, d'Australie. Les gens me remercient, car, grâce à moi, ils peuvent chanter en famille une chanson qui leur rappelle de bons souvenirs.* » D'ailleurs, tous les auteurs ne lui sont pas hostiles. Ainsi, William Sheller, lui-même internautes, semble apprécier son travail et l'a encouragé à continuer.

Malgré l'incertitude, Alain-Pierre va de l'avant. Il vient de mettre en ligne 189 textes de Charles Trénet et va s'attaquer à Enzo Enzo, à Alain Bashung et à l'intégrale de Barbara.

Yves Eudes

Rapport de patrouille

par Alain Rollat

NE VOUS FROISSEZ PAS, mon général, mais je vous informe que vous vous trompez de cible. Si vous voulez gagner cette guerre du Kosovo, ce n'est pas l'armée serbe qu'il faut bombarder, mais un simple mur de maçonnerie civile. Vous en trouverez les coordonnées dans le rapport des éclaireurs d'« Envoyé spécial » revenus, jeudi soir, de Pristina. Permettez-moi, au passage, de vous faire remarquer que, si vous aviez attendu le retour de cette patrouille, vous auriez compris l'inutilité d'engager l'aviation dans cette opération. Pour démolir ce mur, il suffit d'envoyer là-bas une section de marqueteurs-piqueurs. Mais, autant vous prévenir tout de suite, ce mur en cache un autre, omniprésent mais invisible, qu'aucune de vos armées ne pourra jamais détruire tant que les deux belligérants locaux, qui l'ont édifié, ne se décideront pas eux-mêmes à l'abatte

avec leurs propres pioches. Ce qui implique qu'ils fassent, au préalable, la paix entre eux.

Je veux parler de ce monumental mur de bêtise collective sur lequel repose le mur de béton ethnique qui sépare, à l'intérieur des écoles de Pristina, les classes d'enfants serbes des classes d'enfants albanais. C'est là, et pas ailleurs, mon général, qu'a commencé le vrai crime contre l'humanité. De part et d'autre de cette cloison, sous prétexte d'identité culturelle, sous motif de discrimination, on a assassiné l'intelligence en pratiquant un bourrage de crâne également partagé. Il n'y avait aucune différence de méthode ou de nature entre ces deux enseignements parallèles. De prétendus éducateurs, ici comme là, ont entretenu l'ignorance, instillé la peur, cultivé le rejet de l'autre, légitimé la violence, prêché la guerre sacrée. Pis, ils ont endoctriné ces enfants à la

demande de leurs familles. J'entends encore cette mère serbe : « *Les Albanais n'ont aucune qualité, aucune sensibilité. Ils sont bornés, vulgaires. Ils ne sont pas complètement civilisés. Il n'y a pas longtemps, ils étaient encore des sauvages.* » J'entends encore cette mère albanaise : « *Les Serbes nous traitent comme des esclaves. Je serais fière si mon mari et mes enfants mourraient pour l'Albanie.* » Ces deux femmes respirent le même fanatisme. Elles récoltent ce qu'elles ont semé.

Vous comprendrez donc, mon général, que je vous suggère de donner l'ordre de faire retraite. On ne reverse pas ce genre de mur avec des bombes. Seuls ceux qui s'y enferment ont le pouvoir d'en sortir. Ce n'est pas l'OTAN, mais l'Unesco qui devrait mener cette guerre. Ne comptez plus sur moi pour mourir pour Pristina. Je veux bien mourir pour la paix, mais pas pour la haine.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :
Code postal : [][][][][] Localité : 901MQPA1

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/mn)

Le Monde (USPS#0009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 15-18
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 231-451-2983 USA - Tel. : 800-428-30-03

VENDREDI 2 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Ann Du Hong, Dave Mirra, André Williams, Jean-Marie Bigard, Yvonne Scio, Marina Tomé. Canal +
19.00 Tracks. Arte
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
19.15 et 0.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Jacques Doillon. LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Reines du rire. Invitée : Sabine Melchior-Bonnet. Histoire
20.10 Le Talk Show. Invités : Zabou, Daniel Benouin, Jean-Claude Carrière et Guy Bechtel. LCI
20.55 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord. France 3
22.00 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Dréo. Invité : Alain Lortat-Jacobien. France 3
22.55 Bouillon de culture. Invité : Bronislav Geremek. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique. Invité : Le professeur Escande. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [1/3] : Le brise-glace. France 3

DOCUMENTAIRES

20.15 Palettes, Paolo Uccello (1397-1475). Vaccarnes en Toscane : Les Batailles de San Romano. Arte

Le Monde TELEVISION

ARTE

20.45 Au-delà du silence C'est l'histoire d'une petite fille qui, entendant et parlant parfaitement, devient l'interprète de ses parents sourds-muets. Un soir de Noël, sa tante Clarissa lui fait cadeau d'une clarinette. Le monde de la musique s'ouvre à l'enfant et brise le silence qui l'entoure... ce qui n'est pas du goût de son père. Ce premier film de la réalisatrice allemande Caroline Link a la grâce et la force d'un poème.

MUSIQUE

20.20 Les Chevaliers de la Manjha. Odyssee
20.35 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. Planète
20.45 Les Celtes. [5/6]. Le dernier conflit. Histoire
20.45 Edward raconte Edward. Odyssee
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [2/13]. Naissance d'une colonie. TV 5
21.30 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [1/4]. Je demande la parole. Planète
21.40 Il était une foi en Ethiopie. Odyssee
22.05 Le Feu de la Terre. [6/6]. Prévoir l'imprévisible. Odyssee
22.15 Portraits de gangsters. [9/10]. Mickey Cohen. Planète
22.40 Grand format. Do Sanh, le dernier film. Arte
23.00 Visages du Saint-Laurent. Odyssee
23.20 Omnibus, Cracked Actor. David Bowie. Canal Jimmy
23.35 L'Homme de Boxgrove. France 3
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Thérèse superstar. France 3

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 21.00 Tennis. Tournoi féminin de Hilton Head. Quart de finale. Eurosport
20.30 Football. Championnat de France de D1 : Monaco - Marseille. Canal +

MUSIQUE

21.00 Béla Fleck & The Flecktones. Concert enregistré au Spectrum à Montréal en 1998. Muzik
22.05 Manon Lescaut. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. John E. Gardiner. Paris Première
22.45 La Passion selon saint Jean, de Bach. Par le Concentus Musicus de Vienne et le Tölzer Knabenchor, dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo
23.00 La Pastorale, de Beethoven. Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu. Muzik
0.30 Le Live du vendredi. Joe Cocker, Night Calls. Dortmund 1992. M 6

TÉLÉFILMS

20.30 Mort d'un conquérant. Thierry Chabert. Festival
20.45 Au-delà du silence. Caroline Link. Arte

SÉRIES

20.55 Soirée sitcom. Téva
22.40 X-Files. Les petits hommes verts. L'hôte. O. M 6
0.20 Friends. The One with Chandler's Work Laugh (v.o.). Canal Jimmy
0.45 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion (v.o.). Canal Jimmy

1.30 Star Trek, la nouvelle génération. Interface (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

16.45 Le Cauchemar de Dracula. Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1958, v.o., 80 min) O. Ciné Cinéma 3
18.55 Je n'ai pas tué Lincoln. John Ford (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
19.30 Gwendalina. Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile
20.55 Danse avec les loups. Kevin Costner (Etats-Unis, 1990, 180 min) O. TSR
21.00 Le Crabe-tambour. Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
21.10 La Joyeuse Divorcée. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 110 min) O. Cinétoile
21.20 L'Œil public. Howard Franklin (Etats-Unis, 1992, 100 min) O. Cinéstar 1
22.10 Le Jour du vin et des roses. Blake Edwards (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics
22.55 C'est arrivé demain. René Clair (Etats-Unis, 1943, N., 85 min) O. 13ème Rue
23.00 La Marquise d'O. Eric Rohmer (France - Allemagne, 1976, 110 min) O. Cinétoile
0.05 La Couronne noire. Luis Saslavsky (Espagne, 1952, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
0.15 Beau-père. Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) O. Ciné Cinéma 3



0.35 Inside Daisy Clover. Robert Mulligan. Avec Robert Redford, Nathalie Wood (Etats-Unis, 1966, v.o., 120 min) O. France 2
0.35 Le Cercle des poètes disparus. Peter Weir (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Cinéstar 1
2.20 Muriel. Alain Resnais (France - Italie, 1963, 120 min) O. Cinétoile

SAMEDI 3 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Le Kosovo et la guerre. Invités : Pierre Hassner et Pierre Vidal-Naquet. LCI
21.30 Danse, la passion d'une vie. Forum Planète
23.25 Atatürk, père de la Turquie moderne. Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Les Grandes Enigmes de la science. L'explosion : De la Dynamite au Big Bang. France 2
14.15 Bouillon de culture. Invité : Bronislav Geremek. TV 5
16.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Alain Gérard-Slama ; Marie-Anne Matarad Bonucci ; Pierre Chauvin. Histoire
17.00 Courts particuliers. Jean-Jacques Beineix. Paris Première
17.30 Envoyé spécial, les années 90. Reines du rire. Histoire
18.15 D'un monde à l'autre. Les sectes au travail. TV 5
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 3 avril 1949 - 1949, don ou commerce du sang ? Arte
20.40 Planète animal. L'arche, 2000 ans après [12/16] TMC
21.05 Thalassa. Le Pays fantôme. TV 5
21.45 Metropolis. Théâtre : Le Berliner Ensemble. Helsinki : La culture «off». Arte
21.45 Planète Terre. L'Ouest américain [6/8] : Défaites indiennes [1/2]. TMC
22.15 Envoyé spécial. Spéciale guerre au Kosovo. Les détectives de l'ADN. Réactions en chaînes. P.-s. : Prisonnières du voile. TV 5

DOCUMENTAIRES

17.25 Sur les chemins du monde. Les Akhas du triangle d'or. Une double mort. La Cinquième
17.25 Sur les traces de la nature. [36/45]. L'équipe de nuit. Planète
17.45 Tracks. [1/4]. Galapagos, paradis perdu. TSR
19.15 Belcanto. Slezak, 1873-1946. Muzik
19.40 Les Grandes Batailles du passé. [22/28]. Soffiérino. Planète
20.00 Qu'est-ce qu'on mijote en Israël ! Odyssee
20.10 Le Feuillet de la vie. Au cœur de la vallée. [5/8]. Slalom by night. France 3
20.35 Dancing in the Street. [6/10]. Eight Miles High. Planète

Le Monde TELEVISION

FRANCE-CULTURE

15.00 Françoise Dolto Françoise Dolto est décédée il y a dix ans. En trois heures et demie, France-Culture redonne voix à cette grande dame. Les archives appellent la force de ses propos. Des témoignages illustrent son charisme. L'ensemble est passionnant. On en oublie presque combien elle a dû choquer ses contemporains et combien sa thèse, Psychanalyse et pédiatrie, soutenue en... 1939, était novatrice.

FRANCE 3

23.30 Hitler-Staline : liaisons dangereuses Ce documentaire, écrit par Thibaut d'Oiron et Jean-François Delassus, et réalisé par ce dernier, a déclenché, lors de sa première diffusion, en 1996, des critiques, qui se sont amplifiées, un an plus tard, après la publication du Livre noir du communisme. En trois épisodes, il détaille la collusion entre les régimes nazi et soviétique. Il est accablant pour le stalinisme.

FRANCE 2

0.35 Inside Daisy Clover. Robert Mulligan. Avec Robert Redford, Nathalie Wood (Etats-Unis, 1966, v.o., 120 min) O. France 2
0.35 Le Cercle des poètes disparus. Peter Weir (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Cinéstar 1
2.20 Muriel. Alain Resnais (France - Italie, 1963, 120 min) O. Cinétoile

FRANCE 2

18.55 Au-delà du silence C'est l'histoire d'une petite fille qui, entendant et parlant parfaitement, devient l'interprète de ses parents sourds-muets. Un soir de Noël, sa tante Clarissa lui fait cadeau d'une clarinette. Le monde de la musique s'ouvre à l'enfant et brise le silence qui l'entoure... ce qui n'est pas du goût de son père. Ce premier film de la réalisatrice allemande Caroline Link a la grâce et la force d'un poème.

SAMEDI 3 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Le Kosovo et la guerre. Invités : Pierre Hassner et Pierre Vidal-Naquet. LCI
21.30 Danse, la passion d'une vie. Forum Planète
23.25 Atatürk, père de la Turquie moderne. Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Les Grandes Enigmes de la science. L'explosion : De la Dynamite au Big Bang. France 2
14.15 Bouillon de culture. Invité : Bronislav Geremek. TV 5
16.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Alain Gérard-Slama ; Marie-Anne Matarad Bonucci ; Pierre Chauvin. Histoire
17.00 Courts particuliers. Jean-Jacques Beineix. Paris Première
17.30 Envoyé spécial, les années 90. Reines du rire. Histoire
18.15 D'un monde à l'autre. Les sectes au travail. TV 5
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 3 avril 1949 - 1949, don ou commerce du sang ? Arte
20.40 Planète animal. L'arche, 2000 ans après [12/16] TMC
21.05 Thalassa. Le Pays fantôme. TV 5
21.45 Metropolis. Théâtre : Le Berliner Ensemble. Helsinki : La culture «off». Arte
21.45 Planète Terre. L'Ouest américain [6/8] : Défaites indiennes [1/2]. TMC
22.15 Envoyé spécial. Spéciale guerre au Kosovo. Les détectives de l'ADN. Réactions en chaînes. P.-s. : Prisonnières du voile. TV 5

DOCUMENTAIRES

17.25 Sur les chemins du monde. Les Akhas du triangle d'or. Une double mort. La Cinquième
17.25 Sur les traces de la nature. [36/45]. L'équipe de nuit. Planète
17.45 Tracks. [1/4]. Galapagos, paradis perdu. TSR
19.15 Belcanto. Slezak, 1873-1946. Muzik
19.40 Les Grandes Batailles du passé. [22/28]. Soffiérino. Planète
20.00 Qu'est-ce qu'on mijote en Israël ! Odyssee
20.10 Le Feuillet de la vie. Au cœur de la vallée. [5/8]. Slalom by night. France 3
20.35 Dancing in the Street. [6/10]. Eight Miles High. Planète

Le Monde TELEVISION

FRANCE-CULTURE

15.00 Françoise Dolto Françoise Dolto est décédée il y a dix ans. En trois heures et demie, France-Culture redonne voix à cette grande dame. Les archives appellent la force de ses propos. Des témoignages illustrent son charisme. L'ensemble est passionnant. On en oublie presque combien elle a dû choquer ses contemporains et combien sa thèse, Psychanalyse et pédiatrie, soutenue en... 1939, était novatrice.

FILMS

13.25 Service de nuit. Jean Faurez (France, 1943, N., 95 min) O. Ciné Classics
13.25 Jumanji. Joe Johnston (Etats-Unis, 1996, 100 min) O. Cinéstar 2
13.30 Panic sur Florida Beach. Joe Dante (Etats-Unis, 1992, 95 min) O. Cinéstar 1
15.00 La Couronne noire. Luis Saslavsky. Maria Felix, Vittorio Gassman (Espagne, 1952, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
23.00 Crash. David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 Vivement dimanche ! François Truffaut (France, 1983, N., 105 min) O. Cinétoile
23.00 Le Cauchemar de Dracula. Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1958, v.o., 80 min) O. Ciné Cinéma 3
23.00 Les Hommes de l'ombre. Lee Tamahori (Etats-Unis, 1996, 105 min) O. Ciné Cinéma 2
23.00 Leprechaun. Mark Jones (Etats-Unis, 1993, 90 min) O. Cinéstar 2
0.35 Le Petit Vagabond. Antonio Del Amo (Espagne, 1956, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
0.45 Beau-père. Bertrand Blier (France, 1981, 125 min) O. Ciné Cinéma 2
0.50 L'Œil public. Howard Franklin (Etats-Unis, 1992, 100 min) O. Cinéstar 1
1.20 Don Juan. Jacques Weber (France, 1998, 100 min) O. Canal +
2.15 La Source du feu. Irving Pichel et Lansing C. Holden (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
2.35 La Bible. John Huston (Italie, 1966, v.o., 165 min) O. Ciné Cinéma 1
3.50 La Marquise d'O. Eric Rohmer (France - Allemagne, 1976, 105 min) O. Cinétoile

SÉRIES

19.45 La Vie à cinq. La soirée bissextille. Téva
20.00 3e planète après le Soleil. Dick on a Roll (v.o.). Série Club
20.05 Daria. Les Joies du piercing. O. Canal +
20.35 Cadfael. La Foire de Saint-Pierre. O. Ciné Cinéma 5
20.40 New York Undercover. Vendetta. C'est un crime. 13ème Rue
21.00 Cop Rock. Bang the Potts Slowly (v.o.). Canal Jimmy
22.20 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). 13ème Rue
22.25 The Practice. Etats d'urgence. Stratégies (v.o.). Série Club
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion (v.o.). Canal Jimmy
1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans la vie (v.o.). France 2

TÉLÉFILMS

17.35 Un tramway nommé Désir. Glenn Jordan. Ciné Cinémas
20.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [1/3]. Festival
20.40 Un nouveau départ pour la Coccinelle. Robert Peyton Reed. Disney Channel
20.55 Disparu dans la nuit. Bill L. Norton [1 et 2/2]. O. Téva
22.30 Lorna Doone. Andrew Grieve. Festival
22.45 Dernière alerte. Claudia Prietzel. Arte
23.10 Alerte rouge. Jerry P. Jacobs. O. TF 1
23.20 Futur Immédiat 3. Kenneth Johnson. TSR
23.50 Les Yeux bandés. Marijjan D. Vajda. Téva

SÉRIES

19.45 La Vie à cinq. La soirée bissextille. Téva
20.00 3e planète après le Soleil. Dick on a Roll (v.o.). Série Club
20.05 Daria. Les Joies du piercing. O. Canal +
20.35 Cadfael. La Foire de Saint-Pierre. O. Ciné Cinéma 5
20.40 New York Undercover. Vendetta. C'est un crime. 13ème Rue
21.00 Cop Rock. Bang the Potts Slowly (v.o.). Canal Jimmy
22.20 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). 13ème Rue
22.25 The Practice. Etats d'urgence. Stratégies (v.o.). Série Club
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion (v.o.). Canal Jimmy
1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans la vie (v.o.). France 2

TÉLÉFILMS

17.35 Un tramway nommé Désir. Glenn Jordan. Ciné Cinémas
20.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [1/3]. Festival
20.40 Un nouveau départ pour la Coccinelle. Robert Peyton Reed. Disney Channel
20.55 Disparu dans la nuit. Bill L. Norton [1 et 2/2]. O. Téva
22.30 Lorna Doone. Andrew Grieve. Festival
22.45 Dernière alerte. Claudia Prietzel. Arte
23.10 Alerte rouge. Jerry P. Jacobs. O. TF 1
23.20 Futur Immédiat 3. Kenneth Johnson. TSR
23.50 Les Yeux bandés. Marijjan D. Vajda. Téva

SÉRIES

19.45 La Vie à cinq. La soirée bissextille. Téva
20.00 3e planète après le Soleil. Dick on a Roll (v.o.). Série Club
20.05 Daria. Les Joies du piercing. O. Canal +
20.35 Cadfael. La Foire de Saint-Pierre. O. Ciné Cinéma 5
20.40 New York Undercover. Vendetta. C'est un crime. 13ème Rue
21.00 Cop Rock. Bang the Potts Slowly (v.o.). Canal Jimmy
22.20 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). 13ème Rue
22.25 The Practice. Etats d'urgence. Stratégies (v.o.). Série Club
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion (v.o.). Canal Jimmy
1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans la vie (v.o.). France 2

TÉLÉFILMS

17.35 Un tramway nommé Désir. Glenn Jordan. Ciné Cinémas
20.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [1/3]. Festival
20.40 Un nouveau départ pour la Coccinelle. Robert Peyton Reed. Disney Channel
20.55 Disparu dans la nuit. Bill L. Norton [1 et 2/2]. O. Téva
22.30 Lorna Doone. Andrew Grieve. Festival
22.45 Dernière alerte. Claudia Prietzel. Arte
23.10 Alerte rouge. Jerry P. Jacobs. O. TF 1
23.20 Futur Immédiat 3. Kenneth Johnson. TSR
23.50 Les Yeux bandés. Marijjan D. Vajda. Téva

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

18.25 Exclisif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique.

FRANCE 2

18.25 Hartley, cœurs à vif. O.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 RJ. Planques. O. Descente de police. O.
22.55 Bouillon de culture.
0.10 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
0.35 Inside Daisy Clover. Film. Robert Mulligan (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord.
22.00 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Dréo.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [1/3] : Le brise-glace.
0.25 Libre court. La Corde. Zaki El Naggar. O.
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Thérèse superstar.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.15
18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Marseille.
20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Bossu. Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs. Film. Alan Taylor. O.

FRANCE-CULTURE

20.05 Concert franco-allemand. Par le Choeur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. Michael Gielen : La Passion selon Saint-Matthieu, de Bach.
23.07 Jazz-club.

RADIO

20.15 Les Soirées. Quatuor op. 54 n° 2, de Haydn, par le Quatuor Lindsay.
20.40 Murray Perahia. Œuvres de Mozart, Schubert, Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Yolanta. Opéra de Tchaïkovski. Par le Choeur et l'Orchestre du Kirov, dir. V. Gergiev.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Marseille.
20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Bossu. Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs. Film. Alan Taylor. O.

FRANCE-CULTURE

20.05 Concert franco-allemand. Par le Choeur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. Michael Gielen : La Passion selon Saint-Matthieu, de Bach.
23.07 Jazz-club.

RADIO

20.15 Les Soirées. Quatuor op. 54 n° 2, de Haydn, par le Quatuor Lindsay.
20.40 Murray Perahia. Œuvres de Mozart, Schubert, Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Yolanta. Opéra de Tchaïkovski. Par le Choeur et l'Orchestre du Kirov, dir. V. Gergiev.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Marseille.
20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Bossu. Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs. Film. Alan Taylor. O.

FRANCE-CULTURE

20.05 Concert franco-allemand. Par le Choeur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. Michael Gielen : La Passion selon Saint-Matthieu, de Bach.
23.07 Jazz-club.

RADIO

20.15 Les Soirées. Quatuor op. 54 n° 2, de Haydn, par le Quatuor Lindsay.
20.40 Murray Perahia. Œuvres de Mozart, Schubert, Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Yolanta. Opéra de Tchaïkovski. Par le Choeur et l'Orchestre du Kirov, dir. V. Gergiev.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Marseille.
20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Bossu. Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs. Film. Alan Taylor. O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
O Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

En Euroguerre

par Pierre Georges

BELGRADE. Comme si on y était. Sans y être évidemment. Chronique d'un reportage au bureau, comme d'un voyage en chambre. Sur le canal 28 du circuit intérieur, *Le Monde* reçoit la RTS, la chaîne de radio-télévision officielle serbe. Les images sont parfaites. Le son aussi. A cette nuance près, sur ce dernier point, que cela ne sert pas à grand-chose à qui ne parle pas un mot de serbe. Sauf pour la musique essentielle pour ce qui ressemble parfois à un clip étrange, totalement contemporain, bien fait, façon M6 revisité propagande de guerre.

Il est 8 h 30. La journaliste enchaîne sujets et reportages. Avec virtuosité. La RTS a du rythme et de l'allure, pas du tout l'antique machine à bourrage de crâne, manipulée par quelques vigiles de la censure ou quelques culottes de peau en uniforme de speaker, qu'on voudrait, bien imprudemment, imaginer.

La RTS n'a pas de ces naïvetés-là. Si elle fait la guerre, et elle la fait, c'est avec son temps et les moyens de son temps. Médiatement, avec tous les moyens de l'outil télévisuel, toute sa modernité aussi. C'est ce qui frappe d'abord. Les images en provenance de Belgrade nous arrivent en miroir. Comme pour dire : « Voyez si votre ennemi vous ressemble. Voyez s'il est européen et moderne, et inscrit dans votre, dans notre époque ». Comme pour signifier, en permanence, que les Alliés se sont trompés et d'ennemi, et de continent.

A oser, ces images font penser à la guerre en Eurovision, un peu comme ce fameux concours de la chanson qui, annuellement, fabrique une Europe de paillettes et de guimauve : « Bonjour Paris, ici Belgrade ! voici les résultats du jury yougoslave ! » Sauf qu'il ne s'agit pas de cela, mais d'Euro-

guerre. Et quand chanson, il y a, ou musique, c'est dans un remarquable mélange des genres, l'immortelle Serbie sur fond de hard rock, ou les chants patriotiques sur fonds de vertes vallées et de lacs tranquilles. Les monteurs de la RTS ont fait un vrai travail de montage de guerre, de paix et de guerre, des soldats, parfois, au pas des soldats, des civils, beaucoup, à la vie des civils.

Il est 8 h 30. Et les caméras de la RTS sont allées dans une école maternelle de Belgrade. Les enfants, les institutrices, les locaux, les jeux, les étagères de livres, honnêtement s'il existe une école maternelle, rue Claude-Bernard, elle ressemble comme une sœur à celle de Belgrade. Puis soudain la caméra bascule, et en contre-champ l'on voit nettement, sur le dos des enfants, ou sur leur poitrine, cette cible de papier, cette fameuse « target » que tout un peuple porte comme une étoile de guerre ou un défi.

Les caméras de la RTS basculent toujours, paix, guerre. Ainsi cet autre reportage, ce débris d'aile d'avion qui aura fait beaucoup d'usage. Admirablement réalisé lui aussi. Un paysan avec son cheval de trait tire les débris de l'avion américain. Il le tire à l'ancienne. Voici, pour l'immortelle Serbie, le sort et le mépris que l'on réserve à la puissance technologique. Et puis bascule, à côté du paysan, un militaire, avec un téléphone satellitaire. Tout est dit. Les images défilent, les trois prisonniers américains comme trois lanciers de Belgrade au visage tuméfié. Les visiteurs du président, ceux du Vatican, les hiérarques orthodoxes, la rencontre, non datée à l'écran, avec Ibrahim Rugova. Et même, même, un reportage dans une gare sur des réfugiés kosovars.

Les promesses envolées des responsables politiques sur la reconnaissance du génocide arménien

Des associations organisent une marche qui partira, le 24 avril, de Lyon en direction du Sénat

LES MINISTRES et députés français sont fair-play. Lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 31 mars – soit quelques heures à peine avant le coup d'envoi de la rencontre de football France-Arménie –, ils se sont levés d'un seul élan lorsque le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a souhaité la bienvenue à une délégation parlementaire conduite par son homologue arménien, Khosrov Haroutunian. L'ovation qui lui a été réservée fut à la mesure... du poids électoral que représente la communauté française d'origine arménienne.

Quelques documents, soigneusement consignés au secrétariat parisien de la Coordination pour la reconnaissance du génocide arménien, témoignent toutefois – s'il en était besoin – qu'il est plus facile d'applaudir et de promettre que d'agir. On y trouve ainsi une lettre de Christian Poncelet, en date du 10 décembre 1982, adressée au Collectif des femmes arméniennes. Seize ans avant de détrôner René Monory, le sénateur RPR des Vosges transmettait une copie de la

question écrite qu'il avait adressée au ministre socialiste des affaires extérieures, Claude Cheysson, sur « le problème, non encore résolu à ce jour, de la reconnaissance juridique du génocide du peuple arménien ».

« LE REFUS DE LA TURQUIE »

Neuf mois plus tard, le même collectif recevait un autre message de soutien, en provenance, cette fois, de l'Elysée. Alors conseiller technique pour les relations extérieures au secrétariat général de la présidence de la République, Hubert Védrine affirmait : « Le gouvernement français n'a cessé de considérer le drame de 1915 pour ce qu'il est, c'est-à-dire un génocide. » « Les autorités turques sont parfaitement informées du jugement de la France, qui regrette le refus persistant de la Turquie actuelle de reconnaître les faits », ajoutait celui qui deviendra ministre des affaires étrangères quatorze ans plus tard.

Au printemps 1995, les deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle répondaient par écrit au questionnaire qui leur avait été adressé par le Comité de

défense de la cause arménienne. Prudemment, Jacques Chirac se refusait à trancher le « débat juridique » de la reconnaissance du génocide, et se prononçait en faveur d'un « travail éminemment pédagogique de diffusion à tous les niveaux de la société du débat historique ». Le candidat Jospin était autrement catégorique. « Ma position, explique-t-il, s'inscrit dans le droit fil de celle de François Mitterrand, qui déclarait le 29 avril 1981 : "Il n'est pas possible d'effacer les traces du génocide (...)" ». M. Jospin indiquait qu'il veillerait « à ce que soit mise en discussion et adoptée dans les meilleurs délais » une proposition de loi susceptible d'être entendue au cas de l'Arménie les dispositions de la loi Gayssot du 13 juillet 1990.

Le 29 mai 1998, les députés ont adopté à l'unanimité une proposition de loi d'origine socialiste reconnaissant « publiquement » le génocide arménien de 1915. Contrairement à ce qu'il avait initialement indiqué, le gouvernement, soumis aux pressions de la Turquie, a renoncé à inscrire ce texte à l'ordre du jour prioritaire du Sénat.

Ce dernier a décidé à son tour, le 24 mars, après deux auditions de M. Védrine devant sa commission des affaires étrangères, de ne pas examiner cette proposition de loi dans le cadre de la séance mensuelle réservée aux textes d'initiative parlementaire.

Deux semaines auparavant, le premier ministre, Lionel Jospin, avait, en réponse à une lettre de Youri Djorkaev... renvoyé la balle dans le camp du Sénat. Quelques lignes manuscrites agrémentaient la sobre évocation de « l'article 48, 3^e alinéa de notre Constitution » : assurant le footballeur de son « souvenir (...) sportivement admiratif », le chef du gouvernement évoquait, en post-scriptum, la victoire de l'équipe de France sur l'Angleterre – « Bravo pour Wembley ». Tant pis pour la proposition de loi. Le 24 avril, une marche d'associations arméniennes partira de Lyon en direction du Sénat pour protester contre le « cynisme » du gouvernement et des locataires du palais du Luxembourg. Arrivée prévue à la mi-mai.

Jean-Baptiste de Montvalon

Les poissons d'eau douce de trois pays africains retirés du commerce

LA COMMISSION européenne vient d'interdire les importations des produits de la pêche d'eau douce des pays bordant le lac Victoria (Ouganda, Kenya, Tanzanie) à la suite d'information des autorités ougandaises faisant état d'intoxications alimentaires. Les poissons concernés étaient contaminés par des résidus de pesticides. En France, les ministères de l'Agriculture, de la santé et du commerce ont pris, jeudi 1^{er} avril, un arrêté visant à retirer du marché ces produits.

Les principaux produits concernés sont les filets de perches du Nil, frais ou surgelés. Les denrées en cause peuvent être identifiées par la présence sur leur étiquetage d'une dénomination incluant « perches du Nil » ou le nom de l'espèce en latin (*Lates niloticus*). Aucun incident lié à la consommation de ces produits n'a été signalé en France, mais les ministères recommandent malgré tout aux consommateurs qui détendraient ces poissons de ne pas les consommer et de les jeter.

Annulation de la mise en examen du substitut Albert Lévy

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de Paris a annulé, jeudi 1^{er} avril, la procédure instruite contre l'ancien substitut du procureur de Toulon (Var) Albert Lévy. Cette annulation commence le jour du « transport du juge d'instruction Marie-Paule Moracchini, à Toulon, lorsqu'elle l'a mis en examen » le 6 septembre 1998, a déclaré M^e Alain Jakubowicz, un des avocats de M. Lévy. Selon lui, la chambre d'accusation a estimé « qu'à partir du moment où elle était à Toulon le juge d'instruction aurait dû procéder elle-même aux auditions plutôt que de les faire faire par les gendarmes ».

Aujourd'hui substitut à Lyon (Rhône), M. Lévy n'est plus mis en examen pour violation du secret de l'instruction ni placé sous contrôle judiciaire. Le juge d'instruction reprochait à M. Lévy, ainsi qu'à deux officiers des renseignements généraux, d'avoir donné à un journaliste de *Nice-Matin* un procès-verbal d'audition extrait d'une enquête sur la mairie de Toulon. M. Lévy avait été soutenu par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche).

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : les cotes de confiance de Jacques Chirac et Lionel Jospin sont en légère baisse, selon le dernier sondage de la Sofres (réalisé du 24 au 26 mars auprès de 1 000 personnes) publié par *Le Figaro-Magazine* du 2 avril : le chef de l'Etat recueille 53 % d'opinions positives (en baisse de 2 points par rapport à mars) tandis que le premier ministre est approuvé par 61 % des personnes interrogées (en baisse de 1 point).

■ **AGRICULTURE** : Luc Guyau a été réélu président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), jeudi 1^{er} avril. Dominique Chardon est secrétaire général, Didier Marteau, Jean-Michel Lemetayer et André Thévenot secrétaires généraux adjoints.

■ **ISLAM** : le conseil municipal de Strasbourg débatta, lundi 12 avril, de la construction d'une mosquée centrale dans l'agglomération. La ville appuiera le projet en offrant un terrain et en subventionnant 10 % de la construction. Cette délibération est devenue possible après le rapprochement de deux projets concurrents : l'Institut musulman d'Europe d'Ali Bouamama et la grande mosquée du recteur Abdallah Boussouf. – (Corresp.)

Saab
l'Egoïsme

